BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

4

10 avril 2022

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

page*2: Editions Page deux

SYLLEPSE ÉDITIONS

SPARTACUS

essf

Contre Temps

NewPolitics

Entre les lignes entre les mots

Réseau syndical international de solidarité et de luttes

Les utopiques Cahier de réflexions

A l'encontre La Brèche

Les Cahiers de l'antidote

Après les Gilets jaunes, la pandémie du Covid, la Colombie et la Birmanie, les éditions Syllepse poursuivent la publication d'ouvrages accessibles à tous et toutes qui éclairent sur les enjeux des convulsions d'un monde qui n'en finit pas de semer la misère, la souffrance et la guerre.

Les éditions Syllepse se sont associées pour cette série sur l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine aux éditions Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal) et Spartacus (Paris), aux revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), aux sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières,* ainsi qu'au blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris), au Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et au Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

À l'encontre : https://alencontre.org/
Centre Tricontinental : www.cetri.be/
ContreTemps : lesdossiers-contretemps.org
Éditions Page 2 : https://alencontre.org/
Éditions Spartacus : www.editions-spartacus.fr
Éditions Syllepse : www.syllepse.net
Entre les lignes, entre les mots : https://entreleslignesentrelesmots.blog/
Europe solidaire sans frontières : www.europe-solidaire.org
Les Utopiques : lesutopiques.org
M Éditeur : https://m-editeur.info/
New Politics : newpol.org/
Réseau syndical international de solidarité et de luttes : laboursolidarity.org

LES CAHIERS DE L'ANTIDOTE, « SPÉCIAL UKRAINE », N° 4, 10 AVRIL 2022
ÉDITIONS SYLLEPSE
69, RUE DES RIGOLES – 75020 PARIS
ISBN : 979-10-399-0060-7
Illustrations : DR ; p. 88 : d'après une image de L'Atelier au fond à gauche, 2021.
Images : DR

TABLE DES MATIÈRES

SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE ET CONTRE LA GUERRE
5
COHÉRENCE ET INCOHÉRENCE AU SUJET DE LA GUERRE EN UKRAINE
6
CE QUE JE PENSE DE LA SITUATION EN UKRAINE
8

LIBERTÉ
9

PAR TOUS LES MOYENS NÉCESSAIRES
BÉLARUS
LA GUERRE DE LA RUSSIE EN UKRAINE N'EST PAS NOTRE GUERRE
NOUS POUVONS L'ARRÊTER, NOUS DEVONS L'ARRÊTER !
11
UKRAINE ET BÉLARUS
DÉCLARATION DES SYNDICATS
12
UKRAINE
NOTES DE LVIV EN TEMPS DE GUERRE
14
BÉLARUS
LES CHEMINOT·ES DU BÉLARUS ENTRENT EN ACTION
16
UKRAINE
COMITÉ DE RÉSISTANCE ANTI-AUTORITAIRE UKRAINIEN
19
UKRAINE
L'AVENIR DE LA DÉMILITARISATION PASSE PAR L'ARRÊT IMMÉDIAT DE LA MACHINE DE GUERRE RUSSE
26
LA CONFÉDÉRATION KVPU DANS LA GUERRE
30
ARRÊTEZ LA GUERRE ET LE GÉNOCIDE EN UKRAINE !
31
RUSSIE
UN FONDS DE SOUTIEN POUR LE MOUVEMENT ANTIGUERRE RUSSE
33
GRANDE-BRETAGNE
SOUTIEN SYNDICAL À L'UKRAINE
34

LES DOCKERS D'UNE RAFFINERIE BRITANNIQUE REFUSENT DE DÉCHARGER DU PÉTROLE RUSSE
35
FRANCE
ACCUEIL DES RÉFUGIÉS : LES ACTIVITÉS SOCIALES DE L'ÉNERGIE-CGT
37
GUERRE EN UKRAINE : ACTIONS SYNDICALES INTERNATIONALISTES
38
UN CONVOI INTERSYNDICAL POUR L'UKRAINE
40
ANTIMILITARISTES, PACIFISTES, OBJECTEURS, INSOUMIS, RÉFRACTAIRES, SYNDICALISTES AUX ARMÉES
NOUS SOUTENONS LES RÉFRACTAIRES À L'ARMÉE RUSSE
41
LES RUSSES MEURENT EN SILENCE : LA MÈRE DU SOLDAT RECEVRA SA DÉPOUILLE APRÈS LA GUERRE
42
ÉTAT ESPAGNOL
D'ANCIENS OBJECTEURS DE CONSCIENCE EXIGENT QUE L'ESPAGNE
ACCUEILLE LES DÉSERTEURS DE LA GUERRE EN UKRAINE
49
ENTRETIEN AVEC UN VOLONTAIRE DE LA DÉFENSE TERRITORIALE DE KIEV
51
EXIGER DU FMI L'ANNULATION DE LA DETTE INJUSTE DE L'UKRAINE
58

PRISES DE POSITION
POUTINE ET LE NATIONALISME GRAND-RUSSE
62
À PROPOS DU « MANIFESTE FÉMINISTE CONTRE LA GUERRE »
67
POURQUOI LA GUERRE EN UKRAINE EST-ELLE UNE QUESTION FÉMINISTE ?
69
QUE FAIRE LORSQUE LA RUSSIE ATTAQUE L'UKRAINE ET QUE TU ES DE GAUCHE ?
70
LA RUSSIE ET L'UKRAINE : IMPASSE OU TOURNANT ?
75
LIBERTÉ DE LA PRESSE
84

BOÎTE ALERTES

SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE ET CONTRE LA GUERRE

RÉSEAU EUROPÉEN SOLIDARITÉ UKRAINE

Les éditions Syllepse ont signé la plate-forme Ukraine Solidarity que nous publions ci-après. Dans le prolongement des trois volumes que nous avons publiés depuis le 3 mars, sous l'égide des Brigades éditoriales de solidarité, il nous a paru nécessaire de marquer plus avant encore notre engagement contre la guerre de la Russie contre l'Ukraine aux côtés d'associations, des syndicats, et de partis, mais aussi d'acteurs individuels, situés tant à l'ouest qu'à l'est de l'Europe.

Nous, collectifs de mouvements sociaux, syndicats, organisations et partis, d'Europe de l'Est et de l'Ouest, opposées à la guerre et à tous les néocolonialismes dans le monde, voulons construire un réseau par en bas, indépendant de tout gouvernement.

POUR

1. La défense d'une Ukraine indépendante et démocratique !

2. Le retrait immédiat des troupes russes de tout le territoire ukrainien. L'arrêt de la menace nucléaire que constitue la mise en état d'alerte des armes nucléaires russes et le bombardement des centrales ukrainiennes !

3. Le soutien à la résistance (armée et non armée) du peuple ukrainien dans sa diversité, en défense de son droit à l'autodétermination

4. L'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine !

5. L'accueil sans discrimination de tous les réfugié·es – d'Ukraine et d'ailleurs !

6. Le soutien au mouvement antiguerre et démocratique en Russie et la garantie du statut de réfugié politique aux opposants à Poutine et aux soldats russes qui désertent !

7. La saisie des biens des membres du gouvernement, des hauts fonctionnaires et des oligarques russes en Europe et dans le monde ; et des sanctions financières et économiques – en protégeant les populations défavorisées de leurs effets.

Au-delà, nous luttons aussi, en lien avec les courants qui partagent ces objectifs en Ukraine et en Russie :

8. pour un désarmement nucléaire global. Contre l'escalade militaire et la militarisation des esprits ;

9. pour le démantèlement des blocs militaires ;

10. pour que toute aide à l'Ukraine échappe à l'emprise et aux conditions d'austérité du FMI ou de l'UE ;

11. contre le productivisme, le militarisme et la concurrence impérialiste pour la puissance et le profit qui détruisent notre environnement et nos droits sociaux et démocratiques.

À l'issue de la Première Guerre mondiale, l'OIT a été fondée sur une affirmation de portée universelle : « Une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la justice sociale. » Aujourd'hui, nous devons ajouter la justice environnementale et l'État de droit : nous luttons pour la paix et l'égalité, les libertés démocratiques, la justice sociale et climatique, par la coopération et la solidarité entre les peuples.

INFO@UKRAINE-SOLIDARITY.EU
WWW.UKRAINE-SOLIDARITY.EU

COHÉRENCE ET INCOHÉRENCE AU SUJET DE LA GUERRE EN UKRAINE

GILBERT ACHCAR

Imaginons que les États-Unis envahissent le Venezuela, comme ils ont envisagé de le faire pendant un certain temps sous Donald Trump, et que la Russie décide de fournir au gouvernement vénézuélien de Nicolás Maduro des armes pour l'aider à combattre les envahisseurs. Les troupes américaines rencontrent une résistance farouche dans les *barrios* et les campagnes du Venezuela. Les négociations entre Washington et Caracas ont commencé en Colombie, tandis que Washington tente de forcer le gouvernement vénézuélien à capituler devant son diktat.

À moins de croire que la Russie n'est pas un pays impérialiste - ce qui implique que l'on ne souscrit pas à une analyse matérialiste mais que l'on adhère à une définition politique de l'impérialisme selon laquelle seuls les «pays occidentaux» peuvent être impérialistes – la situation décrite ci-dessus serait clairement celle d'une guerre juste menée par le Venezuela contre une invasion impérialiste américaine, dans le contexte d'un conflit en cours entre l'impérialisme américain et l'impérialisme russe. La guerre juste du Venezuela serait donc en même temps une «guerre par procuration» entre deux puissances impérialistes, de la même manière que la plupart des conflits pendant la guerre froide – comme la guerre de Corée ou la guerre du Vietnam – étaient des guerres de libération nationale ainsi que des «guerres par procuration» entre Washington et Moscou.

Quelle serait la bonne position des anti-impérialistes internationalistes? À moins que vous ne soyez un pacifiste absolu croyant au principe de «tendre l'autre joue», vous devriez soutenir les livraisons d'armes à la résistance vénézuélienne pour lui permettre de défendre sa population et d'atteindre une position à partir de laquelle elle pourrait éviter la capitulation et réduire le prix à payer dans les négociations. Si quelqu'un disait: «Nous soutenons la résistance vénézuélienne, mais nous nous opposons à la fois aux livraisons d'armes russes au gouvernement Maduro et à la pression économique sur les États-Unis», cette attitude serait à juste titre considérée comme peu sérieuse.

Car une telle position reviendrait à proclamer le soutien aux Vénézuéliens tout en les privant des moyens de résister et en s'opposant à ce que des pressions économiques soient exercées sur leur agresseur. Au mieux, ce serait une position totalement incohérente. Au pire, une position hypocrite déguisant une indifférence au sort des Vénézuéliens – considérés comme des agneaux sacrifiés sur l'autel de l'anti-impérialisme (russe en l'occurrence) – derrière la prétention de leur souhaiter le succès dans leur juste résistance.

Les lecteurs auront compris, bien sûr, que dans l'allégorie ci-dessus, le Venezuela représente l'Ukraine, et l'impérialisme américain, son homologue russe. Cela nous ramène à la distinction essentielle entre une guerre directe entre pays impérialistes dans laquelle chaque camp tente de s'emparer d'une partie du monde, comme ce fut le cas le plus classiquement lors de la Première Guerre mondiale, et une invasion par une puissance impérialiste d'un pays non

impérialiste, où ce dernier est soutenu par une autre puissance impérialiste qui l'utilise comme mandataire dans la rivalité interimpérialiste.

Dans le premier cas, l'internationalisme ouvrier exige que les travailleurs, y compris les travailleurs en uniforme (c'est-à-dire les soldats), s'opposent à la guerre des deux côtés, chacun s'opposant à la guerre de son propre gouvernement, même si cela contribue à sa défaite (c'est le sens du «défaitisme révolutionnaire»). Dans le second cas, le défaitisme révolutionnaire n'est exigé que des travailleurs et des soldats qui appartiennent au pays impérialiste agresseur, et d'une manière beaucoup plus active qu'indirectement. Il leur est demandé de saboter la machine de guerre de leur pays. Les travailleurs de la nation opprimée, en revanche, ont le droit et le devoir de défendre leur pays et leur famille et doivent être soutenus par les internationalistes du monde entier.

L'attitude consistant à exprimer de la tristesse pour les Ukrainiens et à prétendre se soucier de leur sort en soutenant les négociations et la «paix» dans l'abstrait (quelle paix?) est considérée à juste titre comme hypocrite par les socialistes ukrainiens. Le gouvernement ukrainien est activement engagé dans des négociations avec la partie russe depuis des semaines maintenant: celles-ci sont organisées par un pays membre de l'OTAN, la Turquie, et se tiennent sur son territoire. Elles sont pleinement soutenues par la plupart des gouvernements de l'OTAN, qui sont désireux de voir la guerre prendre fin avant que ses conséquences économiques mondiales ne deviennent irréversiblement catastrophiques. Ce n'est donc certainement pas comme si l'une des parties refusait de négocier. Or, il n'est pas nécessaire d'être un expert en histoire de la guerre pour comprendre que les négociations dépendent de l'équilibre des forces obtenu sur le terrain. Les Chinois et les Vietnamiens ont une longue expérience à cet égard, résumée par le célèbre dicton maoïste: «Da Da Tan Tan» («Combattre, combattre, parler, parler»).

Soutenir la position de l'Ukraine dans les négociations sur son propre territoire national exige de soutenir sa résistance et son droit d'acquérir les armes nécessaires à sa défense auprès de toute source possédant de telles armes et disposée à les fournir. Refuser à l'Ukraine le droit d'acquérir de telles armes revient à l'appeler à capituler. Face à un envahisseur massivement armé et très brutal, il s'agit en fait d'un défaitisme de mauvais aloi, qui revient pratiquement à soutenir l'envahisseur.

SOURCE: *NEW POLITICS*

https://newpol.org/coherence-and-incoherence-about-the-war-in-ukraine/

CE QUE JE PENSE DE LA SITUATION EN UKRAINE

VIET THAN NGUYEN[1]

Certains m'ont demandé ce que je pensais de la situation en Ukraine. Un magazine réputé m'a également posé la question. Voici ce que j'ai écrit. Je me demande s'ils vont le publier.

Je suis né au Vietnam et j'ai été créé en Amérique.

J'ai fui le Vietnam comme réfugié en 1975 et je suis venu aux États-Unis. Je suis reconnaissant de l'aide américaine, mais je n'aurais pas eu besoin de l'aide américaine si les États-Unis n'avaient pas d'abord envahi le Vietnam.

En tant que réfugié, je suis conscient que les guerres tuent plus de civils que de soldats, et que les guerres produisent toujours des réfugiés. Je sais que les guerres ne se terminent pas simplement parce que nous disons qu'elles se terminent, et que leurs effets se répercutent sur les corps, les esprits et les âmes pendant des décennies.

En tant que réfugié, écrivain et être humain, je suis solidaire du peuple ukrainien, qui souffre aujourd'hui et souffrira à l'avenir, même après la fin des violences. Je m'oppose à Poutine, aux autoritaires, aux autocrates et à la Russie, et je m'oppose aux nations puissantes et impériales qui envahissent ou imposent leur volonté à des pays plus petits et plus faibles. Je crois que tous les réfugiés ukrainiens devraient être acceptés partout, que les frontières soient ouvertes, de même que les cœurs, les bras et les esprits.

Par conséquent, je m'oppose également à toutes les invasions unilatérales d'autres pays, ce qui signifie que je m'oppose à mon propre gouvernement et aux États-Unis à chaque fois qu'ils ont imposé leur volonté à d'autres nations, en Irak et en Afghanistan dans un passé très récent, et ailleurs, comme aux Philippines, à Cuba, en Haïti et au Vietnam, pour ne citer que quelques exemples, sans oublier les nombreuses nations indigènes que les États-Unis occupent actuellement.

Puisque je m'oppose aux autoritaires et aux autocrates, je m'oppose également à chaque fois que les États-Unis et leurs alliés soutiennent les autoritaires et les autocrates, partout, aujourd'hui comme hier, en Arabie saoudite, en Iran, au Guatemala et en Corée du Sud, pour ne citer que quelques exemples. Puisque je m'oppose aux occupations de toutes sortes, je ne m'oppose pas seulement à la tentative de la Russie d'occuper l'Ukraine, je m'oppose également à l'occupation israélienne de la Palestine et au soutien indéfectible des États-Unis à Israël.

Et puisque je soutiens les réfugiés ukrainiens, je soutiens tous les réfugiés, peu importe d'où ils viennent, la religion à laquelle ils croient, la couleur de leur peau, la langue qu'ils parlent, et peu importe si mon pays bénéficie ou non de leur accueil sur le plan politique, économique ou moral.

En tant que réfugié vietnamien d'une victoire communiste, je suis bien conscient qu'on m'a laissé entrer aux États-Unis parce qu'il était avantageux

1. Il est notamment l'auteur du *Sympathisant* (Belfond, 2017), *Les réfugiés* (Belfond, 2019), *Jamais rien ne meurt : Vietnam, mémoire de la guerre* (Belfond, 2019), *Le dévoué* (Belfond, 2021) et de *Race and Resistance : Literature and Politics in Asian America* (non traduit).

pour eux de montrer les méfaits du communisme. De même, les réfugiés ukrainiens sont-ils les bienvenus aujourd'hui, parce qu'il est dans l'intérêt de l'Occident et des États-Unis de montrer les méfaits de Poutine.

Qu'en est-il de tous les autres réfugiés qui ont besoin de notre compassion, de notre empathie, de notre amour et de notre action ? Allons-nous les défendre ?

MERCI À L'AUTEUR DE NOUS AVOIR AUTORISÉS À PUBLIER LE TEXTE QU'IL A POSTÉ SUR SA PAGE FACEBOOK LE 18 MARS 2022

SOURCE : *NEW POLITICS*

Traduction Patrick Silberstein

RUSSIE

Либерте

Reçu d'une amie, un espace de libre expression de femmes artistes, ce qu'elles appellent une « cartographie intime de la libre expression, par-delà le temps et l'espace, où s'expriment les subjectivités ». Publiée depuis avril 2020, *The Crown Letter* est plus que jamais un acte de courage. Allez voir !

https://crownproject.art/

Anne Dubos

Un arbre à Butcha.
Google Street View, avril 2021, posté le 3 avril 2022.

PAR TOUS LES MOYENS NÉCESSAIRES

BÉLARUS

LA GUERRE DE LA RUSSIE EN UKRAINE N'EST PAS NOTRE GUERRE NOUS POUVONS L'ARRÊTER, NOUS DEVONS L'ARRÊTER !

ALEXANDRE YARASHUK[1]

Chers compatriotes, chers travailleurs, chères travailleuses !

La guerre de la Russie contre l'Ukraine dure depuis plus d'un mois. Dès le début de la guerre, le Bélarus s'est rangé du côté de la Russie. Ses troupes entrent en Ukraine depuis notre territoire, des roquettes sont lancées, des avions décollent. Et plus la Biélorussie s'implique dans la guerre, plus sa participation à l'agression détruit des infrastructures, des logements, tue des civils ukrainiens, des femmes, des personnes âgées et des enfants, plus les sanctions de la communauté internationale s'alourdissent à son encontre.

Nous commençons à ressentir leurs effets. Les prix augmentent, les entreprises se ferment ou recourent au temps partiel et les problèmes de salaires commencent. Les turbulences ont déjà affecté des entreprises stratégiques telles que MZKT, les raffineries de pétrole et Belaruskali. Pour la première fois depuis de nombreuses années, Belaruskali a été contraint de contracter un emprunt bancaire pour payer les salaires de ses employés.

Mais ce n'est que le début. La détermination de la communauté internationale à punir les responsables de la guerre et l'ampleur des sanctions sont telles que dans quelques années il ne restera plus grand-chose de l'économie moderne du pays. La Biélorussie n'a jamais été confrontée à un tel défi dans son histoire.

Le pays se dégradera progressivement jusqu'au niveau technique et technologique de l'économie du milieu du siècle dernier. La dégradation s'accompagnera d'un chômage endémique, de salaires extrêmement bas, de la pauvreté et de l'existence misérable de la population.

De plus, le Bélarus, avec la Russie en tant qu'agresseur militaire, devra payer des réparations de plusieurs milliards de dollars à l'Ukraine pour les énormes dommages causés par la guerre. Tout comme l'Allemagne nazie a payé des réparations à l'Union soviétique après la Seconde Guerre mondiale. C'est comme cela que sont apparues à Minsk les usines de MAZ, MTZ, Motovelo et d'autres. Ainsi, le Bélarus paiera, en gageant son propre avenir, l'aventure d'avoir participé à la guerre contre l'Ukraine. Pour les années à venir, le pays a mis en jeu son existence en tant qu'État indépendant et souverain, et sa population sera au bord de la survie physique.

Peu de pays dans le monde ont connu dans leur histoire des guerres aussi meurtrières que nous. Nous

1. Secrétaire général du BKDP, Congrès biélorusse des syndicats démocratiques.

devons tout faire pour retrouver une bonne réputation, pour que la Biélorussie ne soit jamais considérée comme un agresseur militaire. Et qui d'autres que nous le fera ? Le nom de notre pays, les noms de nos villages et de nos villes ne doivent pas incarner la menace et le danger pour le peuple de l'Ukraine voisine, fraternelle pour nous. Ne doivent pas incarner la mort.

Moi, le président du Congrès biélorusse des syndicats démocratiques Alexandre Yarashuk, je m'adresse à vous. La guerre de la Russie en Ukraine n'est pas notre guerre. Nous pouvons l'arrêter, nous devons l'arrêter ! La majorité absolue des Biélorusses, 97 %, ne veulent pas que le Bélarus participe à la guerre en Ukraine ! Nos descendants ne nous pardonneront pas le silence au moment le plus critique de notre histoire ! N'ayez peur de rien ni de personne ! Il est difficile d'imaginer pire que ce qui nous arrive aujourd'hui. Jamais et nulle part au monde la demande de mettre fin à la guerre n'a été un crime ! Et jamais et nulle part au monde il n'y a eu de cause plus noble que de s'opposer à la guerre, contre le meurtre d'innocents, de femmes, de personnes âgées et d'enfants !

Exigez sur vos lieux de travail, au nom des collectifs de travail : non à la guerre, non à la participation du Bélarus à celle-ci !

Exigez l'interdiction d'envoyer des troupes biélorusses en Ukraine, exigez le retrait des troupes russes de notre pays !

Faisons-le maintenant, faisons-le aujourd'hui ! Parce que demain, il sera tard ! Parce que demain pour les Biélorusses ne viendra peut-être jamais !

Ce scénario apocalyptique pour la nation ne peut être évité que dans un cas. Si le Bélarus refuse d'envoyer ses troupes en Ukraine et exige le retrait des troupes russes de son territoire. Ce n'est qu'alors que le pays pourra éviter la destruction inévitable de l'économie par des sanctions sans précédent.

Chers compatriotes, travailleurs ! Le sort de notre Bélarus natal, le sort de notre peuple, le sort de nos enfants et petits-enfants dépend de nous aujourd'hui. Et ce ne sont pas justes des mots solennels. Ils n'ont jamais aussi bien reflété toute la tragédie de ce qui s'est passé pour les Biélorusses. Le Bélarus n'a jamais été aussi proche d'une catastrophe dans son histoire et n'a jamais connu une telle honte.

MINSK, 29 MARS 2022

https://bkdp.org/news/alyaksandr-yarashuk-vajna-rasei-va-ukraine-geta-ne-nasha-vajna-my-mozham-spynicz-yae-my-abavyazany-yae-spynicz

UKRAINE ET BÉLARUS
DÉCLARATIONS DES SYNDICATS

Alors que la guerre en Ukraine entre dans son deuxième mois, il nous a semblé important de porter à la connaissance des organisations la traduction de deux déclarations récentes de nos camarades de Bélarus et d'Ukraine.

La première émane du Congrès des syndicats démocratiques du Bélarus (BKDP) voit officiellement le jour en 1993. Sa création résulte du rapprochement des nouveaux syndicats indépendants qui éclosent dans le pays dès la fin des années 1980 et de

quelques fédérations professionnelles qui quittent la FPB (syndicat officiel ayant des liens organiques avec le régime de Loukachenko). La naissance du mouvement syndical indépendant est très étroitement liée à l'exercice effectif du droit de grève et à sa contestation par Loukachenko. Une autre ligne de fracture essentielle avec le syndicalisme officiel passe par le refus d'accepter dans ses rangs la direction des entreprises. Avec l'arrivée de Loukachenko au pouvoir, la mise sous pression du syndicalisme indépendant devient une constante. Le BKDP fait face au refus des autorités d'enregistrer légalement ses syndicats de base, leurs membres étant sommés de rejoindre les syndicats officiels sous la menace de licenciements. Le BKDP est systématiquement écarté de la négociation collective au niveau local comme national. Ses effectifs sont aujourd'hui de l'ordre de 10 000 membres déployant leur activité syndicale dans une constante adversité. Les militants du BKDP ont pris une part active à l'explosion sociale qui a suivi l'élection présidentielle de 2020, ont animé un grand nombre de comités de grèves et plusieurs de ses dirigeants, dont le président Alexandre Yaroshuk, ont piloté le comité national de coordination des grèves. Le BKDP est adhérent à la CSI.

La seconde émane de la première et principale organisation d'Ukraine, la Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU), héritière de la branche ukrainienne du Conseil central des syndicats soviétiques. La FPU, après 1992, a perdu beaucoup d'adhérents passant de 25 à 8,7 millions en quinze ans pour dépasser encore les cinq millions à l'aube du conflit. Selon la FPU, ces départs sont dus à plusieurs facteurs : une défiance vis-à-vis des organisations syndicales ; des changements dans la structure des syndicats et surtout des raisons économiques. En effet, sur 100 départs, 25 seraient dus à une décision personnelle et 75 à la fermeture des entreprises.

La FPU, reste néanmoins le principal acteur syndical du pays. Sur l'ensemble des salariés, le taux de syndicalisation revendiqué par la FPU est de plus de 30 %. Elle compte 44 fédérations de branches et 27 régions. En temps de paix, elle se caractérise par son caractère de masse et son opiniâtreté à défendre les garanties collectives et le Code du travail face aux attaques dont ils ont pu faire l'objet par les gouvernements successifs, depuis 1992.

Nos camarades du Bélarus avancent dans leur déclaration une courageuse position de refus de la guerre alors que le gouvernement du pays apporte un soutien logistique de première importance à l'armée russe. Ils sont confrontés à une répression de même nature et intensité que celle actuellement à l'œuvre en Fédération de Russie, qui s'ajoute de surcroît à celle subit par les militants du mouvement social de l'été 2020.

La déclaration de nos camarades d'Ukraine s'inscrivait, quant à elle, dans le cadre de la discussion du conseil général de la CSI du 28 mars 2022, concernant la suspension, finalement ajournée, de la FNPR, principale organisation de Russie, en raison de ses déclarations soutenant résolument la guerre voulue et conduite par Vladimir Poutine en Ukraine.

SOURCE : NOTE DE L'ESPACE INTERNATIONAL DE LA CGT (MONTREUIL)

UKRAINE

NOTES DE LVIV EN TEMPS DE GUERRE

ALONA LIASHEVA[1]

J'écris ce texte dans la nuit du 7 au 8 mars à Lviv. C'est la quatrième année que je vis à Lviv, et c'est ici que j'ai rencontré la guerre. Il me semble que toute ma vie a passé depuis l'appel matinal de ma mère. Elle m'a dit que «nous sommes bombardés». Ma vie et celle de tous ceux qui m'entourent se sont effondrées et ne seront plus les mêmes qu'avant. Mais nous vivrons d'une manière ou d'une autre. Je voudrais partager avec les lecteurs de *Commons* mes observations sur la façon dont une nouvelle vie émerge dans ma ville. Je sais que la prochaine panne peut survenir avant même que je ne finisse ce texte, c'est pourquoi j'écris de manière assez pressée.

NOTE N° 1: «SUR LA MÉTHODE»

Le premier jour de la guerre, j'ai voulu commencer à enregistrer ce qui m'arrivait et ce qui m'entourait, mais entre les alertes au raid aérien, les crises de panique et le transport de ma famille de Kiev à Lviv, je n'arrivais pas à mettre mes mots en phrases. Le troisième jour, je me suis ressaisie, tout comme les collègues prêts à interviewer les habitants de Lviv qui vivaient ici avant le début de la guerre. Après avoir consulté des collègues qui travaillaient dans le Donbas sur la manière de collecter des données, sans bagage théorique, sans temps, sans énergie, nous avons commencé à demander des entretiens aux gens. Nous interrogeons les habitants de Lviv sur leur passé et leur nouveau quotidien, sur le type d'activisme qu'ils ont désormais rejoint et sur l'évolution de leurs opinions politiques. Ce travail n'est pas encore terminé, mais dans ces notes, je me suis déjà appuyée sur les récents entretiens approfondis, mes propres observations, et plusieurs journaux intimes partagés par les citoyens.

NOTE N° 2: «SUR LA VILLE»

Lviv est devenue une plaque tournante essentielle pour l'accueil des réfugiés. Des processus similaires ont eu lieu dans toute l'Ukraine occidentale, mais jusqu'à présent, je ne peux parler que de la ville où j'interagis personnellement avec les gens et les vois de mes propres yeux. La crainte des généralisations sera abordée plus tard, et pour l'instant, je me contenterai d'esquisser la géographie de mes réflexions. Que s'est-il passé à Lviv au cours des deux dernières semaines?

Je commencerai par la question du logement. Le marché du logement de la ville est divisé en deux parties. La première est le marché du logement commercial. Malgré les appels du maire à imposer un moratoire sur les loyers, les prix ont augmenté plusieurs fois en fonction de l'appétit des propriétaires. Le marché libre s'est montré tel qu'il est. Les personnes fuyant les bombardements se retrouveront à la rue si elles ne peuvent pas payer 1 000 dollars pour un petit appartement. Une autre partie du marché montre la tendance inverse. De nombreux

1. Alona Liasheva est coéditrice de *Commons: Journal for Social Criticism*.

propriétaires laissent le «vieux» prix parce qu'ils savent qu'au lieu de trois locataires, ils en ont maintenant dix. Certains appartements laissés par ceux qui sont partis à l'étranger sont devenus des refuges. Des administrations de district, des écoles et d'autres institutions municipales, ainsi que des bureaux et des studios de yoga, deviennent des lieux d'hébergement temporaire pour des milliers de réfugiés, leurs enfants et leurs animaux.

On assiste à une redistribution des richesses impossible à imaginer avant les attaques sur Kiev, Kharkiv et d'autres villes. Des processus similaires se produisent à des degrés divers pour les vêtements, la nourriture, les voitures et d'autres biens de base, y compris le soutien psychologique.

Cette redistribution est activée par des milliers de personnes qui diffusent l'information sur les biens disponibles et les demandes, préparent, livrent, organisent le logement, apportent des choses, déchargent l'aide humanitaire, communiquent beaucoup, négocient, s'écoutent et s'entendent. Mais l'essentiel est qu'ils s'auto-organisent, qu'ils trouvent un moyen d'inventer comment être utiles dans les moments où les stratégies individualistes ne fonctionnent pas.

Les «chats» […] diffusent l'entraide. Les institutions municipales, privées, publiques ont changé de fonction. La ville est devenue un grand réseau, où l'on peut trouver même les choses les plus étranges que personne ne connaissait. Dans les «chats», on trouve aussi bien des personnes ayant une expérience militante que des personnes réticentes à l'égard de toute forme de mouvement populaire. Les réseaux auto-organisés deviennent plus efficaces que les actions séparées des autorités municipales et régionales. Tout cela est poussé par la peur que demain nous ne puissions pas trouver d'abri, que la nourriture vienne à manquer, qu'il n'y ait pas assez de personnes prêtes à transporter les autres de la gare aux abris la nuit. Et c'est ainsi que cela se produit – quelqu'un est resté à la gare, en particulier ceux qui ont moins de compétences pour utiliser les réseaux sociaux, moins de contacts dans la ville, et moins de force physique. Mais la plupart trouvent de l'aide. J'espère qu'il en sera de même ce soir.

Parallèlement à l'activisme humanitaire, des réseaux similaires fonctionnent également à des fins militaires. Lviv s'occupe de tout à la fois - du transport de matériel vers Kiev au tissage de filets de camouflage pour l'armée. Ces réseaux de solidarité s'étendent bien au-delà de la ville et du pays.

NOTE N° 3: « EN CAS DE PANNE »

Aux moments des révolutions ou des guerres, il y a aussi des ruptures des structures sociales qui ont façonné le flux de nos vies auparavant. Nous sommes confrontés à ce que les rêveurs utopiques les plus audacieux n'auraient pas pu imaginer auparavant. S'il y a un mois, quelqu'un m'avait dit que des milliers de personnes auraient la possibilité de dormir au chaud, de se laver, de s'habiller et de manger gratuitement à Lviv, j'aurais simplement souri. Maintenant, je ne dépense de l'argent que pour les besoins des autres, les miens sont satisfaits par la force de l'équipe dans laquelle je suis, à l'exception du café et des pâtisseries que j'achète lors d'une promenade quotidienne en solitaire.

Dans une certaine partie de la société, les relations marchandise-argent ont disparu, et à la place, nous construisons «quelque chose de qualitativement différent.» Je ne vais pas formuler maintenant ce que c'est exactement. Mes idées du monde, tant politiques que théoriques, ont été ruinées en même temps que l'autre monde dans lequel je vivais. Comme Volodymyr Artyukh l'a souligné avec justesse, les

«anciens» cadres d'analyse ne fonctionnent plus. Ils doivent être reconsidérés. Il faut en inventer de nouveaux. Les nouveaux cadres théoriques doivent être plus sensibles à la pratique. Et maintenant, nous pouvons l'observer, être impliqués, voir les gens derrière les institutions et les structures. Jusqu'à présent, ce «nouveau» a beaucoup de «vieux». Nous entendons parler de situations de xénophobie à l'encontre des Roms et des personnes transgenres, de harcèlement sexuel dans les refuges, de la violence des patrouilles. Et nous entendrons beaucoup parler d'exploitation, de violence sexiste et d'autres cauchemars dans lesquelles nous avons vécu, et qui sont toujours là. La violence du régime de Poutine pousse vers d'autres formes de violence. Mais espérons que la rupture que nous vivons actuellement nous donnera une chance de développer ce «quelque chose de qualitativement différent».

NOTE Nº 4: «SUR LES STRUCTURES»

Je ne sais pas ce qui va se passer demain pour moi, ma famille et mes proches. Peut-être que nous nous réveillerons, répondrons aux messages avec des demandes de logement et de transport, écrirons que nous allons bien. Puis nous boirons du café et préparerons la nourriture dans les abris pour réfugiés, nous travaillerons, nous ferons du bénévolat, nous lirons les informations, nous pleurerons, nous fumerons beaucoup et nous espérerons. Ou peut-être que nous fuirons les bombardements. Mais maintenant, je vois de nouvelles structures sociales qui n'existaient pas auparavant. Que va-t-il leur arriver? Ces structures peuvent être détruites. Elles peuvent se déplacer vers d'autres pays et continuer à s'y développer. Lorsque la société ukrainienne gagnera cette guerre et vivra son rêve d'une vie paisible, ces structures pourront servir les besoins de l'appareil répressif de l'État et reproduire diverses formes d'oppression. Mais au moment de cet effondrement, on peut espérer qu'elles resteront, se renforceront et se concentreront sur l'essentiel – la vie des gens.

SOURCE: *LEFTEAST,* 18 MARS 2022

BÉLARUS

SABOTAGES FERROVIAIRES: LES CHEMINOT·ES DU BÉLARUS ENTRENT EN ACTION

PATRICK LE TRÉHONDAT[1]

Au lendemain de l'agression russe contre l'Ukraine, le comité exécutif du Congrès des syndicats démocratiques du Bélarus déclarait:

Nous tenons à vous assurer, chers Ukrainiens, que la grande majorité des Biélorusses, y compris les travailleurs, condamnent les actions irréfléchies du régime biélorusse actuel qui tolère l'agression russe contre l'Ukraine. Nous exigeons l'arrêt immédiat des hostilités et le retrait des troupes russes d'Ukraine, ainsi que du Bélarus.

1. Membre des Brigades éditoriales de solidarité.

Il ne faut jamais prendre à la légère une déclaration syndicale. Surtout en temps de guerre. La logistique militaire russe et la direction des chemins de fer biélorusses allaient l'apprendre à leurs dépens. Selon le centre des droits de l'homme Viasna, huit cheminots biélorusses sont arrêtés dès le début de la guerre pour sabotage contre un transport ferroviaire militaire russe.

Quelques jours plus tard, le 2 mars, Aliaksei Shyshkavets, 43 ans, habitant d'Asipovichy (important carrefour ferroviaire), est arrêté. Selon le ministère de l'intérieur, il s'apprêtait à exécuter des actes de sabotage pour empêcher la circulation de certains trains. Deux autres personnes sont également arrêtées à Staubtsy dans la nuit du 1er au 2 mars. Un autre «saboteur» aurait été arrêté à Zhodzina toujours le 2 mars. En ce début mars, des cheminots rapportent que les transports ferroviaires de matériel militaire russe et des munitions ont alors cessé de traverser le Bélarus en raison des nombreux sabotages. Devant l'ampleur du phénomène, l'agence russe ASS annonce que le procureur général du Bélarus a ouvert une enquête pénale sur ce qu'il appelle des «actes de terrorisme perpétrés par un groupe organisé contre l'infrastructure du chemin de fer» biélorusse. Il reconnaît que des installations de signalisation et autres matériels de transport ont été rendus «inutilisables». Les cheminots arrêtés risquent jusqu'à quinze ans de prison. En dépit des menaces, les sabotages continuent.

Le 6 mars, Siarhei Kanavalau, un employé des chemins de fer biélorusses, est arrêté à Vitsebsk. Selon le ministère de l'intérieur, il avait prévu de désactiver les systèmes de sécurité ferroviaire. À Svetlahorsk, une unité de signalisation ferroviaire est incendiée. La police accuse trois habitants de Svetlahorsk de cette dégradation. Depuis, ce sont des dizaines d'actes de sabotage ferroviaires qui ont été commis. En témoignent, les vidéos postées une chaîne télégramme pro-russe (TG) où 38 cheminot·es

Vidéos des «cheminot·es saboteur·euses biélorusses».

reconnaissent, dans une mise en scène digne des procès de Moscou, avoir commis des actes de sabotage et être sous influence étrangère.

Le 19 mars, le journal *Novy Chas* évoque douze sabotages ferroviaires qui ont paralysé le réseau ferroviaire, empêchant les wagons transportant du matériel militaire russe de se diriger vers la frontière ukrainienne. Dans la nuit du 16 mars, sur le tronçon Farinovo-Zagattya, le coffret relais d'alarme est incendié.

Le 20 mars, Oleksandr Kamyshin, président du conseil d'administration d'Ukrzaliznytsia (les chemins de fer ukrainiens), annonce qu'il n'y avait plus de liaison ferroviaire entre l'Ukraine et le Bélarus, et remercie les cheminot·es biélorusses pour leur réponse rapide à la guerre. «J'ai récemment appelé les chemins de fer biélorusses à ne pas exécuter les ordres criminels de leur président et à refuser de transporter des militaires russes vers l'Ukraine. Aujourd'hui, j'ai le plaisir d'annoncer qu'il n'y a pas de liaison ferroviaire entre l'Ukraine et le Bélarus. Je n'entrerai pas dans les détails, mais je suis très reconnaissant aux chemins de fer biélorusses pour leur réaction rapide», ajoute-t-il ironique.

Le 25 mars, les liaisons ferroviaires avec le Bélarus sont toujours suspendues. L'information est donnée dans un message Facebook par Vitaly Koval, le gouverneur ukrainien de la région de de Rivne (nord-ouest de l'Ukraine). Dans ce message publié sur les réseaux sociaux, Vitaly Koval qualifie de «nouvelle importante» pour le peuple ukrainien et a exprimé sa gratitude aux travailleur·euses des chemins de fer pour leurs efforts et conclut:

> Mes amis, la connexion ferroviaire avec la République du Bélarus s'est arrêtée. Cela signifie que la Russie ne sera plus en mesure de fournir du matériel militaire et des provisions aux occupants via le chemin de fer biélorusse.

Depuis plus d'un mois, les sabotages se succèdent et le transport militaire russe ferroviaire est largement entravé.

Face à ces «difficultés» inattendues, les chemins de fer biélorusses pourraient être soumis à une «purge» à grande échelle, au cours de laquelle des «employés peu fiables» seraient licenciés, explique une chaîne cryptée de cheminots biélorusses. Des troupes d'unités spéciales sont postées le long de voies ferrées. Certaines de ces patrouilles en armes seraient en civil, munies de talkies-walkies et de traceurs GPS. Elles installeraient leurs tentes à proximité des voies ferrées.

Le 30 mars, une escouade de ces soldats ouvre le feu sur un groupe de cheminots-partisans en action. Les coups de feu ont été entendus près de l'arrêt de Babina dans le district de Babruisk (tronçon Asipovichy-Zhlobin). Les partisans avaient ouvert deux armoires à relais (nécessaires à la signalisation ferroviaire). Ils ont réussi à en incendier une. Jusqu'au moment où un groupe de militaires qui se trouvait dans les bois et devait garder ledit matériel a ouvert le feu. Cependant, les partisans ont pu s'échapper.

Selon le site biélorusse *Zerkalo* (30 mars), au moins 40 employé·es des chemins de fer sont aux mains du KGB biélorusse. En outre, quatre autres cheminots dont un conducteur de train sont détenus à Gomel, dont au moins un a été placé dans le centre de détention provisoire du KGB. Tous auraient été abonnés à la chaîne cryptée «Communauté des cheminots de Biélorussie», qui est dénoncée comme une formation extrémiste.

UKRAINE

COMITÉ DE RÉSISTANCE ANTI-AUTORITAIRE UKRAINIEN

Pouvez-vous présenter votre unité, dans quelle région de l'Ukraine se trouve-t-elle, quelles sont ses positions politiques, quel est le parcours politique de ses membres avant la guerre ?

Les libertaires et les antifascistes ont rejoint différentes unités des Forces de défense territoriales selon leur lieu de résidence. Il y a des gens dans toute la région de Kyiv, ainsi qu'à Kharkiv, parce que ces villes avaient les communautés de gauche les plus fortes avant la guerre. De nombreux militants de Kyiv se sont unis et ont rejoint une unité pour fonctionner plus efficacement et faire une déclaration politique. L'objectif général du mouvement est de s'opposer à l'impérialisme russe, à son agression et à ses crimes de guerre. Alors que nous nous étions toujours opposés à l'État ukrainien, nous comprenons que l'autocratie russe est bien pire. Au cas où l'armée russe occuperait l'Ukraine, il n'y aurait absolument aucune liberté politique, des militants seraient emprisonnés ou tués, et l'Ukraine deviendrait une colonie de la Russie.

Pourriez-vous expliquer quelle était la situation en Ukraine avant la guerre, quelles étaient les forces politiques et syndicales présentes, quelle était la place de la gauche et des féministes, et des mouvements anti-autoritaires et antifascistes ?

Le mouvement de gauche s'est développé rapidement en 2008-2013, il y a plusieurs organisations politiques, dont des anarchistes, qui organisent des manifestations politiques et commencent à travailler avec les syndicats. Cependant, à la fin de 2013 et au début de 2014, toutes les organisations ont commencé à avoir des différends sur la révolution de Maïdan et plus tard sur l'annexion de la Crimée et la guerre dans le Donbass – comment devrions-nous aborder les problèmes de la guerre. En conséquence, l'activité de toutes les organisations s'est arrêtée, certaines d'entre elles se sont dissoutes. Cependant, certains des anarchistes ont continué à travailler dans différentes petites initiatives. Ces dernières années, le mouvement anarchiste a commencé à se redresser lentement et est devenu plus actif, se concentrant toutefois sur de plus petites initiatives.

Le travail avec les syndicats a été difficile, car ils sont associés à la corruption pour de nombreux Ukrainiens, et les principaux syndicats ont tendance à faire beaucoup de compromis avec le gouvernement. Les socialistes de l'organisation Socialny Rukh (Mouvement social) ont été plus efficaces dans leur travail avec les syndicats et ont réussi à gagner beaucoup d'influence dans la ville de Kryvy Rih, où les mineurs sont très actifs dans la défense de leurs droits. Les anarchistes ont moins réussi à atteindre les syndicats.

Au contraire, le mouvement féministe était en croissance depuis 2014, même si une partie de cette croissance était due à la partie plus libérale du mouvement féministe. Cependant, la demande d'égalité

des sexes augmentait d'année en année, ainsi que le nombre d'événements, de discussions et de manifestations.

Certains militants français ne savent pratiquement rien de l'Ukraine et résument cela au bataillon Azov, exagérant le phénomène. Qu'en est-il vraiment du bataillon Azov et quelle est sa véritable place dans la société ukrainienne? Quelle est votre analyse des enjeux auxquels la gauche ukrainienne et les anti-autoritaires seront confrontés après la guerre, maintenant que le bataillon Azov prend une part active à la résistance contre l'armée d'État russe?

Le bataillon Azov a été formé en 2014, comme l'un des «bataillons de volontaires» pour lutter contre la menace des séparatistes dans le Donbass. Le noyau du bataillon était composé de membres de l'organisation néonazie Patriotes d'Ukraine. Plus tard, le bataillon a été officiellement intégré dans la structure de la Garde nationale et a atteint la taille d'un régiment complet (900 à 1 000 soldats). Malgré de nombreuses critiques, le régiment n'a jamais été dissous, car il était considéré comme une unité de combat efficace alors que la guerre dans le Donbass faisait rage et parce que le régiment avait la protection d'Arsen Avakov, le ministre de l'intérieur, qui a finalement perdu son poste après un demi-siècle il y a un an, en raison de scandales de corruption et de violence dans la police.

Plus tard, les membres du bataillon Azov ont formé une organisation politique, Corps civil, puis un parti, Corps national. Cependant, ce parti n'a jamais atteint une popularité significative, n'obtenant pas plus de 1 à 2 % des voix aux élections. D'après ce que j'ai entendu, le parti et le régiment s'éloignaient de plus en plus: des gens plus politisés rejoignaient le parti, tandis que ceux qui s'intéressaient davantage aux actions militaires restaient dans le régiment. Il y a également eu des scandales dus aux meurtres mystérieux de certains des officiers d'Azov – le principal suspect était un nazi biélorusse, Sergei Korotkih (alias Botsman alias Maluta), qui a rejoint les rangs de l'Azov puis a quitté le parti du Corps national et a probablement tué quelques-uns des adversaires politiques d'Azov pour gagner plus de pouvoir. Korotkih était également soupçonné d'autres meurtres politiques. Pour cette raison, il semble que le régiment d'Azov se soit éloigné de la politique ainsi que du parti.

Maintenant, le régiment Azov combat l'armée russe dans la ville de Marioupol, avec plusieurs autres unités militaires ukrainiennes, telles que les marines et les forces de police spéciales. Comme la ville est complètement encerclée, il n'est pas sûr qu'ils survivent jusqu'à la fin de la guerre. D'autre part, les anciens membres d'Azov ont formé une autre unité appelée Azov-Kharkiv et ont rejoint le combat dans la région de Kharkiv, il est donc possible que leur tradition perdure sous une forme ou une autre.

Au-delà du cas spécifique du bataillon Azov, existe-t-il des problèmes causés par des militants d'extrême droite en Ukraine, et comment la gauche et la population en général s'organisent-elles pour y faire face?

Comme je l'ai mentionné, le régiment Azov lui-même se concentrait sur la vie militaire et ne participait pas beaucoup à la vie politique, cependant, ses anciens membres l'ont fait, tout comme d'autres groupes d'extrême droite, non associés à l'Azov. En fait, il y avait un grand nombre de petits groupes d'extrême droite impliqués dans la politique de rue, et il est difficile de les surveiller car ils se divisent, s'unissent, se réorganisent et changent constamment de marque. Leur activité impliquait diverses attaques contre des événements et des centres sociaux de gauche, féministes et LGBTQ+, une campagne

contre de supposés «toxicomanes», lorsqu'ils ont attaqué des bars et des discothèques dans le quartier de Podil à Kyiv, où ils ont affirmé que la drogue était vendue, et l'implication dans certaines bagarres autour des affaires de construction à Kyiv.

Les combats autour des entreprises de construction doivent être clarifiés, car il s'agit d'un problème spécifique à l'Ukraine. Kyiv est la ville la plus riche d'Ukraine, donc le terrain dans la ville et dans les villes qui l'entourent est très cher. Dans leur soif d'argent, les entreprises de construction commencent à construire des maisons et des centres commerciaux sans les autorisations requises, souvent dans des zones trop proches d'autres maisons ou sur des terres censées être protégées en tant que réserve naturelle. Ils soudoient la police et embauchent des personnes violentes, dont l'extrême droite, comme «sécurité» pour leurs chantiers de construction, souvent pour lutter contre la population locale, qui est en colère contre la construction illégale. D'autres groupes d'extrême droite utilisent cela comme un avantage et viennent sur les chantiers pour protester contre eux, améliorant ainsi leur image de relations publiques. Après cela, les dirigeants du groupe d'extrême droite ont souvent reçu de l'argent des entreprises de construction pour cesser de soutenir les manifestations. C'est ainsi que certains dirigeants de l'extrême droite ukrainienne sont devenus très riches. Cependant, cela a provoqué de nombreux désaccords dans le mouvement d'extrême droite et ils se battent beaucoup plus souvent qu'ils ne combattent la gauche.

En général, le soutien dont jouit l'extrême droite est très faible. Ils ont acquis une certaine popularité avant 2013 car certaines personnes les ont vus comme une sorte d'opposition efficace à un président pro-russe Victor Ianoukovitch (qui était également beaucoup plus détesté à cause de sa corruption et de son autoritarisme, pas tellement à cause des politiques pro-russes). Plus tard, lors de la révolution de Maïdan et de l'invasion russe en Crimée et dans le Donbass, l'extrême droite a été très active, ce qui leur a permis de rester populaires. Cependant, ils n'avaient jamais été aux commandes de tout le pays et, au fil des années, leur popularité a diminué. Lors des élections de 2019, le bloc uni des partis d'extrême droite n'a obtenu qu'un peu plus de 2 % des voix et n'a réussi à faire entrer qu'un seul de ses membres au Parlement. Les autres partis parlementaires sont centristes ou de centre-droit. Arsen Avakov, le ministre de l'intérieur, avait également démissionné en raison de scandales policiers. Avakov a utilisé l'extrême droite pour obtenir certains avantages politiques : il leur a permis d'attaquer différents événements et manifestations, puis les flics se sont présentés et ont arrêté les assaillants. Après quelques heures, les flics libéreraient l'extrême droite du département de police sans aucune accusation, et Avakov déclarerait à la télévision que c'était sa direction réussie qui avait empêché la violence.

Alors que la situation avec l'extrême droite était difficile, je voudrais souligner à nouveau qu'ils n'ont jamais contrôlé le pays, et les paroles de Poutine sur le régime nazi ukrainien n'étaient qu'une excuse bon marché pour justifier son invasion impérialiste. Au contraire, Poutine lui-même avait dit à plusieurs reprises auparavant que son philosophe préféré était Ivan Ilyin – un penseur d'extrême droite exilé par les bolcheviks, qui plus tard a soutenu les fascistes italiens et les nazis allemands lors de leur montée au pouvoir, qui s'était également prononcé à plusieurs reprises contre les Ukrainiens comme une menace pour la Russie. Sans parler des liens et du soutien financier de Poutine à divers partis d'extrême droite

et politiciens occidentaux – comme Marine Le Pen ou Éric Zemmour en France, Victor Orban en Hongrie, le parti AfD en Allemagne et d'autres.

Quels sont les problèmes et les difficultés auxquels la population civile et les résistants ukrainiens sont quotidiennement confrontés et comment s'organisent l'entraide et la solidarité? Comment la situation évolue-t-elle?

Les militants qui ne combattent pas ont rejoint le mouvement des volontaires – en Ukraine, le terme volontaire est généralement réservé aux personnes qui ne prennent pas les armes, mais qui apportent une aide précieuse à l'armée; telles que l'achat et la livraison de gilets pare-balles, d'équipements tactiques et d'autres fournitures aux unités combattantes, la collecte de dons, l'évacuation des civils des zones de guerre, la fourniture d'un soutien informationnel et d'autres activités. Le mouvement des bénévoles est auto-organisé et il est très répandu en Ukraine. Des personnes de tous les horizons politiques participent à ces groupes auto-organisés, même parmi ceux qui croient généralement au besoin d'un État et de hiérarchies forts. Grâce à ces groupes et aux dons du public, les unités d'infanterie ukrainiennes sont mieux équipées que les unités russes, malgré un budget de défense russe bien plus élevé. Opération Solidarité est le nom du groupe qui se concentre sur l'aide aux militants libertaires impliqués dans les combats, ainsi que sur d'autres actions humanitaires.

Les femmes ont-elles des problèmes particuliers pendant la guerre? Pouvez-vous nous en parler?

Le problème le plus urgent est qu'il y a une augmentation du nombre de rapports selon lesquels des femmes dans les territoires occupés sont victimes de viols par les soldats russes. Et ce n'est pas seulement dans les médias – ma voisine m'a dit qu'il y a une victime de viol dans un hôpital où elle travaille. Un de nos camarades, qui combat séparément des autres dans une autre unité, a également raconté qu'il avait vu des victimes de viol alors qu'il aidait à évacuer des civils de la banlieue de Kyiv. Je suis certain qu'il y aura une augmentation de ces rapports au fur et à mesure que l'occupation se poursuivra.

Nous supposons que comme dans beaucoup de pays du monde, il y a aussi des prisons et des hôpitaux psychiatriques en Ukraine… Que se passe-t-il pour les prisonniers et les malades psychiatriques maintenant qu'il y a la guerre?

Il n'y avait aucune donnée sur les prisonniers dans des conditions de guerre, car seul l'État peut les déplacer et s'ils le font, ils le font en secret. Cependant, il y avait des nouvelles sur l'évacuation des patients des hôpitaux psychiatriques – par exemple, dans la périphérie de Kyiv, où les obus russes sont tombés sur l'un de ces établissements, après quoi tout le monde a été évacué. Malheureusement, la situation des personnes dans les hôpitaux psychiatriques reste assez dangereuse. L'armée russe n'a aucun problème à bombarder des hôpitaux, de sorte que les patients restent en danger. Je ne peux que deviner à quel point les bombardements et les raids aériens sont mauvais pour l'état mental des personnes dans les établissements psychiatriques. Et la taille même de l'évacuation – plus de 10 millions de personnes ont été déplacées, dont environ 4 millions sont parties à l'étranger – le moment de l'évacuation des hôpitaux psychiatriques était probablement assez lent. […]

Comment la gauche et les mouvements syndicaux, féministes et anti-autoritaires et antifascistes se sont-ils organisés et comment ont-ils fait entendre leur voix pendant la guerre?

Tous les mouvements de gauche ukrainiens ont condamné l'agression russe et leurs membres se sont

soulevés pour l'arrêter, que ce soit par les armes ou par le travail humanitaire. Tout le monde en Ukraine comprend et soutient cette position. Et nous vous sommes reconnaissants, ainsi qu'aux autres, qui nous aidez à faire entendre notre position à l'échelle internationale.

Pourriez-vous décrire comment la résistance armée est organisée et quels sont les liens des unités de volontaires avec le gouvernement ukrainien ? À grands traits, comment votre unité est-elle organisée ?

Les Forces de défense territoriales sont considérées comme faisant partie de l'armée ukrainienne et, en général, elles obéissent aux ordres de l'état-major. Mais elles sont formées exclusivement sur une base volontaire, participent à la défense de leurs propres villes ou villages et peuvent être utilisés comme forces auxiliaires par les commandants de l'armée en dehors de leur lieu de résidence en cas de besoin. C'est donc une milice sous contrôle opérationnel de l'armée. Ils ont défendu avec succès certaines villes contre les troupes régulières russes et sont devenus des partisans, dans d'autres cas, ils combattent aux côtés de l'armée. En fait, ils étaient censés devenir des partisans lorsque l'armée russe viendrait à bout de l'armée ukrainienne, mais comme l'invasion russe était bien moins bien organisée qu'on ne l'avait prévu ; seules certaines unités des Forces de défense territoriales sont devenues partisanes, notamment dans le nord du pays. D'autres unités de défense territoriale dans des territoires plus sûrs sont parfois utilisées par l'armée pour attaquer les forces russes ou pour couvrir des emplacements proches. Par exemple, au moment où j'écris ceci, certains de nos camarades des forces de la défense territoriale de Kyiv aident à sécuriser des villes à la périphérie de Kyiv ; l'armée russe les a occupées pendant plusieurs semaines, mais maintenant les soldats russes battent en retraite (laissant derrière eux des centaines de corps de civils locaux exécutés).

Alors que certains pourraient soutenir que les anarchistes ne doivent jamais coopérer avec l'armée d'État ; pour tous les anarchistes ukrainiens, il est clair qu'il s'agit d'une bataille pour notre survie. L'armée russe a déjà commis de nombreux crimes de guerre contre des civils ukrainiens, notamment la destruction aveugle de villes, le bombardement d'hôpitaux, l'exécution d'hommes en âge d'être mobilisés, ainsi que des arrestations massives d'activistes pro-ukrainiens dans diverses villes sous occupation. Si la Russie gagnait, de tels crimes continueraient sur tout le territoire ukrainien. C'est pourquoi tous les anarchistes ukrainiens ont décidé de résister à l'agression russe – comme ces anarchistes qui ont rejoint l'armée française libre pour lutter contre le nazisme allemand.

Existe-t-il d'autres unités de la résistance armée de gauche politiquement engagées comme la vôtre en Ukraine ?

Comme je l'ai déjà mentionné, certains des anarchistes ont rejoint une unité des forces de défense territoriale pour combattre côte à côte. Certains des autres ont rejoint ces unités, qui étaient plus proches de leur lieu de résidence. En particulier, je peux dire que nos camarades près de Kharkiv faisaient partie d'une unité qui a mené avec succès de violents combats contre les chars russes. Malheureusement, un autre de nos camarades à Kharkiv, Igor Volokhov est mort sous les bombardements russes alors qu'il défendait la ville. […]

Qu'avez-vous à dire aux militants de gauche francophones, en France et dans les pays européens voisins (Suisse, Belgique, Luxembourg), quel message voudriez-vous leur faire passer ?

Je vais dire quelques mots amers maintenant. Pendant des années, nous, les anarchistes et antifascistes ukrainiens ont essayé de se faire entendre par nos camarades à l'ouest et de leur dire que la situation en Ukraine était assez complexe. Peu avaient écouté, d'autres préfèrent proférer des insultes et répéter la propagande tankiste basée sur des sources russes. Maintenant, les vrais chars russes tuent des gens en Ukraine.

Pendant ce temps, je le sais, certains gauchistes occidentaux accablent toujours l'Ukraine comme si elle était responsable de leurs problèmes, tels que l'élargissement de l'OTAN et l'augmentation de la production d'armes. Je veux donc dire quelques mots du point de vue de l'Europe de l'Est, car cela apporte quelques nuances.

Personne au sein de l'OTAN ne risquerait jamais d'attaquer la Russie – le pays qui possède le plus grand arsenal nucléaire de la planète. Et la Russie n'a pas peur de l'OTAN à cause de la possibilité d'une telle attaque – mais parce que l'OTAN empêchera la Russie de faire ce qu'elle veut avec sa supposée sphère d'influence en Europe de l'Est. Cependant, les habitants de ces régions ont aussi leurs ressentis et leurs revendications, et les considérer comme des marionnettes géopolitiques, comme le font de nombreux «communistes» , est une simplification raciste. C'est vrai pour d'autres régions. La Macédoine du Nord est entrée dans l'OTAN parce qu'elle avait peur des nationalistes bulgares, qui disent ouvertement que la Macédoine du Nord est un territoire bulgare et que l'armée bulgare devrait intervenir pour «ramener» les Macédoniens à la domination bulgare. C'est la même chose avec les Monténégrins, qui ont peur de la Serbie. Ou sans parler des Kurdes, qui ont reçu l'aide des pays de l'OTAN pour combattre l'État islamique et ses politiques génocidaires. Critiquer l'impérialisme occidental pour tout ce qui se passe dans le monde est une position très éloignée de la pensée critique.

Depuis 2015, la France et l'Allemagne ont vendu des armes à la Russie pour des milliards de dollars, malgré toutes les sanctions annoncées. Ces armes sont maintenant utilisées par la Russie pour mener une guerre agressive contre l'Ukraine. Si je comprends la volonté de la gauche occidentale de lutter contre l'augmentation de la production militaire, cela ne doit pas s'appliquer aux envois d'armes vers l'Ukraine. Au moment où j'écris ceci, l'armée ukrainienne, les forces de défense territoriale avec certains de nos camarades pénètrent dans les villes au nord-ouest de Kyiv, qui sont restées sous occupation russe pendant plus d'un mois et assistent aux scènes de massacre – des centaines de civils ont été assassinés par l'armée russe, certains d'entre eux violés et les maisons pillées. Comme dans le cas des milices kurdes combattant l'État islamique, l'aide militaire occidentale peut en fait fournir une certaine protection contre les massacres

De quelle aide et soutien avez-vous besoin et comment pouvez-vous être aidés et soutenus?

Vous pouvez donner de l'argent ou fournir une autre aide pour l'initiative qui vous conviendra parmi celles qui sont là, que ce soit pour l'opération Solidarité ou des initiatives humanitaires utiles.

COMITÉ DE RÉSISTANCE: HTTPS://LINKTR.EE/THEBLACKHEADQUARTER

https://hackinglordsutch.org/interview-du-comite-de-resistance-anti-autoritaire-ukrainien/?

UKRAINE

L'AVENIR DE LA DÉMILITARISATION PASSE PAR L'ARRÊT IMMÉDIAT DE LA MACHINE DE GUERRE RUSSE

ENTRETIEN AVEC VITALIY DUDIN[1]

Il est très difficile de se faire une idée réelle de ce qui se passe en Ukraine. Pourrions-nous commencer par votre évaluation de l'état actuel des choses six semaines après l'invasion de Poutine? Voyez-vous une perspective probable de fin de la guerre dans les semaines à venir?

L'invasion de la Russie a créé une menace majeure pour l'existence de l'Ukraine en tant qu'État indépendant. Sans aucun doute, nous pouvons dire que la guerre actuelle est la plus dévastatrice que nous ayons connue depuis la Seconde Guerre mondiale. [...]

Environ 5 millions de personnes ont perdu leur emploi, principalement parce que de nombreux lieux de travail ont été bombardés. Près de 10 millions de personnes ont été contraintes de fuir pour se mettre en sécurité et des centaines de milliers ont perdu leur maison.

[...] Les troupes russes ont été arrêtées dans la majorité des directions, et ont subi des pertes importantes en termes de personnel et de véhicules. [...] L'armée russe n'a pas la force d'écraser l'armée ukrainienne [...] L'armée ukrainienne repousse les envahisseurs dans plusieurs directions, principalement dans les régions de Kiev et de Tchernigiv. Des villes comme Ivankiv, Bucha et Hostomel, qui ont été occupées et pillées dans les premières semaines de la guerre, ont été libérées.

Mais nous ne devons pas sous-estimer le danger : l'invasion russe a causé de vastes destructions, les attaques de missiles continuent de causer des destructions à grande échelle et les Russes ont renforcé l'offensive dans le Donbass.

Je pense que la guerre se poursuivra tant que [le président russe Vladimir] Poutine sera au pouvoir. Jusqu'à sa disparition, nous ne pouvons pour l'instant envisager qu'un cessez-le-feu partiel. Le destin de l'Ukraine dépend de la bataille pour Marioupol.

Pourriez-vous nous donner une idée des types de résistance – armée et non armée – dans lesquels les Ukrainiens s'engagent. Quel rôle la gauche, comme le Mouvement social, et les syndicats jouent-ils dans cette résistance?

Tout d'abord, des centaines de milliers d'Ukrainiens ont rejoint les Forces armées ukrainiennes (FA) et la Défense territoriale (DT), qui est intégrée aux FA. Les FA se battent actuellement sur la ligne de front avec toutes les armes dont elles disposent, tandis que la TD protège surtout les villes avec des fusils.

Certains militants du Mouvement social, ainsi que de nombreux membres de syndicats, ont rejoint la DT en tant que volontaires. Il convient de mentionner

1. Dirigeant de l'organisation socialiste démocratique ukrainienne Sotsyalnyi Rukh (Mouvement social), il s'est entretenu depuis Cherkasy, en Ukraine, le 6 avril, avec Federico Fuentes de la Gauche verte.

que des dizaines d'anarchistes et de socialistes ont formé leur propre unité au sein de la DT, appelée Comité de résistance.

De plus, de nombreux membres de la gauche participent comme volontaires pour approvisionner l'armée ou répondre aux besoins humanitaires de la population. L'une des initiatives les plus efficaces à cet égard est l'opération Solidarité. Nous travaillons également pour répondre aux besoins des membres des syndicats qui servent dans l'armée. Nous avons également travaillé avec l'ONG d'infirmières Be Like Nina et l'avons aidée à obtenir des médicaments pour les hôpitaux qui s'occupent des soldats blessés.

Nous avons également observé que beaucoup de gens protestent contre les envahisseurs dans les villes occupées. Nous ne sommes pas impliqués dans ces activités, mais nous les soutenons. Bien sûr, c'est très dangereux car les protestations pacifiques peuvent être réprimées par des soldats russes armés. Une telle résistance prouve que les gens sont contre la «libération» qui cherche à transformer leurs villes en zones grises.

En tant que Mouvement social, nous continuons à agir comme une organisation politique. Nous cherchons à contrer la propagande russe et appelons notre peuple à se battre pour une Ukraine libre et juste.

Une grande attention a été accordée au bataillon Azov et à d'autres forces néonazies. Pourriez-vous nous parler de leur niveau réel d'influence et du rôle qu'ils jouent? Craignez-vous que l'extrême droite – en Ukraine et à l'étranger – sorte renforcée de cette guerre, surtout si elle s'éternise?

Je pense que le rôle de l'extrême-droite a été surestimé. Cela s'est manifesté dans la manière fantasmagorique dont la Russie a tenté de justifier son invasion et ses crimes de guerre.

Avant le 24 février, Azov réunissait environ 1 000 personnes qui se trouvaient à Marioupol; celle-ci n'ont rien fait, car elles étaient intégrées à la Garde nationale ukrainienne. Après l'invasion russe, ils ont été héroïsés en raison de leur rôle dans la défense de Marioupol, aux côtés des unités des forces armées. C'est une étrange façon de démonter un programme nationaliste d'extrême droite, n'est-ce pas?

[...] Bien sûr, ils pourraient se renforcer, mais si cela se produit, ce serait la faute de la Russie. Les nationalistes radicaux existent en Ukraine, dans leur niche spécifique, comme dans de nombreux autres pays. Leurs activités posent un problème à la société ukrainienne, mais pas à la Russie ni à la paix internationale.

L'extrême droite en Ukraine était principalement tolérée en raison des besoins de défense de l'État ukrainien. Le gouvernement a fermé les yeux sur les attaques des nationalistes radicaux tout en les aidant à répondre à leurs besoins de défense. Ces nationalistes radicaux ont joué un rôle en protégeant et en servant l'élite oligarchique et son régime. Mais leur influence politique est très faible et ils ont surtout un rôle très limité.

Pour l'instant, les nationalistes radicaux jouent un rôle moins important que lors des manifestations de Maïdan en 2014, car des milliers de personnes ordinaires prennent les armes. Plus il y aura d'Ukrainiens qui auront les armes nécessaires pour se défendre – et plus la gauche internationale soutiendra l'Ukraine – moins l'extrême droite aura d'influence en Ukraine.

La meilleure façon de neutraliser le problème du nationalisme radical en Ukraine est d'affaiblir les intentions impérialistes de la Russie. Ceux qui refusent d'exprimer leur solidarité avec l'Ukraine en raison de l'existence de nationalistes radicaux

n'ont rien en commun avec les principes et les idées antiguerre.

On a beaucoup parlé du conflit dans l'est de l'Ukraine avant l'invasion. Quel a été l'impact de l'invasion sur ce conflit et, plus généralement, sur les relations entre ukrainiens et russophones en Ukraine?

L'invasion a sérieusement endommagé les relations entre les peuples russe et ukrainien mais, en même temps, elle a entraîné une sorte de consolidation de la société ukrainienne. Après le 24 février, même ceux qui avaient quelques illusions politiques quant au rôle progressiste de la Russie sont devenues des ennemis convaincus de Moscou.

Nous pouvons dire que cette tragédie commune a uni les gens. Les habitants de la partie occidentale de l'Ukraine sont prêts à aider les réfugiés de l'est et leur témoignent leur soutien.

Dans le même temps, certaines personnes ont mis en avant un programme d'exclusion et d'extrémisme, affirmant que les russophones étaient des «agents de Poutine». Nous savons que la culture russe sera associée à la culture des oppresseurs pendant longtemps (jusqu'à ce que le régime de Poutine soit renversé par les citoyens russes). Mais nous sommes prêts à nous opposer à toute forme de discrimination linguistique ou culturelle et nous espérons que la solidarité prévaudra.

Nous avons également constaté que les citoyens ordinaires des républiques autoproclamées du Donbass en ont assez d'être utilisés par Moscou dans la guerre contre les Ukrainiens. Bien sûr, la plupart d'entre eux considèrent le russe comme leur langue maternelle, mais ils ne souhaitent pas non plus abandonner leur vie. Même au milieu de cette horrible histoire, le potentiel de réintégration demeure.

En l'état actuel des choses, certains pensent que la meilleure issue possible est que l'Ukraine négocie et renonce à ses ambitions de rejoindre l'OTAN. Que répondez-vous à ceux qui soutiennent cette thèse? Plus largement, comment le Mouvement social perçoit-il la question de l'OTAN et son rôle dans cette guerre?

Tout d'abord, nous pensons que toute intention d'adhérer à l'OTAN ne peut justifier une invasion russe. C'est une question qui relève du débat national et de la souveraineté nationale. Ensuite, nous considérons l'OTAN comme un club des pays les plus riches et de leurs proches alliés. Pour l'Ukraine, il serait préférable de développer des relations avec tous les pays et d'assurer une réelle indépendance.

Enfin, il est important de se rendre compte de l'impact de la question de l'OTAN sur la vie politique ukrainienne. La perspective d'adhésion était très vague [...]. L'«orientation atlantiste» a toujours été davantage un vœu pieux de la part du gouvernement, tandis que pour le peuple, il s'agissait d'une réaction au traumatisme collectif et à la peur de la guerre en 2014.

L'OTAN aurait pu proposer l'adhésion de l'Ukraine il y a longtemps, mais au lieu de cela, elle a promis une sorte de coopération, ce qui n'a fait que rendre l'Ukraine vulnérable. Nous pensons que l'OTAN a joué le rôle d'un spectateur passif dans cette guerre. Depuis la fin de l'année 2021, elle n'a rien fait pour soutenir l'Ukraine en armement. Il semble que l'OTAN était plus intéressé par l'évaluation de la force de l'armée russe.

Des débats ont lieu sur la question de l'envoi d'armes à l'Ukraine, certains s'y opposant en disant que cela ne ferait que contribuer à la remilitarisation de l'Europe et au renforcement de l'OTAN. D'autres disent que cela conduira à un scénario semblable à celui de l'Afghanistan dans les années 1980, avec des Ukrainiens utilisés pour

atteindre l'objectif des Etats-Unis de miner la Russie. Quelle est la position du Mouvement social sur cette question?

Je ne vois aucune raison pour un tel débat. Parler des risques de remilitarisation en Europe est totalement infondé, car il existe une asymétrie totale entre l'Ukraine et la Russie. L'avenir de la démilitarisation passe par l'arrêt immédiat de la machine de guerre russe.

Les questions de sécurité doivent être au cœur des préoccupations. Toute démilitarisation qui ignore la sécurité du peuple, son droit à se défendre, et qui justifie le blocage de la résistance contre l'agression impérialiste est moralement mauvaise. L'Ukraine a besoin d'armes pour se défendre et défendre le reste de l'Europe. Nous avons besoin d'armes anti-aériennes et anti-missiles pour protéger les civils, car des gens meurent à cause des missiles et des frappes aériennes.

Je tiens à souligner que ces armes ne changeront pas la nature de la guerre: elles ne permettront pas à l'armée ukrainienne d'attaquer des ennemis lointains, mais plutôt de renforcer sa puissance de feu en combat rapproché.

Plus le nombre d'unités militaires russes détruites sera important, plus nous obtiendrons une paix stable. C'est simple, comme pendant la guerre contre le 3e Reich. La Russie justifie également son agression par une idéologie ethno-nationaliste. C'est une menace forte et réelle qui doit être traitée.

Il est également important de savoir que de nombreux travailleurs ukrainiens rejoignent l'armée. Nous devrions les armer, afin qu'ils puissent retourner chez eux en vie et avoir les moyens de poursuivre la guerre de classe contre les oligarques cupides.

Au-delà de la question des armes, quel type de solidarité pensez-vous qu'il faille mettre en place pour assurer une véritable paix en Ukraine?

Nous demandons à chacun de faire pression sur son gouvernement afin de garantir l'annulation de la dette et de fournir une aide financière inconditionnelle pour la reconstruction de l'Ukraine, dans le cadre d'un «nouveau plan Marshall».

Vous pouvez également nous aider en envoyant tout type d'aide (y compris des médikits, des gilets pare-balles, des casques).

Mais la chose la plus spécifique que la gauche peut faire est de changer fondamentalement l'analyse de la guerre par leurs organisations. Ils ne doivent pas tolérer l'impérialisme de Poutine et doivent soutenir pleinement le droit du peuple ukrainien à l'autodétermination.

6 AVRIL 2022
UKRAINE SOLIDARITY CAMPAIGN
https://ukrainesolidaritycampaign.org/

LA CONFÉDÉRATION KVPU DANS LA GUERRE

La Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU) se mobilise pour les personnes déplacées, les réfugiés, les citoyens dans les zones de combat, les travailleurs médicaux et les hôpitaux ainsi que l'armée ukrainienne. Nous sommes reconnaissants pour l'aide humanitaire et les dons.

■ 4 avril 2022. Le président du KVPU, M. Volynets, a apporté de l'aide humanitaire au district de Pokrovskyi dans l'oblast de Donetsk et a rencontré les membres du syndicat à la mine Kapitalna. Ce jour-là, les forces russes ont bombardé Georgiyivka dans le district de Pokrovskyi.

L'aide de @ituc et @DGBVoSuea été livrée aux habitants. Merci!

■ 6 avril 2022. Le syndicat indépendant des mineurs de l'Ukraine de l'ouest du Donbas continue à aider les réfugiés et les défenseurs. Il a acheté: de la nourriture et des médicaments pour les abris; de l'essence et du diesel; des gilets pare-balles et des machines à souder pour les défenseurs.

Le syndicat a besoin d'aide et d'assistance: #StandWithUkraine pic.twitter.com/2m2FedaRBf

■ 1er avril 2022. Les membres du Syndicat libre des cheminots du dépôt de locomotives de Kryvyi Rih travaillent bénévolement à l'aménagement de fortifications dans la ville et fabriquent des chauffages d'appoint De plus, le syndicat aide à produire des protections pour les soldats qui sont membres du syndicat.

#PeaceForUkraine pic.twitter.com/e6Nff2jXFE

■ 30 mars 2022. Les femmes du syndicat libre des cheminots de #Ukraine (VPZU), les travailleurs du transport de la région de Khmelnytsky, ont reversé leurs cotisations pour aider les militaires et les femmes en service et ont acheté des choses nécessaires et ajouté des images motivantes faites par leurs enfants.

StopWarInUkraine pic.twitter.com/oldsz0u0WX

■ 30 mars 2022. Mykhailo Volynets, président du KVPU, et ses collègues ont apporté de l'aide humanitaire à Kharkiv: nourriture et médicaments & tables d'opération & concentrateurs d'oxygène.

Le KVPU est reconnaissant de l'aide apportée. Ensemble nous avons aidé les patients, les médecins & citoyens de Kharkiv détruite.

■ 28 mars 2022. Votre aide permet de sauver des vies & aider le peuple ukrainien! Notre organisation locale, le syndicat indépendant des mineurs, aide les personnes déplacées dans les abris de la région de Lviv. Le syndicat est reconnaissant à tous pour l'aide humanitaire et les dons!

#StopRussianAgression pic.twitter.com/kKBzBca9J8

■ 25 mars 2022. L'organisation régionale du syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine dans l'ouest du Donbass aide les réfugiés et cinq abris à Pavlograd, fournit de la nourriture, des vêtements et des médicaments.

Le syndicat a également collecté 100 000 hryvnias pour l'armée et a aidé les forces de défense territoriale locales avec les biens nécessaires.

■ 21 mars 2022. Oleh Panasenko, président du Syndicat libre des travailleurs médicaux d'Ukraine Notre organisation à l'hôpital central de Novovolynsk envoie de l'aide aux personnes dans les régions qui ont souffert de l'agression russe. Le docteur Olga

Mostova et l'infirmière Halyna Karpiuk ont emballé des médicaments pour les envoyer.

■ 12 mars 2022. Le syndicat libre des entrepreneurs d'Ukraine exprime sa gratitude à tous pour l'aide humanitaire ! Le syndicat aide à l'évacuation des femmes et des enfants, des personnes handicapées, à la livraison de nourriture et de biens aux personnes dans les zones de combat.

■ 10 mars 2022. Le syndicat KVPU de Leoni LLC a collecté 200 000 hryvnias d'aide pour l'armée ukrainienne. Les protections et les articles de première nécessité achetés par la Fondation Come Back Alive sauvent la vie des soldats, y compris des membres des syndicats, et aident à défendre l'Ukraine et à stopper l'agression russe.

■ 10 mars 2022. L'organisation locale du #KVPU dans la région d'Odesa fournit de l'aide humanitaire et l'apporte aux réfugiés et aux citoyens. Le responsable du syndicat a déclaré que les syndicalistes travaillent 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour apporter de l'aide. Nous sommes reconnaissants à tous pour leur aide et leur soutien. @SolidarityCntr @ituc pic.twitter.com/sVvktPZbwB

■ 9 mars 2022. Vidéo du Syndicat libre des cheminots d'Ukraine. Des ouvriers fabriquent des chauffages pour les soldats et les civils à Kryvyi Rig.

Nous faisons tout ce que nous pouvons pour aider les gens et l'armée pendant la guerre.

PUBLIÉ PAR LE KVPU

https://kvpu.org.ua/en/

Traducton : Patrick Le Tréhondat

ARRÊTEZ LA GUERRE ET LE GÉNOCIDE EN UKRAINE !

MYKHAILO VOLYNETS[1]

La Confédération des syndicats libres d'Ukraine vous appelle à prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin au génocide du peuple ukrainien et rétablir la paix en Ukraine.

Bucha, Irpin, Motyzhyn, Vorzel, Borodyanka, Dymer, Dmytrivka… Ces villes proches de la capitale de l'Ukraine n'étaient pas très connues dans le monde auparavant. On y trouvait des gens qui vivaient en paix, travaillaient honnêtement et faisaient des projets pour l'avenir. Aujourd'hui, ces villes de la région de Kiev sont des symboles des atrocités inhumaines commises par les forces armées russes.

Après la libération de ces villes, le monde a eu connaissance des crimes horribles commis par les occupants russes. Des civils ont été abattus dans les rues les mains liées (même des enfants) et [on a découvert] des chambres de torture, des fosses communes, des femmes et des filles violées et tuées, des corps humains brûlés, des maisons détruites et pillées dans les villes et villages de l'oblast de Kiev.

Ces atrocités, tortures, pillages, ainsi que les destructions par les bombardements (y compris les bombes interdites) ont été commises par les forces russes et se poursuivent dans plusieurs villes et villages d'Ukraine.

Rien qu'à Marioupol, assiégée et détruite par les frappes aériennes, au moins 5 000 civils ont été tués, dont 210 enfants.

1. Président de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU).

Le bombardement d'hôpitaux et de maisons, les exécutions, les atrocités et les viols font partie des tactiques militaires inhumaines des Russes.

Les forces russes continuent de détruire délibérément le peuple ukrainien et ne s'arrêtent pas, même au moment des pourparlers de négociation.

Les troupes russes ignorent cyniquement toutes les règles de la guerre et du droit humanitaire international, ainsi que les principes d'humanité.

Les crimes des forces russes sont documentés par des organisations de défense des droits humains et des journalistes ukrainiens et internationaux. Il y a des victimes qui témoignent.

Nous demandons que la Russie soit sévèrement punie pour ces crimes contre l'humanité et ce génocide, conformément à la convention des Nations unies pour la prévention et la répression du crime de génocide, à la charte du Tribunal pénal international et du statut de Rome de la Cour pénale internationale].

Selon des documents publiés, la Russie se préparait à une guerre éclair et à une extermination massive contre le peuple ukrainien. Mais le peuple ukrainien résiste et lutte pour son droit à la vie, sa liberté et son indépendance.

L'Ukraine a besoin d'aide, principalement militaire, financière et humanitaire. Nous vous demandons d'appeler vos gouvernements à fournir cette assistance à l'Ukraine et à imposer des sanctions plus sévères contre la Fédération de Russie.

La Russie doit être arrêtée immédiatement !

Le régime criminel fasciste de Poutine veut détruire le peuple ukrainien et menace également la paix et la stabilité en Europe et dans le monde.

Soutenez l'Ukraine !

Aidez le peuple ukrainien à gagner dans sa lutte pour l'indépendance et la paix

4 AVRIL 2022
SOURCE : RÉSEAU SYNDICAL INTERNATIONAL DE SOLIDARITÉ ET DE LUTTES

www.laboursolidarity.org/Une-declaration-de-la?lang=fr

C.S.F

U.S.E.D

Face à Poutine, une solidarité sans limite entre

Syriens et Ukrainiens

Convoi de la Liberté et de la Justice

La coordination des Syriens de France, **La maison Syrienne autour du monde** et **les militants ukrainiens en France** annoncent le départ du **convoi de la Liberté et de la Justice Syro-Ukrainien**, **le 13 avril à 20h devant l'Hôtel de Paris**.

Le programme :

1- Grand rassemblement devant l'Hôtel de ville le 13 avril de 18h à 20h (Syriens, Ukrainiens et leurs amis français.es)
2- Départ du convoi (militants syriens et ukrainiens) de la place de l'Hôtel de ville à 20h
3- Passage par le siège de l'union européenne à Bruxelles pour déposer une lettre le 14 avril à 11h, dans laquelle tous les signataires Syriens Ukrainiens et leurs soutiens demandent justice pour traduire Vladimir Poutine et Bachar AL-Assad devant la CPI afin de les juger en tant criminels de guerre à suite des massacres qu'ils ont commis contre les civils en Ukraine et en Syrie
4- Le vendredi 15 avril, un grand rassemblement sera organisé à Berlin, par des activistes ukrainiens et syriens pour l'accueil du convoi
5- Le samedi 16 avril, départ vers la frontière Ukraino-polonaise dans le but de rencontrer les réfugiés ukrainiens, leur montrer notre solidarité et que nous sommes demandeurs de liberté et de justice contre l'assassin du siècle Poutine et son complice Bachar Al-Assad
6- Le dimanche 17 avril retour vers Paris.

coordination.syriens.france@hotmail.com

Coordinateurs :	**Ali ZARKAN**	**Jean Pierre**	**Moutaz SHAKLAB**
	06 51 90 12 12	**06 86 32 04 98**	**07 51 16 55 15**

Source : CEDETIM/IPAM
https://reseau-ipam.org/cgi-bin/mailman/listinfo/collectif-cedetim

RUSSIE

UN FONDS DE SOUTIEN POUR LE MOUVEMENT ANTIGUERRE RUSSE

Toute manifestation a besoin d'un fonds – les travailleurs en grève et ceux qui tiennent des barricades doivent manger, sinon ils ne pourront pas tenir assez longtemps. Ces personnes ont besoin d'être rassurées : si elles sont licenciées, elles recevront le soutien nécessaire et pourront nourrir leurs enfants.

Ni la célèbre opposition russe ni les organisations étrangères n'ont créé un tel fonds. Nous le faisons donc nous-mêmes – avec votre aide et le soutien du projet AntiJob, qui défend les droits des travailleurs.

Nous sommes membres du mouvement antiguerre russe. Certains d'entre vous nous connaissent peut-être déjà sous le nom de *Antivoenny bolnichn* [« arrêt de travail contre la guerre »] et Feminist Anti-War Resistance. Nous ne sommes ni des médias, ni des politologues, ni une cellule de parti. Nous sommes juste des gens de différentes villes de Russie qui protestent en permanence contre la guerre en Ukraine et le régime autoritaire en Russie sous diverses formes.

En Russie, beaucoup de gens s'opposent à la guerre, et ils sont de plus en plus nombreux chaque jour. Dès le début de la guerre, nous avons encouragé l'idée de grèves, de congés maladie (pour ne pas servir l'État) et de sabotage léger. Si les travailleurs de l'industrie militaire, des transports, des usines de vêtements ont l'occasion d'arrêter de fournir la guerre, le gouvernement manquera rapidement de ressources pour la poursuivre. Les mouvements citoyens de base provoquent un ralentissement économique, qui peut épuiser la machine de guerre bien plus efficacement que des sanctions extérieures.

Nos appels ont trouvé un grand écho parmi les citoyens de Russie (www.instagram.com/p/Cab0D_OsrtI/). Nous avons également reçu un soutien et une aide de l'étranger (https://jacobinmag.com/2022/02/russian-feminist-antiwar-resistance-ukraine-putin).

Cependant, aucun mouvement de grève significatif ne s'est développé – et nous en connaissons la raison. Même si de nombreux travailleurs étaient prêts à le faire, la crise économique dévastatrice les a laissé vivre au jour le jour, et ils avaient trop peur de perdre le dernier argent qu'ils avaient.

Bien sûr, toute grève importante a besoin d'un fonds de grève. C'est clair pour les militants étrangers. Mais le mouvement syndical en Russie a été réprimé pendant des décennies et se trouve aujourd'hui dans une triste décadence. Il n'existe aujourd'hui que deux types de fonds : ceux destinés à soutenir l'émigration et à payer les amendes à la police. Aucun de ces fonds n'est nécessaire au développement de la protestation, même s'ils aident des personnes individuelles.

Ainsi, nous créons un fonds pour les besoins du mouvement antiguerre – principalement pour soutenir ceux qui sont prêts à faire grève. Pourquoi nous adressons-nous à vous ? Bien sûr, certaines personnes en Russie sont également prêtes à faire des dons. Mais, encore une fois, ils n'ont pas assez d'argent pour cela. Ce qui représente quelques tasses de café Starbucks pour les Européens ou les Américains est

le salaire pour toute une journée pour de nombreux travailleurs russes.

Actuellement, le principal moyen de transférer de l'argent en Russie est d'utiliser des crypto-monnaies. Cela complique tout. Si vous ne pouvez pas nous aider avec des crypto-monnaies (ou une alternative plus traditionnelle-Revolut), veuillez nous envoyer un message directement : nous trouverons un moyen de transférer de l'argent avec l'aide de nos amis étrangers. Bien sûr, ces fonds ne peuvent pas être une priorité de nos jours. Si vous n'avez que quelques dollars à donner, vous devriez les donner au peuple ukrainien et à tous ceux qui ont souffert – et qui continuent de souffrir – de l'agression russe. Mais si vous avez quelques restes et que vous voulez soutenir notre résistance – nous promettons de ne pas gaspiller votre argent.

De plus, si nous voyons que nous ne pouvons pas utiliser les fonds de manière fructueuse, nous ferons don des sommes collectées au peuple ukrainien et nous en rendrons compte, comme nous rendrons compte de chacune de nos démarches. Et rien de tout cela n'ira dans nos poches – ces poches sont pleines de tracts, d'autocollants et de pots de peinture.

Le projet «AntiJob» deviendra notre moyen de communication avec les travailleurs. Le projet développera un mécanisme de vérification afin que votre argent aille aux grévistes et non aux escrocs. Avec «AntiJob», nous allons répartir l'argent entre ceux qui en ont besoin : pour l'impression de tracts, pour la nourriture pendant la grève et pour soutenir ceux qui sont licenciés pour avoir manifesté ouvertement.

25 MARS 2022

GRANDE-BRETAGNE

SOUTIEN SYNDICAL À L'UKRAINE

Nous condamnons l'invasion russe en Ukraine et appelons à un cessez-le-feu immédiat et au retrait des troupes russes de toute l'Ukraine.

La violence du gouvernement russe a causé la mort de milliers d'Ukrainiens et contraint des millions de personnes à fuir leur foyer. Nous sommes aux côtés du peuple ukrainien en cette période de souffrance.

En tant que mouvement syndical, nous appelons à une paix juste. Nous demandons instamment à tous les gouvernements de parvenir à une solution négociée.

Nous adressons notre solidarité aux syndicalistes d'Ukraine qui se sont engagés dans l'aide humanitaire et la résistance à l'invasion.

Nous soutiendrons de toutes les manières possibles les personnes courageuses qui manifestent en Russie pour que la guerre prenne fin.

Nous demandons au gouvernement britannique d'accueillir les réfugiés qui cherchent à venir au Royaume-Uni sans imposer de restrictions.

Pour protester contre l'invasion russe et montrer notre solidarité avec le peuple ukrainien – conjointement avec les syndicats ukrainiens […] nous invitons tous les syndicalistes, tous les travailleurs et les Ukrainiens qui vivent et travaillent au Royaume-Uni à se joindre à nous.

LES DOCKERS D'UNE RAFFINERIE BRITANNIQUE REFUSENT DE DÉCHARGER DU PÉTROLE RUSSE

Les dockers de la raffinerie d'Ellesmere Port, dans le Cheshire, ont refusé de décharger du pétrole russe, faisant écho aux mesures prises par leurs homologues d'un terminal gazier dans le Kent et aux Pays-Bas. Unite a déclaré avoir informé le propriétaire de la raffinerie de Stanlow, le groupe indien Essar, que ses membres «ne déchargeraient en aucun cas du pétrole russe, quelle que soit la nationalité du navire qui le livre». Sharon Graham, secrétaire générale d'Unite, a déclaré :

> Essar peut croire qu'il est justifiable de transporter du pétrole russe sous un pavillon de complaisance, mais Unite ne le croit pas. Unite demande instamment au secrétaire aux transports, Grant Shapps, de combler immédiatement cette faille.

Le refus de déchargement à Stanlow est intervenu alors que les dockers de Rotterdam ont déclaré qu'ils refuseraient également de décharger du pétrole et du gaz souillés de «sang».

Les dockers néerlandais ont déclaré vendredi 4 mars qu'ils ne déchargeraient pas les cargaisons et qu'ils se préparaient à une réaction juridique de la part des compagnies pétrolières et des commanditaires. «Il y a du sang sur ce pétrole, du sang sur ce charbon et du sang sur ce gaz», a déclaré Niek Stam, porte-parole de FNV Havens, le plus grand syndicat de dockers néerlandais.

Vendredi 4 mars, un autre navire, le *Pluto,* était toujours amarré au port de Foyle, où une source a déclaré que le personnel portuaire était «écœuré» après avoir été informé par le ministère des transports qu'il n'y avait aucune base légale pour refuser son entrée.

Les syndicats de dockers du Canada, des États-Unis et d'Australie ont eux-mêmes pris des mesures ou demandent à leurs gouvernements de refuser l'entrée aux navires marchands russes. «Les travailleurs du monde entier s'opposent à l'invasion de la Russie, y compris des milliers de dockers qui manifestent leur solidarité avec le peuple ukrainien et méprisent l'agression de Poutine», a déclaré jeudi Paddy Crumlin, président de la Fédération internationale des ouvriers du transport.

Aux États-Unis, 20 000 travailleurs portuaires ont déclaré qu'ils ne chargeront ni ne déchargeront plus de navires russes ou de marchandises russes entrant ou sortant des 29 ports le long de la côte ouest. «Avec cette action de solidarité avec le peuple ukrainien, nous envoyons un message fort que nous condamnons sans équivoque l'invasion russe», a déclaré Willie Adams, président du syndicat International Longshore and Warehouse Workers Union.

SOURCE : UNITE (GRANDE-BRETAGNE) ET RÉSEAU SYNDICAL INTERNATIONAL DE SOLIDARITÉ ET DE LUTTES

Traduction : Patrick Le Tréhondat

Labour Movement Solidarity with Ukraine
RUSSIAN TROOPS OUT NOW!
VICTORY TO THE UKRAINIAN PEOPLE
Ukraine Solidarity Campaign
ANOTHER EUROPE IS POSSIBLE

FRANCE

ACCUEIL DES RÉFUGIÉS : LES ACTIVITÉS SOCIALES DE L'ÉNERGIE-CGT

Alors que la guerre en Ukraine continue à faire rage, imposant le déplacement de plus de 3,5 millions de personnes, la question de l'accueil des réfugiés se pose de façon cruciale. Le 23 mars, le Premier ministre annonçait que 26 000 Ukrainiens étaient entrés sur le territoire français, et que l'État avait accordé 10 500 titres de séjour au motif de la protection temporaire.

Mais dès le 11 mars, le président de la CCAS avait adressé un courrier au Premier ministre, dans lequel il réaffirmait que les activités sociales de l'Énergie s'engageaient dans les actions de solidarité et la mise à disposition d'hébergements en soutien au peuple ukrainien.

Il soulignait, dans ce même courrier, la nécessité d'une coordination nationale.

Les activités sociales des électriciens et gaziers ont en effet souhaité s'engager dans cette lutte solidaire : en lien avec la CCAS, la CMCAS[1]-Languedoc a répondu favorablement aux sollicitations des préfectures du Gard et de l'Hérault en mettant en place, le 17 mars, l'accueil d'environ 100 personnes au village vacances d'Aimargues et de 65 personnes au village vacances du cap d'Agde.

Objectif : accueillir 200 personnes.

Pour autant, cette réactivité n'a pas empêché le préfet de l'Hérault de parler de réquisition des centres de vacances.

Le président du CMCAS-Languedoc, dont la tradition d'accueil ne s'est jamais démentie, accueillant les réfugiés lors du démantèlement de la jungle de Calais, ouvrant ses centres pendant le Covid au personnel soignant et aux SDF touchés par le virus, s'élève contre l'injonction qui lui a été faite par le préfet de l'Hérault.

« Nous n'avons pas besoin d'injonction ni de réquisition pour exercer notre solidarité. Sur des actions spécifiques, dans les situations d'urgence, nous sommes à disposition et en partenariat avec l'État martèle Patrick Coulet, président de la CMCAS Languedoc. Nous agissons aussi de notre propre initiative, dans le respect de nos valeurs : justice, dignité et solidarité, et nous sommes force de proposition. »

Le président rappelle la longue tradition d'accueil et de solidarité de la CMCAS :

> Il y a deux ans, nous avons proposé d'héberger Syriens et Maliens, mais nous avons reçu une fin de non-recevoir. Après le démantèlement de la « jungle » de Calais, nous avons souhaité continuer l'hébergement, mais encore une fin de non-recevoir, sous prétexte que cela risquait de créer un appel d'air, qui allait encourager ce genre de situation. Nous sommes solidaires de tous les peuples oppri-

1. CMCAS : Caisse mutuelle et complémentaire d'action sociale. La Caisse centrale d'activités sociales (CCAS) est l'organisme qui gère les activités sociales dont les séjours de vacances, les assurances et la restauration d'entreprise des agents des industries électriques et gazières en France (IEG), principalement EDF et Engie et leurs filiales (Enedis, RTE, GRT-Gaz et GRDF).

més, sans distinction : Russes, Cubains, Palestiniens, Syriens, Maliens…

Les électriciens et gaziers sont fiers de rentrer dans ce dispositif de solidarité. Certains ont réagi spontanément par mail, par texto, pour encourager cette initiative. Des activités vont être mises en place dans les centres de vacances donnant lieu à un réel échange entre Ukrainiens et travailleurs de l'énergie

Reste la question de savoir pourquoi seules les structures de tourisme social de la CCAS ont été sollicitées ? Quand l'État sollicitera-t-il l'ensemble des opérateurs du tourisme marchand ?

GUERRE EN UKRAINE : ACTIONS SYNDICALES INTERNATIONALISTES

NARA CLADERA[1]

Nos initiatives ne sont ni celles d'organisations humanitaires, ni celles d'institutions type ONU, ni de commentateurs ou commentatrices de l'actualité internationale car au-delà des constats et analyses, le syndicalisme a pour rôle d'agir. Notre activité syndicale internationaliste doit être… syndicale ; syndicale au sens où nous l'entendons, c'est-à-dire en assumant toute sa dimension politique, mais à partir de la défense et des intérêts de notre classe sociale et dans une perspective émancipatrice.

Tous les mots extérieurs ont un aspect dérisoire dans une situation de guerre. C'est pourquoi, une de nos priorités a été tout d'abord de donner la parole aux syndicalistes d'Ukraine, de Russie, du Bélarus, de Pologne. Plusieurs déclarations, appels et interviews ont été publiés. Plusieurs organisations syndicales ont communiqué à partir des réalités de leur secteur professionnel, fait connaître les expressions et actions des syndicalistes dans les pays concernés, poursuivi le travail de contacts, échanges, etc. Pour limiter le caractère dérisoire de notre activité face à cette situation, l'expérience des militantes et militants de Solidaires, au sein de l'association Convoi syndical, active par exemple lors des guerres en Bosnie et en Tchétchénie, nous a été précieuse dans l'élaboration de convois syndicaux aujourd'hui.

Les peuples d'Ukraine sont directement touchés par la guerre et ses effroyables conséquences. Disposer des moyens pour résister est, pour eux, une nécessité vitale. Soutenir les millions de personnes condamnées à l'exil en est une autre. Ce sont deux impératifs vitaux pour les populations locales, deux axes prioritaires pour notre engagement syndical internationaliste. Avec la résistance ukrainienne, l'autre clef de la situation est ce qui se passe en Russie, avec les mouvements de contestation et/ou refus de la guerre, avec les «interrogations» qui se font jour parmi les soldats. Soutenir la résistance en Ukraine et les désobéissances en Russie et au Bélarus sont des impératifs aujourd'hui, car on ne construira pas la paix dans le monde si la résistance ukrainienne est écrasée et que le régime de Poutine sort renforcé par la guerre.

Dans la tradition et la pratique syndicalistes internationalistes que nous essayons de mettre en œuvre, le positionnement de l'Union syndicale Solidaires, dès le premier jour de la guerre, était clair : retrait

1. Professeure des écoles, syndiquée à SUD-Éducation-Solidaires.

immédiat des troupes russes – droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à s'autodéterminer – nécessité d'un cessez-le-feu immédiat et de la construction d'une paix négociée – soutien aux personnes qui luttent contre la guerre, notamment dans les pays en guerre – accueil digne et massif de tous les réfugié·es, d'où qu'elles/ils viennent et lutte contre toutes les inégalités et discriminations – participation, sur nos bases, aux mobilisations et manifestations pour la paix – participation, si possible unitaire, aux initiatives de solidarité avec la population ukrainienne, comme les convois syndicaux pour apporter du matériel de secours – dénonciation du nationalisme et du capitalisme cause de guerre – internationalisme comme alternative au nationalisme – nécessaire lutte pour disparition des paradis fiscaux – contre le paiement de la dette – urgence d'une transition écologique vers la fin de l'utilisation massive des énergies fossiles.

Au-delà du premier jour, il n'était plus question d'avancer comme mot d'ordre la «paix négociée»: un tel positionnement renvoyant dos à dos agresseurs et agressé·es.

D'emblée, nous avons constaté une similitude dans les expressions CGT, FSU et Solidaires. Le travail international mené par chacune de nos organisations depuis des années et articulé avec les échanges intersyndicaux, tant nationaux qu'internationaux – via, en ce qui concerne l'Union syndicale Solidaires, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes – a permis d'ébaucher des actions concrètes.

À partir de l'expérience de l'association Convoi syndical lors des guerres en Bosnie ou en Tchétchénie, nous avons décidé l'organisation d'un tel convoi en avril, dans la suite des quatrièmes rencontres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, prévues du 21 au 24 avril à Dijon.

Cela permettra à des organisations syndicales présentes en France à cette occasion de participer à l'initiative, de lui donner un caractère internationaliste encore plus affirmé; d'ores et déjà, les camarades de CSP Conlutas (Brésil) sont partant·es; les camarades d'OZZ-IP (Pologne) sont déjà très largement impliqué.es dans l'actuel travail syndical internationaliste (accueil des personnes réfugiées, liens avec des syndicalistes d'Ukraine, etc.).

Cette première échéance du Réseau syndical international n'exclut nullement le travail avec l'intersyndicale française. CFDT, CGT, FO, CFTC, CGC, UNSA, FSU et Solidaires viennent de publier le tract «Un convoi intersyndical pour l'Ukraine».

Ce convoi devrait partir mi-mai; à la suite des démarches lancées par la fédération SUD-Rail, prolongées en intersyndicale avec la CGT et la CFDT, ce convoi sera ferroviaire, amenant des wagons de matériel. Les liens syndicaux de chaque organisation de l'intersyndicale nous ont permis de répertorier les besoins.

UN CONVOI INTERSYNDICAL POUR L'UKRAINE

APPEL UNITAIRE DES ORGANISATIONS SYNDICALES FRANÇAISES

Depuis le 24 février, la guerre en Ukraine a déjà fait plusieurs milliers de victimes civiles, dont plus d'une centaine d'enfants, et des milliers de blessé·e·s. Les civils sont des cibles de guerre.

Ensemble, nous condamnons l'invasion de l'Ukraine par les armées russes, en violation de la souveraineté ukrainienne et de la charte des Nations unies. La responsabilité de la guerre en cours incombe à Vladimir Poutine et à son régime. Sa décision fait basculer les relations internationales dans une période instable et dangereuse. Le rétablissement d'une paix durable en Europe passe par un retrait immédiat des troupes russes du sol ukrainien et le retour à la diplomatie afin de dégager une solution respectueuse des droits des peuples.

Dans ce contexte alarmant, nos organisations affirment leur solidarité :

- avec la population d'Ukraine, qui résiste à l'agression, avec les travailleurs et travailleuses et les organisations syndicales ukrainiennes ;
- avec les réfugié·es, qui par centaines de milliers fuient le conflit. Les frontières européennes doivent être ouvertes et l'assistance garantie pour l'ensemble des réfugié·es, quelle que soit leur nationalité ou leur couleur de peau ;
- avec celles et ceux qui en Russie et au Bélarus s'opposent à la guerre, bravant la répression politique.

Nos organisations rappellent leur opposition à toute escalade militaire dont les conséquences, imprévisibles, peuvent conduire à un engrenage et à une confrontation des impérialismes au détriment des peuples.

Les organisations syndicales françaises signataires souhaitent coordonner une solidarité avec la population d'Ukraine de façon unitaire. Nous encourageons nos équipes syndicales, partout où c'est possible, à développer les initiatives de solidarité dans une démarche intersyndicale. Un convoi intersyndical pour l'Ukraine, affrété par train, est en cours de constitution afin de matérialiser notre solidarité en fournissant une aide matérielle, des produits de première nécessité et de soins aux populations ukrainiennes victimes de la guerre.

Non à la guerre : retrait immédiat des troupes russes !

Solidarité avec la population d'Ukraine !

Paix en Ukraine – Libertés en Russie et au Bélarus !

CFDT - CFE-CGC - CFTC - CGT - FO - FSU - SOLIDAIRES - UNSA

ANTIMILITARISTES, PACIFISTES, OBJECTEURS, INSOUMIS, RÉFRACTAIRES, SYNDICALISTES AUX ARMÉES
NOUS SOUTENONS LES RÉFRACTAIRES À L'ARMÉE RUSSE

Le 24 février, l'armée russe a envahi le territoire ukrainien. Depuis, la population ukrainienne subit les bombes, tirs d'artillerie, chars, qui tuent, mutilent, détruisent. Ils et elles résistent aux attaques décidées par le régime dictatorial de Poutine. Comme dans toute guerre, ce sont les peuples qui sont les premières victimes. Des témoignages montrent des refus d'obéissance au sein de l'armée russe. Des soldats désertent. Nous devons leur apporter notre solidarité ! C'est aussi un moyen de soutenir ceux qui, en Russie, s'opposent à Poutine et à son régime. Nous sommes pour le droit à l'objection de conscience dans tous les pays et toutes les circonstances.

Anciens déserteurs, réfractaires à la guerre d'Algérie et d'autres guerres plus récentes, objecteurs de conscience, insoumis au service militaire, antimilitaristes, nous sommes solidaires des réfractaires, insoumis, objecteurs et déserteurs de l'armée russe qui refusent de participer à la guerre menée en Ukraine. Ils doivent être accueillis dans le pays de leur choix, en tant que réfugiés politiques !

Pour soutenir cet appel : refractairessolidaires@gmail.com

La liste des signataires est consultable sur *Mediapart* : https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/040422/antimilitaristes-pacifistes-objecteurs-nous-soutenons-les-refractaires-l-armee-russe

Антимилитаристы, пацифисты, отказники, уклонисты, бунтовщики
мы поддерживаем российских солдат, отказывающихся воевать

24 февраля российская армия вторглась на территорию Украины. С тех пор украинцы и украинки подвергаются бомбардировкам, их обстреливают при помощи артиллерии и танков, убивают, калечат и уничтожают. Они противостоят атакам, инициированным диктаторским режимом Путина. Как и в любой войне, первыми жертвами становятся мирные жители.
Появляется информация о солдатах российской армии, которые отказываются подчиняться приказам. Солдаты дезертируют. Мы должны показать, что мы солидарны с ними! Это еще один способ поддержать тех россиян, кто выступает против Путина и его режима. Мы выступаем за право на отказ от военной службы по убеждениям в любой стране и при любых обстоятельствах.
Дезертиры прошлого, те кто сопротивлялись войне в Алжире и другим позднейшим войнам, отказники по убеждениям, уклонисты, антимилитаристы, все мы солидарны с уклонистами, отказниками и дезертирами российской армии, отказывающимися принимать участие в войне в Украине. Их нужно принимать в стране их выбора как политических беженцев!

LES RUSSES MEURENT EN SILENCE : LA MÈRE DU SOLDAT RECEVRA SA DÉPOUILLE APRÈS LA GUERRE

WIKTORIA BIELIASZYN[1]

> «Où est mon fils ?! On les a tous bernés. Ils devaient aller en formation au Bélarus. Pourquoi nos garçons ont-ils été envoyés là-bas ? Ils n'ont aucune préparation. Ils n'ont que 20 ans ! Et votre fils à vous, il est où ? Il fait des études ?» , crie une des mères. Les autres la suivent : «Vous avez utilisé nos enfants comme de la chair à canon !» Énervé, le gouverneur quitte la salle.

Poutine pouvait-il ne pas savoir qu'on envoyait en Ukraine des soldats conscrits sans formation ?

Il manquait à Ivan[2] une journée pour son 22e anniversaire. Il est tombé le premier jour de la guerre. Sa mère, Irina, a reçu l'avis de décès par internet – émanant du commandant, qui disait que son fils était tombé pendant les combats. Il n'a pas répondu à ses appels, ne lui a rien expliqué, mais Irina ne pouvait pas y croire. Car son fils n'a jamais combattu, et n'a tenu un fusil que deux fois dans sa vie : pour une photo souvenir de l'armée, qu'il pensait montrer plus tard à ses petits-enfants.

Le ministère de la défense, le parquet militaire et même le commandant de l'unité où Ivan faisait son service militaire obligatoire depuis octobre 2021, n'avaient rien à dire à Irina. «Au bureau du recrutement militaire, on nous a dit qu'ils nous ont envoyé trop vite la nouvelle de sa mort, et que nous avions de la chance, parce que d'autres ne savent toujours pas ce qui se passe avec leurs enfants», disait la mère d'Ivan à *Novaïa Gazeta* début mars, encore sous son vrai nom.

Pourquoi créer de la confusion ?

Depuis que les autorités russes, craignant «la diffusion de *fake news*», ont obligé la rédaction de *Novaïa Gazeta* à retirer les textes sur les pertes de l'armée russe, Irina a peur qu'en parlant aux médias cela va déplaire aux autorités. Mais elle ne pense pas à ces quinze ou vingt années de prison prévues pour le fait de critiquer ou de dire la vérité sur l'«opération militaire spéciale» non reconnue par les autorités, ou encore pour trahison nationale, dont on pourrait accuser toute personne contestant l'efficacité ou le bien-fondé des opérations de l'armée russe. Elle a peur de ne jamais revoir son fils. Car le corps de Vania n'a pas été rendu, et on ne sait pas où est-il. Le bureau du recrutement militaire a tout de suite informé Irina que «la dépouille ne sera pas rendue tant que l'opération militaire ne sera pas terminée, afin de ne pas créer de panique».

Des instructions similaires sont reçues par les fonctionnaires des régions russes, et même par les journalistes. Un reporter ami, qui travaille pour un journal en Sibérie, me dit :

1. Wiktoria Bieliaszyn est journaliste à *Gazeta Wyborcza,* spécialisée dans les thématiques liées à l'Europe de l'Est. Elle publie aussi dans *Polityka, Tygodnik Powszechny, OKO.press, Die Welt, La Repubblica et Meduza.*
2. Certains prénoms ont été modifiés.

> Nous et bien d'autres rédactions, nous avons reçu l'ordre de ne pas publier des informations sur les soldats tués originaires de notre région. On nous dit qu'il ne faut pas créer de confusion, et que les enterrements auront lieu plus tard. De nombreuses rédactions ont dû retirer leurs publications ?

La famille d'Ivan lui dit adieu au-dessus d'une tombe vide. La fosse, profonde de plusieurs mètres, est protégée désormais par une bâche.

CHIENS SAUVAGES

Le président de l'Ukraine, Volodymir Zelensky, alertait déjà, demandant l'aide de la Croix-Rouge pour évacuer les corps des soldats russes. Ses paroles sont confirmées par Valentina Mielnikova, fondatrice du Comité panrusse des mères de soldats :

> Les nôtres n'ont jamais eu l'habitude de ramasser les corps de tués. Et ils ne ramassent pas toujours les blessés. C'est moins cher d'écrire que le soldat a disparu sans laisser de traces. Les autorités économisent sur le transport des dépouilles et sur les familles des défunts. En cas de « disparition », ces dernières n'ont pas droit aux allocations de l'État.

Dans son livre *Les cercueils de zinc,* Svetlana Alexievitch décrivait comment, il y a quarante ans, les mères et épouses russes recevaient des cercueils de zinc, vissés et scellés, lestés de terre pour faire le poids d'une dépouille humaine.

Dans ses reportages réalisés dans le Donbass en 2014, Elena Kostyuchenko a dévoilé que les autorités, pour cacher devant la société et les médias l'ampleur des pertes, ne rendaient pas aux familles les corps de leurs proches pendant des semaines, souvent permettant leur décomposition. Dmytro Tymtchouk, blogueur et militaire ukrainien, affirmait que les Russes jetaient les corps des soldats tués dans des puits désaffectés des mines du Donbass. Aujourd'hui, la rédaction du *The Telegraph* informe que l'armée russe utilise massivement des prétendus crématoriums mobiles – en réalité des installations conçues pour détruire des déchets biologiques dangereux, produites par une société de Saint-Pétersbourg. Les corps des soldats, qu'ils n'arrivent pas à évacuer ni à incinérer, sont dépouillés de leurs documents et plaques d'identité militaire afin d'empêcher leur identification.

De son côté, la sénatrice russe Loudmila Naroussova a déclaré qu'en Ukraine « des chiens errants sauvages reniflent les corps des soldats russes qui n'ont pas été rendus à la terre ».

VANIA LE BRICOLEUR DE GÉNIE

Dans leurs entretiens avec *The Telegraph,* des médias locaux et internationaux, des défenseurs des droits humains et des activistes rapportaient que les soldats russes sont enterrés dans des tombes anonymes pour cacher qu'ils avaient combattu en Ukraine. De son côté, *The Washington Post* a signalé qu'une des sections du Comité des mères de soldats a reproché à Vladimir Poutine la violation du droit international. La rédaction cite la déclaration du Comité :

> Les commandants russes ont obligé les soldats à combattre illégalement en Ukraine. Et maintenant nous, les mères, nous recevons anonymement les cercueils avec nos fils.

« Voilà ce qu'il faut savoir sur l'attitude de l'ennemi envers ses propres soldats. Pendant ce temps, les soldats ukrainiens tués sont accompagnés dans leur dernier chemin comme des héros », commentait le commandement opérationnel « Pivnitch ».

Mais Irina n'est pas encore au courant de ces pratiques. Elle a toujours l'espoir qu'elle pourra dire

adieu à son fils. Plus nous parlons, et plus elle étouffe dans ses larmes.

> Où est mon fils ? Il disait qu'il allait au Bélarus en formation. Comment ont-ils pu envoyer à la guerre un conscrit ? Il ne sait pas combattre. Il ne voulait pas. Ils l'ont trompé !

J'en apprends un peu plus sur ce garçon dans les réseaux sociaux, et de quelques rares textes des rédactions russes indépendantes – effacées du web sous la pression des autorités – qui le décrivaient comme bricoleur capable de tout faire, diplômé d'un lycée professionnel. Vania y était présenté comme travailleur, faisant des heures supplémentaires dans des chantiers et des ateliers dans les villages des alentours. Il n'était pas rare – comme racontait sa grand-mère à *Novaïa Gazeta* – que pour arriver au travail, il lui fallait marcher de 10 à 20 kilomètres. Il économisait pour son mariage, car un an plus tôt il avait déclaré son amour à Katia, du même âge. Ils se connaissaient depuis l'enfance. À l'automne, avant de partir à l'armée, il demandait à la famille de lui envoyer la photo du chiot qu'il avait recueilli quelques semaines auparavant. « Il voulait voir, comment il grandissait », racontait la grand-mère du garçon. Sur la photo, dans son profil sur le site VK, sourit un garçon aux cheveux bruns, avec de grands yeux et des traits de visage encore tendres, un brin enfantins.

Les garçons faisant leur service militaire obligatoire tout de suite après l'école secondaire, ou entre le premier et deuxième degré d'études, se retrouvaient souvent dans l'armée, parce qu'ils n'avaient pas de moyens ou de possibilités d'en réchapper. Sur internet, des guides « Comment éviter l'armée de manière légale ? » jouissent d'une énorme popularité, et des médecins – pour des sommes allant de plusieurs dizaines à plusieurs centaines de milliers de roubles – établissent des certificats d'inaptitude pour les garçons de bonnes familles.

« Il y a quelques années, cela a coûté à mes parents environ 5 000 euros », raconte aujourd'hui Pavel, 29 ans, originaire de Volgograd, qui avait peur de l'armée, conscient de la violence, des persécutions et des tortures auxquelles sont soumises les recrues dans le cadre de ce que l'on appelle la *dédovchtchina*[1]. Mais c'est une issue accessible à une poignée de privilégiés ayant non seulement de l'argent mais aussi des contacts.

CONSCRITS, DONC PROFESSIONNELS

Tous les jours, des familles de conscrits se présentent au Comité des mères de soldats, une organisation s'occupant de la protection des droits des militaires. Le nombre d'appels téléphoniques a augmenté vers la fin février. Leurs fils ont été soit obligés à signer d'urgence un accord contractuel prévoyant un changement du statut de « conscrit » à « professionnel », soit ont été envoyés dans les territoires des unités militaires situées près de la frontière avec l'Ukraine. Le Comité a commencé à rassembler les preuves pour déposer des plaintes auprès du parquet militaire. Les autorités traditionnellement ne soufflaient mot, assurant seulement que « seuls les soldats professionnels participent à l'opération militaire spéciale ».

Des journalistes des rédactions russes indépendantes ont maintes fois parlé avec les mères de conscrits dès le premier jour de guerre. Alona, interviewée par *Meduza,* disait à l'époque à la rédaction :

> Je panique. Où est mon enfant ? J'appelais tous les numéros de téléphone d'où quelqu'un m'avait contactée, mais tous ont été déconnectés. Il m'a

1. NdT : système rituel de mauvais traitements dans l'armée russe, pouvant aller jusqu'à la mort.

> appelé la dernière fois le 22 février, disant qu'il ne pouvait pas parler, que les conversations étaient sur écoute.

Des propos des mères et des pères, publiés entre autres par les sites indépendants *Meduza, Novaïa Gazeta, Mediazona* et *Zerkao.io,* il ressort que les autorités utilisaient le même schéma envers les soldats fraîchement recrutés. D'abord, sous prétexte de participer à des exercices organisés à la mi-février en commun par la Russie et le Bélarus, on les transbahutait des diverses unités, même les plus éloignées de Russie, à la frontière avec l'Ukraine. Ensuite, on leur donnait des ordres, dont certains soldats ont commencé à percevoir la complexité après coup seulement, car ils étaient trop avancés pour des exercices, et qui faisaient penser à l'exécution d'un plan d'invasion. On leur confisquait les téléphones, et on leur donnait des armes.

À ceux qui avaient des doutes, comme l'écrit la rédaction de *Zerkalo.io,* on leur rappelait les peines prévues pour «désertion» et «trahison de la patrie».

MAMAN, C'EST LA GUERRE !

Tous les parents ne croyaient pas leurs garçons, qui les appelaient en cachette et parlaient de leurs craintes que «quelque chose se préparait», car les exercices se prolongeaient, et le commandement les déplaçait de plus en près de la frontière. Léna, la mère de Pavel, 18 ans, disait à la rédaction de *Svoboda* :

> Je regardais les nouvelles et je riais de cet Occident stupide et fourbe, qui annonçait la guerre. Après tout, je savais par mon fils que c'étaient des exercices tout le temps, exigeants peut-être, mais il est si jeune, peu aguerri, maladif. Je croyais qu'il exagérait. Je lui expliquais que l'Occident ment, et qu'il ne se fasse pas de soucis – il n'y aura pas de guerre. Je me demandais juste pourquoi dorment-ils dans des camions. Quand il m'a appelé la nuit du 24 février, il s'écria : «Maman, ils nous ont trahis ! Ils nous ont trompés ! C'est la guerre !»

Pendant les «formations», les commandants incitaient ou obligeaient de nombreux conscrits à signer des contrats pour 20 000 à 30 000 roubles, donc y compris pour moins de 1 000 zlotys[1], promettant qu'ils pourront les résilier facilement.

Olga Larkina, présidente du Comité des mères de soldats, commentait fin février :

> Les mères disent que leurs fils les appellent disant qu'on les oblige à signer des contrats. Nous ne savons pas de quelle façon. Ceux qui ont réussi à contacter leurs familles ont dit qu'on leur avait pris les livrets militaires, on y a apposé des tampons, et les voilà requalifiés en professionnels.

Novaïa Gazeta a dévoilé que si les commandants échouaient, ils signaient eux-mêmes les contrats à la place des soldats qu'ils avaient sous leurs ordres. Ils les maltraitaient physiquement ou psychologiquement, en les envoyant dans les polygones d'entraînement et ordonnant des exercices au-dessus des forces des jeunes garçons, afin de les briser. Ils utilisaient aussi des provocations.

> Maman, ils nous ont rassemblés et ont dit que nous nous sommes déplacés volontairement au Bélarus. Le commandant a dit que nous devions stationner à Briansk, bien que ce soit eux qui nous ont amenés ici en toute hâte. Il a dit que nous sommes des déserteurs, et que soit nous allons attaquer les Ukrainiens, soit on nous transférera dans un bataillon disciplinaire composé de criminels. J'ai signé.

Voilà comment la mère d'un soldat de 23 ans racontait à *Novaïa Gazeta* la conversation avec son fils.

1. NdT : environ 200 euros.

La dernière fois qu'elle a eu un contact avec son fils, ce fut le 24 février à 4h30 du matin. Derrière, on entendait des tirs et le bruit d'avions. «Maman, on nous embarque dans des camions, et on y va. Je t'aime. Si tu reçois un avis de décès, n'y croit pas tout de suite», lui avait-il dit.

Aux jeunes soldats, qui souvent ne savent pas en quoi consistait «la reconquête de la Crimée», car ils étaient enfants à l'époque, les commandants expliquaient que leur but était «la libération du peuple ukrainien des mains des nazis» et «la protection de la population ukrainienne russophone victime d'un génocide». «Nous sommes pour la paix. Nous instaurerons la paix en Ukraine. Il faut la sauver», disaient en janvier des soldats russes de 19 ans rencontrés en Crimée par des journalistes de *Novaïa Gazeta*. La transcription des entretiens montre qu'aucun de ces soldats ne se rendait compte des véritables desseins des autorités.

Ce que confirme la partie ukrainienne qui appelait maintes fois les autorités russes à épargner «leurs enfants». Également Serhiy Kyslytsya, ambassadeur ukrainien auprès de l'ONU, informait sur le degré de conscience qu'avaient les soldats russes des opérations menées par leurs armées. Au cours de la session extraordinaire de l'ONU, il a lu les textos qu'un soldat russe tué envoyait à sa mère avant sa mort:

> Maman, je suis en Ukraine. Ici, c'est la vraie guerre. J'ai peur. Nous tirons contre tout le monde, même contre des civils. On nous disait que nous serions bien accueillis, mais ils se jettent sous nos véhicules. Ils nous appellent fascistes. Maman, je me sens horriblement mal.

POUTINE ÉTONNÉ

Pendant des jours, les autorités russes contestaient ces informations. Elles ont parlé des soldats tués à deux reprises: le 2 mars, le ministère de la défense a déclaré que 498 soldats sont morts pendant l'«opération militaire spéciale», et vendredi suivant 1351. À son tour, le porte-parole du Kremlin a souligné que le président de la Russie, en tant que «commandant en chef», connait les chiffres précis, mais «ne peut pas les divulguer».

Les activistes russes ironisent, et attirent l'attention sur le fait qu'on peut avoir quelques doutes quant au degré de conscience de Vladimir Poutine.

Dans sa traditionnelle adresse aux femmes prononcée le 8 mars, Poutine, le président de la Russie, a dit clairement: «Les soldats qui font leur service militaire ne participent pas aux combats... De telles obligations sont accomplies par des soldats professionnels.» Par-là, il a totalement ignoré l'intervention de la sénatrice Loudmila Naroussova qui, quatre jours plus tôt, pendant la session du conseil de la Fédération de Russie – se basant sur les données obtenues du département militaire – a informé des importantes pertes parmi les soldats conscrits qui faisaient leur service militaire obligatoire. «Ils ont été obligés de signer un engagement, ou on l'a signé à leur place. D'une compagnie de cent soldats seuls quatre ont survécu», a-t-elle expliqué.

Le 9 mars, en réaction au communiqué du ministère de la défense – qui reconnaissait que «la présence de conscrits a été découverte en territoire de l'Ukraine» – Vladimir Poutine a exigé que le Parquet supérieur militaire explique pourquoi une armée non professionnelle s'est retrouvée en zone de combats, et que l'on prononce des sanctions à l'encontre des personnes responsables du détachement de conscrits en Ukraine. Bien que plus de deux semaines se soient écoulées depuis, le porte-parole du Kremlin a informé que le président de la Russie n'a pas encore

reçu des explications quant aux raisons de la présence de conscrits sur les lignes du front.

Le plus souvent, c'est par internet que les parents apprennent que leurs fils se sont retrouvés en captivité en Ukraine - par exemple, sur le site *200rf.com* fondé par les autorités ukrainiennes, où elles publient des photos et des films tournés avec les prisonniers. Le frère de Danilo Vorobyov, un de ces soldats, racontait lors de l'entretien avec radio Svoboda que la famille, après avoir alerté les autorités, a essuyé des moqueries.

> On nous a ri au nez. On nous a dit que c'était faux. Pourtant, nous le voyons bien dans la vidéo. D'ailleurs, les Ukrainiens lui ont permis de téléphoner chez sa mère et de parler un moment. Il ne savait même pas où on l'envoyait, ni dans quel but. Ça devait être une formation avec les armées biélorusses.

Des enregistrements publiés par les autorités ukrainiennes, nous apprenons que les garçons ne comprennent pas «pourquoi on les a envoyés ici». Ils sont nombreux à répéter qu'ils ont été envoyés pour des exercices, et quelques heures à peine avant le début de la guerre on leur a dit qu'ils partaient au front. «Maman, papa, je ne voulais pas partir en Ukraine. On nous a dit que nous partions en exercices avec la 25e brigade. Puis, la nuit du 25 février, ils ont dit qu'on allait en Ukraine et qu'on traversait la frontière», dit un des prisonniers.

Les paroles des prisonniers sont confirmées par Albert Sachibgarieyev, soldat contractuel de 25 ans, premier déserteur connu de son nom et prénom, qui a refusé de participer aux combats contre l'Ukraine et est rentré du front à la maison. Dans un entretien pour le site *Meduza,* il raconte :

> On ne nous a rien expliqué. Ils nous ont ordonné de charger les munitions dans les camions. Ils disaient que nous allions changer de position. Personne ne comprenait ce qui se passait. Nous avons déduit que c'était la guerre, lorsqu'on a commencé à nous tirer dessus, à répondre à nos tirs. Avant, nous pensions que c'étaient des exercices. Nous ne savions pas que nous tirions contre les Ukrainiens. Dans l'armée il n'y a pas de place pour des questions. Quand tu reçois un ordre, tu l'exécutes.

Le garçon – comme explique *Meduza* en se basant sur les documents montrés à la rédaction – après avoir fui du front pour revenir à sa ville natale d'Oufa, a écrit une lettre exigeant sa libération de l'armée. «La participation forcée à l'opération militaire spéciale est contraire à mes convictions», a-t-il déclaré. De l'avis des avocats, le gars n'évitera pas la prison.

Lorsque j'appelle pour cette affaire le siège central du Comité des mères de soldats, j'entends que depuis mars ils n'accordent plus de commentaires aux médias occidentaux. Au ministère de la défense de la Russie, une personne avec une voix agréable, après avoir écouté ma question, a délicatement raccroché.

Dans le même temps, la section russe de la BBC a publié les résultats de l'enquête. Les journalistes ont réussi à confirmer que «la cargaison 200» – c'est ainsi qu'en jargon militaire on parle des corps des soldats tués – arrivera à au moins 70 parmi les 85 régions russes. Dans certaines de ces régions, des enterrements individuels ont déjà eu lieu au début de la guerre. Comme l'écrivait la rédaction de radio Svoboda, les mères des soldats tués auraient reçu de la part des autorités des lettres de remerciements avec ces paroles : «Nous vous remercions d'avoir élevé votre fils.»

Il est impossible d'estimer le nombre précis de morts, tout comme le nombre de conscrits obligés à participer à cette guerre. Probablement ce ne sera jamais possible, vu comment les autorités russes

protègent les informations sur leurs pertes. Selon les estimations du renseignement américain, basées sur l'analyse des médias, des photos satellites, des photos de soldats et du matériel ayant été exposé aux tirs, au moins 7 000 membres de l'armée russe ont péri.

GÉNÉRATION P

Salle de gymnastique dans une école de l'oblast de Kamerovo. Dans la salle, des parents de soldats conscrits, venus le 5 mars à une rencontre avec le gouverneur Sergueï Tsyviliov.

« Où est mon fils ?! On les a tous bernés. Ils devaient aller en formation au Bélarus. Pourquoi nos garçons ont-ils été envoyés là-bas ? Ils n'ont aucune préparation. Ils n'ont que 20 ans ! Et votre fils à vous, il est où ?! Il fait des études ?», crie une des mères. Les autres la suivent : « Vous avez utilisé nos enfants comme de la chair à canon ! » Énervé, le gouverneur répond : « C'est une opération militaire spéciale. Nous ne faisons aucun commentaire à ce sujet. Tant que dure cette opération, il est interdit de critiquer quiconque. » Et il quitte la salle.

Sergueï Medvediev, politologue russe et journaliste écrivant sur la guerre en Ukraine, commente ainsi : « Toutes mes pensées vont maintenant vers l'Ukraine, mais je ne peux pas m'empêcher de penser à ces garçons russes nés dans les années 2000-2002, qui sont partis en exercices militaires et subitement sont devenus des soldats engagés. De conscrits ils se sont transformés en chair à canon. C'est la génération P, née pendant le règne de Poutine, et qui ne savait même pas qu'il existe un monde sans Poutine. J'ai souvent écrit sur eux, et parlé avec des sociologues qui étudiaient leurs préférences politiques et modèles culturels. Nous nous disions que ce sont des autochtones digitaux, nés un smartphone à la main ; nous parlions de zoomers, des tiktokers. Et maintenant, la génération P brûle à l'intérieur des chars et reste ensevelie dans la terre printanière ukrainienne, sans avoir jamais pu se rendre compte qu'il existait un monde sans Poutine. »

REPORTAGE PUBLIÉ DANS *GAZETA WYBORCZA*
24 MARS 2022
https://wyborcza.pl/magazyn/7,124059,28259480,rosjanie-gina-po-cichu-matka-zolnierza-dostanie-zwloki-po-wojnie.html
Traduction : Stefan Bekier
Source : *Mediapart*, https://blogs.mediapart.fr/stefan-bekier/blog/050422/les-russes-meurent-en-silence-la-mere-du-soldat-recevra-sa-depouille-apres-la-guerre
Avec l'aimable autorisation de l'auteur

ÉTAT ESPAGNOL

D'ANCIENS OBJECTEURS DE CONSCIENCE EXIGENT QUE L'ESPAGNE ACCUEILLE LES DÉSERTEURS DE LA GUERRE EN UKRAINE

Objecteurs et antimilitaristes, qui pour beaucoup sous le franquisme avaient payé leur combat de la prison, lancent aujourd'hui un appel demandant l'arrêt des livraisons d'armes vers la zone de guerre. Ils proposent de lancer un réseau pacifiste international pour accueillir les déserteurs et les pacifistes fuyant la guerre et la répression des gouvernements russe et ukrainien.

Depuis le 25 février, au lendemain de l'entrée des troupes russes sur le territoire ukrainien, le gouvernement de Zelenski interdit aux hommes âgés de 18 à 60 ans de quitter le pays et les soumet à la conscription forcée. Plusieurs soldats russes, par ailleurs, ont dénoncé avoir été envoyés au combat et avoir été abusés quant aux raisons de la guerre. La réponse de l'Union européenne et de l'Espagne est de refuser l'asile politique aux déserteurs des deux camps.

Dans un appel[1], environ 800 personnes qui avaient participé au mouvement d'objection refusant le service militaire et des antimilitaristes ont exigé que l'Union européenne et l'Espagne acceptent les demandes d'asile des déserteurs des armées russe et ukrainienne ainsi que des hommes fuyant la conscription forcée. «Tuer à la guerre n'est pas un devoir civique», souligne le manifeste, qui demande également la fin de l'envoi d'armes et de troupes des États membres de l'OTAN dans la région et le démantèlement des paradis fiscaux où les industries de l'armement blanchissent leurs profits. «Les crimes de guerre commis par l'une ou l'autre des parties en conflit ne justifient pas une nouvelle intervention sanglante : jeter de l'huile sur le feu n'est pas la solution», poursuit l'appel.

PRÊTS À DÉSOBÉIR AUX LOIS ESPAGNOLES ET EUROPÉENNES

Sous le mot d'ordre «Insoumission à toutes les guerres», le mouvement des objecteurs appelle à l'organisation d'un réseau européen de soutien aux pacifistes et aux déserteurs qui désobéiraient en Ukraine et qui souffriraient de persécutions politiques. Les signataires annoncent qu'à cette fin, ils désobéiront aux lois espagnoles et européennes «autant de fois que nécessaire» pour accueillir chez eux les personnes qui refuseraient de participer à la guerre.

> Nous fûmes des dizaines de milliers, soutenus par des millions de personnes, dans une mobilisation populaire historique qui arracha le droit à l'objection de conscience et mit fin à la servitude honteuse du service militaire, ajoute l'appel. Nous nous sommes battus alors, et nous nous battons aujourd'hui, contre toutes les injustices qui provoquent les guerres et pour l'élimination de leurs causes. Alors que les États maquillent la barba-

1. https://insumisionalasguerras.org/fr/.

rie de la guerre avec leur propagande patriotique, nous insistons sur le droit universel de renoncer aux armes et au droit des personnes de décider librement de leur destin. Personne ne devrait être forcé de choisir entre un côté ou l'autre de l'abattoir.

Le mouvement d'insoumission au service militaire obligatoire avait débuté dans les années 1970 conduisant en prison des milliers de personnes, mais il atteignit finalement son objectif. En 1984, le gouvernement de Felipe González approuva la loi sur l'objection de conscience et, en 2001, trente ans après le début du mouvement, le service militaire obligatoire disparut.

«Même dans les moments les plus optimistes, je n'aurais pu imaginer que nous finirions avec le service militaire avec un bilan aussi positif: près d'un million d'objecteurs et entre 20 000 et 30 000 insoumis prêts à aller en prison», a déclaré Pepe Beunza, l'un des signataires du manifeste à *El Salto* dans une interview où il a raconté son expérience d'objecteur de conscience, qui lui valut trois ans de prison[1]. «Nous avons payé [ce combat] avec près de mille ans de prison, mais nous avons réussi à ce que presque plus personne ne veuille faire son service militaire et ils n'ont eu d'autre solution que de professionnaliser le service militaire», a-t-il ajouté.

SOURCE: *EL SALTO,* 25 MARS 2022
Traduction: Mariana Sanchez

Instruction militaire

Selon une dépêche de l'*Irish Republican News* du 24 mars 2022, une traduction ukrainienne, publiée à Lviv, du manuel de guérilla de l'Irish Republican Army, *Irish Republican Army: Strategy and Tactics,* est distribuée depuis 2018 aux soldats ukrainiens.
L'introduction de l'édition ukrainienne indique que le livre a été rédigé dans le but de faire comprendre aux nouvelles recrues «la stratégie et les tactiques de lutte [de l'IRA], les questions d'équipement et d'armement, la sécurité ainsi que la formation morale et psychologique des volontaires».
Le manuel, poursuit l'introduction, est «destiné aux officiers, sergents et soldats des forces armées ukrainiennes», ainsi qu'«aux agents de renseignement, aux chercheurs en histoire de l'insurrection et de la contre-insurrection, aux enseignants des établissements d'enseignement militaires et civils, aux cadets et aux étudiants».

1. www.elsaltodiario.com/antimilitarismo/pagamos-mil-anos-de-carcel-pero-conseguimos-que-nadie-quisiera-hacer-la-mili.

ENTRETIEN AVEC UN VOLONTAIRE DE LA DÉFENSE TERRITORIALE DE KIEV

PROPOS RECUEILLIS PAR PERRINE POUPIN

« On peut trouver dans une même tranchée un anarchiste, un nationaliste, un euro-optimiste, un paysan, un ouvrier ou un informaticien… »

Le 24 février 2022, la Russie a envahi l'Ukraine. À Kyiv, l'étau se resserrait. Afin de protéger leur ville, des milliers de Kyivien·nes se sont porté·es volontaires pour la défense territoriale. Taras Kobzar, l'un de ces volontaires, parlait au site *Tipaza* de son expérience de cette guerre et du contexte politique en Ukraine. Taras Kobzar est un militant anarcho-syndicaliste ayant porté de nombreuses initiatives sociales à Donetsk depuis 1989, ville qu'il a dû fuir en 2014 à cause de l'occupation du Donbass par les séparatistes. Il vit depuis à Kyiv et se bat dans la défense territoriale (unités de civil·es formé·es à protéger la zone où iels résident sous les ordres de l'armée nationale).

Comment as-tu vécu le début de la guerre, le 24 février 2022 ?

Taras Kobzar (T.K.) : Même si jusqu'aux derniers jours on parlait abondamment de la possibilité d'une guerre, je n'avais jamais voulu y croire. La plupart des Ukrainiens ordinaires ont été pris par surprise par l'attaque des troupes russes. Comme d'autres personnes, j'ai été réveillé tôt le matin par des bruits d'explosion qui ont retenti dans le ciel. Vers 5 heures, des avions russes (j'ai appris ensuite qu'il s'agissait de drones) ont attaqué l'aéroport de Boryspil (le plus grand aéroport civil d'Ukraine), situé aux marges de la ville de Kiev. Je suis sorti sur le balcon et j'ai entendu des échanges de tirs entre la défense aérienne de l'armée ukrainienne et l'aviation russe. Au début, je voulais croire qu'il ne s'agissait que d'une provocation militaire pour faire pression sur l'Ukraine. Et que cela se terminerait ainsi. Personne ne voulait croire à une guerre totale et prolongée. Malgré les avertissements des services de renseignement occidentaux, notamment états-uniens et britanniques, et de nombreux autres signes, personne ne voulait y croire. On ne croyait pas que Poutine se lancerait dans une telle aventure. La guerre a été un grand choc pour les Ukrainiens. J'éprouve un sentiment d'irréalité. J'ai vécu une expérience similaire à Donetsk en 2014.

Pourquoi, à ton avis, la Russie attaque-t-elle l'Ukraine maintenant ?

T.K. : Cette guerre marque le retour des ambitions impériales du Kremlin et de Poutine, qui considère que sa mission historique est de rétablir les frontières de l'Empire russe ou de l'Union soviétique. Son aspiration est de faire à nouveau de la Russie un empire influent dans le monde, comme à l'époque soviétique, en « récupérant » les « terres russes » qui sont devenues des États indépendants il y a plus de trente ans, lorsque l'Union soviétique s'est effondrée. Poutine a été très encouragé par la réaction positive de la société russe à l'annexion de la Crimée. Je pense également qu'il a considéré l'absence d'une réaction forte de l'Occident à ses activités criminelles comme une preuve de faiblesse et comme le signe

que l'Occident ne constituerait pas un obstacle à ses plans.

Une autre raison de cette guerre est que Poutine a décidé, en vue de la prochaine élection présidentielle russe en 2024 (dont l'issue est déjà décidée d'avance), d'offrir à la majorité chauvine du pays une autre victoire spectaculaire, qui prouve la grandeur de la Russie, personnifiée par un grand président. C'est une façon de s'assurer que sa cote de popularité monte en flèche auprès de cet électorat. Poutine veut entrer dans l'histoire comme le grand-père de la nation, un peu comme Staline. L'Ukraine fait obstacle à ses projets, par son attitude indépendante, pro-occidentale et anti-russe.

Beaucoup d'analystes font un parallèle avec la guerre en Syrie. Qu'en penses-tu ?

T.K. : De nombreuses villes ukrainiennes ne se distinguent déjà guère d'Alep : elles sont en totalité ou en partie en ruines. Les soldats russes tirent sans scrupule sur les civils et les quartiers résidentiels. Nous ne pardonnerons jamais et n'oublierons jamais cela. La machine militaire réputée de la Russie fait face en Ukraine à un peuple qui se battra jusqu'au bout. L'expérience acquise par les Russes dans les guerres qu'ils ont menées ces dernières années, que ce soit en Syrie ou ailleurs, ne leur suffira pas pour nous vaincre. La machine militaire russe, malgré sa terrible réputation, se révèle être un colosse aux pieds d'argile, tout comme l'empire russe dans son ensemble. Cette guerre va détruire le régime de Poutine. L'armée et la société ukrainiennes ont beaucoup changé depuis 2014. Tout comme on disait de l'Irlande qu'elle était un oiseau qui dévorerait le foie de l'empire britannique, l'Ukraine est aujourd'hui un pays petit, mais redoutable, qui provoquera la chute du dernier empire fasciste de ce monde.

Comment le paysage politique a-t-il évolué en Ukraine depuis la révolution de Maïdan[1] ? Quelles sont les différentes forces politiques en présence ? Qu'en est-il du poids des mouvements d'extrême droite ?

T.K. : Au départ, j'étais sceptique à l'égard du mouvement de Maïdan. Au cours des premières semaines, j'avais l'impression qu'il ne s'agissait que d'une mascarade politique destinée à préparer les élections en Ukraine. Mais avec le temps, ce soulèvement est clairement apparu comme une authentique révolution nationale, comme une profonde refondation de la communauté politique et sociale ukrainienne à partir d'une réelle auto-organisation de la société civile.

Les oppositions entre droite et gauche s'effacent désormais devant la nécessité impérieuse d'affronter un problème commun : défendre la vie des gens, l'intégrité territoriale du pays et l'avenir de notre jeune démocratie. Aujourd'hui, des valeurs telles que la liberté politique, l'auto-organisation par la base, les réformes sociales, la possibilité pour le peuple de s'armer, l'alternance du pouvoir appuyée sur un processus électoral, le respect des droits fondamentaux, la conscience de soi du peuple sont au cœur de la lutte menée par l'ensemble des Ukrainiens. Ces principes distinguent radicalement la société ukrainienne unie par un destin historique commun de l'agresseur autoritaire, chauvin et raciste contre lequel nous nous battons.

Trois tendances aux traditions historiques propres, issues de la révolution et de la guerre civile d'il y a un siècle (1917-1922), se retrouvent aujourd'hui organiquement liées en Ukraine : la *Makhnovschina*, la *Petlyurovschina* et la *Hetmanschina*. La *Makhnovchtchina*

1. En février 2014, des manifestants ont occupé la place de Maïdan (« place de l'indépendance ») et ont obtenu la destitution du président Viktor Ianoukovytch, proche de Moscou, après cinq jours d'affrontements avec la police.

puise ses racines dans la tradition anarchiste du peuple ukrainien, qui s'incarne aujourd'hui dans l'auto-organisation dont ce peuple fait preuve, notamment à travers le mouvement des volontaires et la défense territoriale ; la *Petlyurovschina,* c'est l'armée et les associations nationales républicaines ; la *Hetmanschtchina,* c'est le pouvoir d'État et le monde des affaires. Toutes ces tendances se retrouvent maintenant unies par un même désir de défendre le pays, par un même souci de voir ce pays se développer de façon libre et indépendante. Ce n'est qu'après la guerre que l'on pourra voir ce qu'il se passera vraiment, mais aujourd'hui, on vit une situation unique : tout le monde se tutoie. Cela me rappelle l'Espagne républicaine de 1936. Le président Zelensky rappelle d'ailleurs le président [Azaña]. Donc actuellement, on ne peut en aucune façon parler d'une concurrence ou d'une opposition entre ces différents courants politiques.

Je sers dans une unité créée par des nationalistes, qui est approvisionnée par les autorités municipales et par des volontaires, et qui est financée par des entreprises privées. Nous donnons des cours sur l'anarchisme aux combattants et nous organisons des comités de soldats qui veillent au bien-être des combattants et au respect de leurs droits sans que cela ne pose aucun problème. On peut trouver arme à la main dans une même tranchée un anarchiste, un nationaliste, un euro-optimiste, un simple paysan, un ouvrier ou un informaticien sans opinion politique précise. Tous sont unis par un même désir de protéger leur peuple, et l'indépendance et la liberté de l'Ukraine. Nous sommes tous frères et sœurs, nous sommes le peuple ! C'est le slogan universellement partagé et la seule idéologie qui règne aujourd'hui. La Révolution française de 1789 a créé une nation française, la révolution ukrainienne de 2013-2014 et surtout la guerre de 2022 sont en train de créer une nouvelle nation, la nation ukrainienne. Le peuple s'est réveillé. Les six cents années de lutte et de souffrance du peuple ukrainien touchent à leur fin.

Quelles sont les personnes qui s'engagent ? Pourquoi et dans quel but ? Que peut-on dire du nationalisme en Ukraine, sujet qui passionne certain·es commentateur·trices ici en France ?

T.K. : Il est difficile de dire maintenant ce qui se passera après cette guerre. Quelle que soit son issue, l'Ukraine a déjà gagné. Elle a gagné moralement, spirituellement, politiquement et socialement. Peut-être que des années de maturation, des années de batailles sociales nouvelles et de lutte de classe au sein de la société nous attendent. Des luttes pour la transformation sociale, une série de nouvelles révolutions. Mais tout cela, c'est la guerre d'aujourd'hui qui le rendra possible, cette guerre qui est à la fois une guerre de libération et une guerre sociale. Une guerre entre un empire et une République, entre la loi et le mépris de la loi, entre la vie et la mort, entre la liberté et l'esclavage.

Dans ce contexte, le nationalisme ukrainien s'apparente au nationalisme des Irlandais dans leur lutte contre l'empire britannique. C'est un nationalisme libérateur et créatif. C'est une lutte de libération nationale menée par le peuple. L'influence des groupes radicaux n'est pas aussi importante qu'il n'y paraît de l'extérieur. Cette guerre fait peser sur le peuple ukrainien une menace de génocide. Face au danger que représente cet anéantissement, l'unité s'impose comme nécessaire, même si elle s'estompe avec le temps.

Mais c'est l'essence du mouvement qui compte, l'élan de libération qui parcourt l'Ukraine face au racisme social russe qui nous refuse par principe le droit d'exister. Les mots, les bannières et les

marqueurs d'identification historiques ne relèvent plus que de l'esthétique ou du symbole. Ils ont depuis longtemps cessé d'avoir les significations que l'on essaie de leur attribuer. Le drapeau rouge et les mots «antifascisme» ont un sens complètement différent aujourd'hui de celui qu'ils avaient il y a un siècle. Alors même que les autorités russes réduisent les villes ukrainiennes en ruines (on peut parler de Guernica du 21e siècle), elles se préparent à organiser un «congrès international antifasciste». Est-ce de l'ironie? Une moquerie? Ou la réalisation de la brillante prophétie de George Orwell? Poutine est le Hitler d'aujourd'hui. Il n'y a rien d'autre à dire.

Qui est le président Zelenski? Comment a-t-il accédé au pouvoir?

T.K.: Zelensky était un comédien et un homme de spectacle très populaire en Ukraine. Son élection à la présidence reflétait le désir du peuple de voir émerger des personnes qui ne soient pas associées à l'ancien establishment politique d'avant-guerre, le désir d'un renouvellement de la classe politique. Le slogan de campagne de Zelensky était «la paix». De nombreux Ukrainiens avaient placé leurs espoirs en lui car ils étaient fatigués par la guerre qui durait depuis 2014. Zelensky avait promis de trouver une issue à la situation actuelle dans le Donbass et de régler le conflit militaire. En outre, l'équipe de Zelensky s'était engagée à mener des réformes économiques et politiques qui bénéficieraient aux gens ordinaires. Mais ces attentes ont été déçues et le gouvernement de Zelensky, tout comme Zelensky lui-même, ont été sévèrement critiqués par différents segments de la société. Il est de tradition en Ukraine de constamment et publiquement critiquer toute autorité, plutôt que de la sacraliser.

Au départ, le parti de Zelensky était donc perçu comme le parti de la paix. Mais les accords de Minsk imposés par la Russie se sont révélés impossibles à appliquer, car cela aurait signifié un éternel chantage à la guerre de la part du Kremlin et une dépendance totale de l'Ukraine à la volonté de Poutine. Ces accords prévoyaient en effet la reconnaissance forcée de «républiques» séparatistes au sein de l'Ukraine, lesquelles auraient été entièrement dépendantes des décisions du Kremlin. L'invasion de l'Ukraine en février 2022 a mis un terme à cette situation ambiguë et a montré que la paix n'était pas une option envisageable pour les Ukrainiens. La Russie ne souhaite en rien collaborer avec un pays partenaire indépendant, elle veut un vassal, un protectorat, un territoire entièrement dépendant. L'invasion a révélé une fois pour toutes au grand jour les véritables intentions de Poutine envers l'Ukraine, des intentions qui datent de bien avant 2014. Alors que le président Zelensky avait jusque-là été un homme politique à l'autorité contestée, otage des circonstances, depuis l'invasion il s'est transformé en un dirigeant fort qui bénéficie du soutien de la quasi-totalité des citoyens.

Quelle est la situation au Donbass? Comment l'analysez-vous, vous qui êtes originaire de la région?

T.K.: Tout ce qui se passe dans le Donbass depuis 2014 est une opération bien planifiée par le Kremlin. Le développement de sentiments séparatistes au sein de la population de ces régions qui a précédé la création des soi-disant «républiques» a été orchestré de toutes pièces par les services spéciaux russes. Je me souviens de la façon dont tout a commencé: j'ai assisté des mes propres yeux à la mise en scène théâtrale du «référendum populaire» sur l'indépendance du Donbass et j'ai été témoin du nombre réel de personnes y ont participé. Les sentiments pro-russes

dans le Donbass en 2014 étaient très limités. La situation a beaucoup évolué au fil du temps. Selon la propagande russe, le nombre des partisans de la Russie s'est fortement accru, mais cela s'est fait progressivement, par étapes. Au printemps 2014, dans les grandes villes comme Donetsk, les pro-russes étaient en fait des citoyens russes convoyés là en autobus (notamment depuis la région de Rostov, en Russie) pour soutenir les actions pro-russes en se faisant passer pour des locaux. Au même moment se tenaient des rassemblements pro-ukrainiens à Donetsk qui ont réuni un très grand nombre de véritables habitants, comme le montrent de nombreuses photos et vidéos, et comme j'ai pu en être témoin. Des combats de rue entre manifestants pro-ukrainiens et pro-russes ont éclaté au printemps 2014 qui ont provoqué des blessés du côté ukrainien. Les partisans de la Russie étaient activement approvisionnés en armes par des bases spécialement établies à Rostov. Donetsk a été inondée d'agents des services de sécurité russes aux ordres du Kremlin, supervisés en particulier par Sergueï Glazïev, un responsable politique de premier plan. C'est alors que les assassinats de militants civils ukrainiens et la persécution des Ukrainiens ont commencé.

La situation a ensuite radicalement changé lorsque des groupes militants russes ont commencé à arriver à Donetsk et ont fait pression pour créer une milice séparatiste dirigée par le FSB. En été, la situation a dégénéré en hostilités directes avec des unités de l'armée ukrainienne et avec l'emploi de l'artillerie et de l'aviation. Les services de sécurité pro-russes ont effectué des tirs de mortier dans des zones résidentielles en accusant l'armée ukrainienne d'en être responsables. Ces provocations ont permis de susciter le climat souhaité par les occupants.

La troisième étape de la création d'un sentiment pro-russe a consisté en la création de la République populaire de Donetsk, dont le territoire a été isolé du reste de l'Ukraine. Dans ce régime d'isolement, avec l'aide des médias pro-russes, l'opinion publique a été livrée à la propagande du Kremlin. Dans les institutions, les universités et les établissements scolaires s'est mise à régner une atmosphère de «1937» (lorsque les purges staliniennes ont provoqué l'exécution et la déportation vers des camps de travail soviétiques de plusieurs millions d'Ukrainiens).

Actuellement, d'après les informations que j'ai, une partie importante de la population des enclaves séparatistes est favorable à l'Ukraine et n'accepte pas l'état de choses dans les «Républiques». En 2014, Donetsk était une région riche et développée, où le niveau de vie était bien plus élevé que dans de nombreuses autres régions en Ukraine, comme celles autour des villes de Zaporizhzhia ou de Dnipro. Le Parti communiste (CPU) avait peu d'influence dans la région de Donetsk. Par exemple, ses partisans n'étaient pas beaucoup plus nombreux que les anarchistes lors des manifestations du 1er Mai. Il est donc étrange de parler d'une quelconque nostalgie de l'Union soviétique. Tous ces sentiments ont été artificiellement fabriqués dans le cadre du projet du «printemps russe».

Comment l'armée ukrainienne a-t-elle évolué depuis 2014, époque où elle était quasiment inexistante?

T.K.: En 2014, lorsque la Russie a annexé la Crimée et déclenché la guerre dans le Donbass, l'armée ukrainienne était en effet très faible et insuffisamment mobilisée. Au cours des trente années d'indépendance de l'Ukraine (1991-2014), le gouvernement ukrainien a échoué à réformer l'armée, à la réarmer, à créer une conscience civique élevée

chez les militaires et à leur assurer une formation effective à la guerre moderne. Survivance de l'ancienne armée «soviétique», l'armée ukrainienne était davantage une décoration qu'une véritable force armée. Il en va de même pour la marine ukrainienne. En outre, la Russie n'a jamais été considérée comme une menace militaire et il n'y avait aucun plan pour un éventuel conflit militaire. La direction militaire de l'armée ukrainienne était composée pour l'essentiel de personnes à l'esprit plus bureaucratique que militaire, pro-russes et issues d'une «tradition militaire soviétique» qu'ils partageaient avec leurs «collègues» russes. Par conséquent, il y avait très peu d'unités de l'armée ukrainienne en capacité de résister à l'invasion russe en 2014. Peu d'Ukrainiens étaient psychologiquement préparés à tirer sur les Russes. De ce fait, au cours des premières années de la guerre, l'effort de défense a été pour l'essentiel pris en charge par des formations de volontaires ukrainiens, des citoyens à l'esprit patriotique et des unités de partisans, mal équipés et inexpérimentés au combat. Les huit années de guerre (2014-2022) ont vu cette situation changer radicalement. Une armée efficace et bien équipée s'est mise en place, très motivée et dotée d'une vraie expérience du combat. Une force de défense territoriale capable d'être déployée en cas de guerre générale a été créée, avec des centres de formation communautaires tenus par des volontaires où les civils pouvaient recevoir une formation militaire de base. Tout cela a permis d'opposer une résistance efficace aux troupes russes lors de l'invasion en février 2022. L'armée, le peuple en armes et les volontaires civils fonctionnent à présent de façon coordonnée dans tout le pays, ce qui a permis de contrer la tentative de guerre éclair du Kremlin, qui espérait traverser la frontière et s'emparer rapidement des centres les plus importants de l'Ukraine. En outre, la population ukrainienne est bien plus organisée et unie qu'en 2014. L'armée russe n'a été accueillie favorablement par personne, et il n'y a eu aucune tentative par la population civile de former de nouvelles enclaves pro-russes.

Cette guerre suscite beaucoup de discussions et de tensions dans le monde militant occidental. Comment vous positionnez-vous par rapport au débat OTAN vs Russie?

T.K. : Chez les partisans d'une Ukraine démocratique et républicaine, le désir d'intégrer l'Europe et l'adhésion aux valeurs de la démocratie occidentale ne fait aucun doute. S'il faut choisir entre le régime totalitaire de l'empire de Poutine et la démocratie occidentale (tout en restant lucide sur ses défauts), le choix en Ukraine est clairement et irrévocablement en faveur de l'Occident. Face à la perspective d'être écrasé par les ambitions impériales du Kremlin (la Russie ne reconnaît même pas l'existence des Ukrainiens en tant que peuple indépendant), l'idée de devenir un allié de l'OTAN, de l'UE et des États-Unis ne semble pas être une chose bien terrible. Le problème de l'expansion de l'OTAN vers l'est (même s'il s'agit d'une réalité plutôt que d'un épouvantail ou d'une chimère comme à l'époque de la guerre froide) n'est pas un problème pour l'Ukraine, mais pour la Russie. On ne peut pas accepter que la Russie résolve ses problèmes géopolitiques par le génocide du peuple ukrainien. Ces questions auraient pu être résolues par la tenue de négociations internationales. Mais maintenant, Poutine a perdu cette opportunité et il n'y a pas d'autre stratégie que la destruction du régime agresseur russe. Il est évident pour tout le monde que la machine militariste russe ne s'arrêtera pas en Ukraine. Après l'Ukraine, la guerre s'étendra aux États baltes et plus loin encore en Europe de l'Est, via la Pologne. Le Kremlin parle d'un espace d'influence allant de l'océan Pacifique à l'océan

Atlantique, donc il ne faut pas se faire d'illusions sur ce qui va se passer ensuite. C'est une répétition de l'histoire avec Hitler et le grand Reich. Le désir de l'Ukraine de s'allier aux démocraties occidentales est donc justifié, il relève de l'évidence. La guerre en Ukraine est une question de survie non seulement pour l'Ukraine, mais aussi pour l'Europe. Si la Russie actuelle se croit autorisée à réagir ainsi pour éviter d'avoir l'OTAN à ses frontières (en admettant un instant que cette rhétorique soit recevable), alors que cette Russie aille au diable !

Une question distincte pour les gauchistes et les anarchistes est de savoir quelle stratégie adopter qui soit en accord avec leurs principes idéologiques. Pour moi, la solution est simple. Tant que Hitler existe (personnellement ou collectivement), la gauche doit s'opposer à lui et le combattre, et les ennemis de Hitler sont nos alliés. Après la défaite de Hitler s'ouvrira une époque nouvelle où les stratégies de classe locales et internationales auront toute leur place. C'était le cas pendant la Seconde Guerre mondiale, il devrait en être de même aujourd'hui.

D'après moi, la vie publique en Ukraine depuis la révolution de Maïdan est traversée de toutes parts par des tendances que je considère plutôt libertaires. Les noms, les couleurs et les formes diffèrent de ceux des forces anarchistes traditionnelles, mais dans leur essence, ces dynamiques s'inscrivent dans les principes de l'anarchisme : électivité et alternance du pouvoir, démocratie directe, auto-organisation et développement de liens horizontaux, armement universel du peuple, spontanéité et sens de l'initiative, capacité des groupes civiques de base à contrôler le gouvernement, information libre et transparente au sein de la société civile et entre les citoyens et le gouvernement. Certes, beaucoup de choses existent à l'état embryonnaire et coexistent avec les institutions bourgeoises et la corruption, mais tout est en évolution et il est en notre pouvoir de poursuivre ce que nous avons commencé depuis Maïdan. Dans la Russie de Poutine, il n'y a rien de tout cela : il s'agit d'un État policier où règne le culte des dictateurs sanguinaires et où le militarisme, le chauvinisme et le racisme sont élevés au rang de religion d'État qui imprègne toutes les couches de la société. De ce point de vue, il n'y a aucune comparaison possible avec la présence ou l'influence de groupes radicaux d'ultra-droite en Ukraine : ces groupes restent très minoritaires dans le pays. Bien sûr, je préférerais que notre guerre se place sous la bannière de Nestor Makhno (fondateur de l'Armée révolutionnaire insurrectionnelle ukrainienne, qui, après la révolution d'Octobre et jusqu'en 1921, combat à la fois l'armée tsariste contre-révolutionnaire et l'armée rouge bolchevique) et non de Stepan Bandera (homme politique et idéologue nationaliste ukrainien qui a collaboré avec l'Allemagne nazie), encore que la figure de Makhno soit assez populaire ici ! Je souhaiterais bien sûr combattre au nom de l'anarchie plutôt que de la Nation, mais il ne s'agit que de symboles et de mots qui ne changent rien à la nature réelle du mouvement qui traverse l'Ukraine. En tout cas, actuellement, à choisir entre : « Vive le Roi » et « Vive la nation », je choisis sans hésiter la nation !

TIPAZA, 29 MARS 2022

https://tipaza.typepad.fr/mon_weblog/2022/03/l%C3%A9ruption-de-la-russie-en-ukraine.html

EXIGER DU FMI L'ANNULATION DE LA DETTE INJUSTE DE L'UKRAINE

VIKTORIIA PIHUL

Le CADTM publie cette pétition qui émane de citoyennes et de citoyens d'Ukraine et qui ont raison de demander l'annulation de la dette ukrainienne. À juste titre, les initiateurs de cette pétition affirment que «les emprunts chaotiques et l'imposition de conditionnalités antisociales de la dette étaient le résultat d'une oligarchisation totale : peu désireux de lutter contre les riches, les dirigeants de l'État s'endettaient toujours plus. Les emprunts étaient émis sous conditions de réduction des dépenses sociales, et leur remboursement contraint à économiser sur les besoins vitaux et à appliquer l'austérité aux secteurs vitaux de l'économie». C'est notamment pour ces raisons que la dette réclamée à l'Ukraine est illégitime. C'est une raison suffisante pour justifier son annulation.

La guerre d'invasion que subit l'Ukraine est une autre raison impérieuse pour justifier l'annulation de la dette. Le peuple ukrainien doit être soutenu dans sa lutte contre l'agression.

Le CADTM précise qu'il émet des réserves concernant la vision partiellement positive qui est donnée de l'Union européenne par les auteurs de cette pétition. Le CADTM considère que les autorités de l'UE ont constamment poussé à l'application de politiques néolibérales. Les traités européens sont conçus pour favoriser l'intérêt du grand capital et des grandes entreprises afin qu'elles puissent exploiter au mieux les travailleurs en mettant les classes ouvrières en concurrence les unes avec les autres. L'UE favorise une disparité salariale énorme entre les travailleurs roumains et bulgares d'une part et les travailleurs de la partie occidentale de l'Europe. Le peuple ukrainien ferait bien de réfléchir aux graves risques que représente une adhésion de leur pays à l'Union européenne telle qu'elle est conçue.

Malgré nos réticences par rapport au texte sur la question de l'UE, le CADTM soutient cette pétition et appelle à la signer.

LE 24 FÉVRIER, LA RUSSIE A LANCÉ UNE GUERRE TOTALE CONTRE L'UKRAINE

L'indépendance de l'Ukraine est menacée par une invasion russe à grande échelle sur le territoire de notre pays.

L'État ne peut plus se permettre de rembourser sa dette, car l'économie ukrainienne est déstabilisée par la campagne militaire, l'augmentation des dépenses militaires et la nécessité de faire face aux conséquences de la guerre.

Actuellement, les Ukrainiens se trouvent dans l'épicentre de la guerre, incapables de travailler et de gagner leur vie, nous perdons nos maisons, notre économie et nos biens. De plus, la campagne d'occupation militaire de la Fédération de Russie détruit des sites et des entreprises d'infrastructures stratégiques et critiques, des artères de transport et le potentiel

économique de notre pays, car toutes les ressources possibles sont mobilisées pour soutenir la campagne de défense militaire.

Actuellement, la dette extérieure de l'Ukraine s'élève à 125 milliards de dollars. Les dépenses liées au service de la dette pour 2022 devraient s'élever à environ 6,2 milliards de dollars. Cela représente environ 12 % de l'ensemble des dépenses budgétaires de l'État.

La composante FMI de la somme ci-dessus est de 2,7 milliards de dollars. Cela équivaut à 16,5 millions de paiements de pension moyens en Ukraine.

Au nom de tous les Ukrainiens, nous exigeons 1) l'annulation de la dette qui étouffe maintenant notre État ; et 2) que l'on nous fournisse une aide financière multiforme.

Nous exigeons que l'Ukraine soit libérée du joug de la dette !

POURQUOI LA DETTE EST-ELLE INJUSTE ?

L'Ukraine reste l'un des pays les plus pauvres d'Europe qui, aujourd'hui, est également contraint de se défendre contre l'agression et l'offensive militaire de l'armée russe - la deuxième plus grande armée du monde. Les dépenses budgétaires consacrées aux armes et aux besoins médicaux des blessés ont augmenté de manière exponentielle. Au lendemain de la guerre, l'Ukraine aura également besoin d'argent pour reconstruire ses maisons et ses infrastructures.

Dans ces conditions, le service de la dette n'est possible que si l'Ukraine refuse à ses citoyens la satisfaction de leurs besoins les plus urgents.

Les emprunts chaotiques et la conditionnalité antisociale de la dette sont le résultat d'une oligarchisation totale : peu désireux de lutter contre les riches, les dirigeants de l'État n'ont cessé de s'endetter davantage. Les emprunts ont été émis dans des conditions de réduction des dépenses sociales, et leur remboursement a contraint à faire des économies sur les besoins vitaux et à appliquer l'austérité aux secteurs économiques fondamentaux.

En raison du manque de fonds, les hôpitaux ukrainiens sont mal équipés, les emplois du personnel médical de tous niveaux sont supprimés et ceux qui restent sont sous-payés, tout comme les enseignants et les autres travailleurs du secteur public. Par exemple, dans certaines industries minières, beaucoup ne sont pas payés du tout, les salaires sont en souffrance.

Les plus grandes organisations syndicales du pays, qui représentent quelque 5 millions de travailleurs, se sont également jointes à l'appel à l'annulation de la dette.

QUI BÉNÉFICIERAIT DE L'ANNULATION DE LA CHARGE DE LA DETTE ?

Une telle mesure aiderait le peuple ukrainien qui, à la suite de l'invasion militaire, a besoin de fonds pour protéger ses civils, fournir des logements aux personnes déplacées et des médicaments aux blessés.

Une telle mesure serait bénéfique pour nos voisins de l'UE car elle revigorerait l'activité économique en Ukraine, réduisant ainsi le risque d'une guerre en Europe et permettant de reconstruire l'économie ukrainienne et les infrastructures anéanties par les bombes. Le bien-être de l'Ukraine est d'une importance capitale pour la stabilité de l'Europe et du monde entier.

QUELLES SERAIENT LES CONSÉQUENCES DE L'ANNULATION DU FARDEAU DE LA DETTE ?

- Elle faciliterait la reconstruction des entreprises stratégiques et des infrastructures détruites à la suite de l'action militaire.
- Elle mettrait fin à l'austérité dans la sphère sociale et permettrait, avec le temps, de rétablir leur

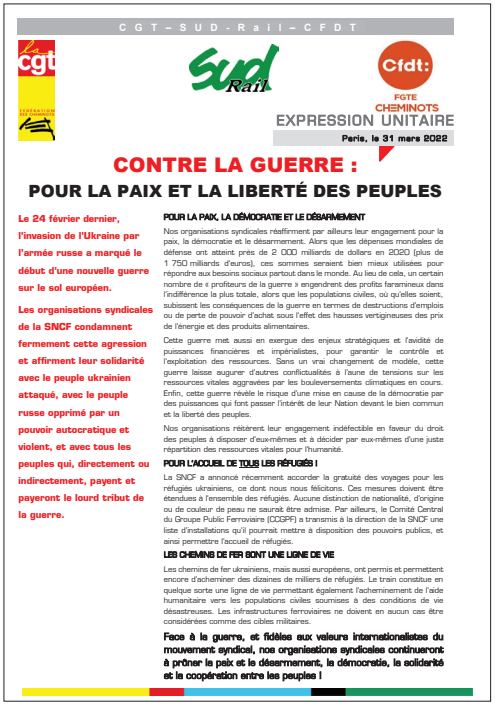
fonctionnalité et leur qualité, de permettre à leurs travailleurs de vivre décemment.

■ Elle établirait la justice dans les relations avec l'UE et l'Ukraine, et deviendrait un autre acte de soutien significatif.

Nous exprimons notre gratitude au parti polonais Razem qui a suggéré que les obligations de la dette de l'Ukraine soient reprises par la Banque centrale européenne et d'autres créanciers.

Pour signer la pétition :
www.openpetition.eu/petition/online/people-around-the-world-demand-imf-to-cancel-ukraines-unjust-debt#petition-main

4 MARS



C G T – S U D - R a i l – C F D T

EXPRESSION UNITAIRE

Paris, le 31 mars 2022

CONTRE LA GUERRE :

POUR LA PAIX ET LA LIBERTÉ DES PEUPLES

Le 24 février dernier, l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe a marqué le début d'une nouvelle guerre sur le sol européen.

Les organisations syndicales de la SNCF condamnent fermement cette agression et affirment leur solidarité avec le peuple ukrainien attaqué, avec le peuple russe opprimé par un pouvoir autocratique et violent, et avec tous les peuples qui, directement ou indirectement, payent et payeront le lourd tribut de la guerre.

POUR LA PAIX, LA DÉMOCRATIE ET LE DÉSARMEMENT

Nos organisations syndicales réaffirment par ailleurs leur engagement pour la paix, la démocratie et le désarmement. Alors que les dépenses mondiales de défense ont atteint près de 2 000 milliards de dollars en 2020 (plus de 1 750 milliards d'euros), ces sommes seraient bien mieux utilisées pour répondre aux besoins sociaux partout dans le monde. Au lieu de cela, un certain nombre de « profiteurs de la guerre » engendrent des profits faramineux dans l'indifférence la plus totale, alors que les populations civiles, où qu'elles soient, subissent les conséquences de la guerre en termes de destructions d'emplois ou de perte de pouvoir d'achat sous l'effet des hausses vertigineuses des prix de l'énergie et des produits alimentaires.

Cette guerre met aussi en exergue des enjeux stratégiques et l'avidité de puissances financières et impérialistes, pour garantir le contrôle et l'exploitation des ressources. Sans un vrai changement de modèle, cette guerre laisse augurer d'autres conflictualités à l'aune de tensions sur les ressources vitales aggravées par les bouleversements climatiques en cours. Enfin, cette guerre révèle le risque d'une mise en cause de la démocratie par des puissances qui font passer l'intérêt de leur Nation devant le bien commun et la liberté des peuples.

Nos organisations réitèrent leur engagement indéfectible en faveur du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à décider par eux-mêmes d'une juste répartition des ressources vitales pour l'humanité.

POUR L'ACCUEIL DE TOUS LES RÉFUGIÉS !

La SNCF a annoncé récemment accorder la gratuité des voyages pour les réfugiés ukrainiens, ce dont nous nous félicitons. Ces mesures doivent être étendues à l'ensemble des réfugiés. Aucune distinction de nationalité, d'origine ou de couleur de peau ne saurait être admise. Par ailleurs, le Comité Central du Groupe Public Ferroviaire (CCGPF) a transmis à la direction de la SNCF une liste d'installations qu'il pourrait mettre à disposition des pouvoirs publics, et ainsi permettre l'accueil de réfugiés.

LES CHEMINS DE FER SONT UNE LIGNE DE VIE

Les chemins de fer ukrainiens, mais aussi européens, ont permis et permettent encore d'acheminer des dizaines de milliers de réfugiés. Le train constitue en quelque sorte une ligne de vie permettant également l'acheminement de l'aide humanitaire vers les populations civiles soumises à des conditions de vie désastreuses. Les infrastructures ferroviaires ne doivent en aucun cas être considérées comme des cibles militaires.

Face à la guerre, et fidèles aux valeurs internationalistes du mouvement syndical, nos organisations syndicales continueront à prôner la paix et le désarmement, la démocratie, la solidarité et la coopération entre les peuples !

PRISES DE POSITION

POUTINE ET LE NATIONALISME GRAND-RUSSE

DENIS PAILLARD[1]

L'invasion de l'Ukraine par les armées russes marque la volonté de Vladimir Poutine de rétablir la «Grande Russie» dont le noyau historique dur réunirait les Russes, les Biélorusses et les Ukrainiens. Sur ce plan, il est pleinement l'héritier d'une longue tradition qui va de l'empire tsariste à la Russie d'aujourd'hui, en passant par Staline et les dirigeants de l'URSS après la mort de Staline : autocratie et nationalisme grand-russe ont toujours été présents, certes sur différents modes.

Le discours de Vladimir Poutine sur l'Ukraine s'inscrit dans cet héritage impérial : l'unité de la Grande Russie a été cassée lors de la révolution de 17. Dans sa déclaration du 22 février 2022 (précédant de deux jours l'invasion), il explique que l'Ukraine en tant que République est une conséquence désastreuse de la politique suivie par Lénine après la révolution de 1917 :

> Permettez-moi donc de commencer par le fait que l'Ukraine moderne a été entièrement créée par la Russie, ou plus précisément, par la Russie bolchevique et communiste. Le processus a commencé presque immédiatement après la révolution de 1917, et Lénine et ses compagnons d'armes l'ont fait d'une manière très grossière à la Russie elle-même – par la sécession, en arrachant des parties de ses propres territoires historiques. […] Du point de vue du destin historique de la Russie et de son peuple, les principes léninistes de construction de l'État n'étaient pas seulement une erreur, ils étaient, comme nous le disons, encore pire qu'une erreur.

Cette déclaration fait écho à un long texte (50 000 signes) publié sur le site du gouvernement en juillet 2021 et qui définit la position de Poutine. Dans ce texte, il est dit qu'Ukrainiens et Russes ne forment qu'un seul et même peuple.

Et en conclusion il écrit :

> Je suis convaincu que la véritable souveraineté de l'Ukraine n'est possible qu'en partenariat avec la Russie. Nos liens spirituels, humains et civilisationnels se sont formés pendant des siècles et ont leurs origines dans les mêmes sources, ils ont été durcis par des épreuves, des réalisations et des victoires communes. Notre parenté s'est transmise de génération en génération. Elle se trouve dans le cœur et la mémoire des personnes vivant dans la Russie et l'Ukraine modernes, dans les liens du sang qui unissent des millions de nos familles. Ensemble, nous avons toujours été et serons bien plus forts et plus performants. Car nous sommes un seul peuple.

Que l'intervention en Ukraine ait été pensée dans ces termes est confirmé par le texte publié (puis immédiatement retiré) le 26 février (deux jours après l'invasion) sur le site de l'agence RIA Novosti. Rédigé à l'avance et anticipant une victoire rapide et totale des forces russes, il définit clairement les véritables enjeux :

> La Russie restaure son unité. En effet, la tragédie de 1991, cette terrible catastrophe de notre histoire, cette dislocation contre-nature, est enfin surmontée […]. La Russie est rétablie dans son intégralité historique rassemblant le monde russe, le peuple

1. Denis Paillard est le traducteur du *Siècle soviétique* de Moshe Lewin (Fayard, 1987), et d'une partie des textes de Léon Trotsky parus dans *Contre le fascisme (1922-1940)* (Syllepse, 2015).

> russe : les Grands-Russes [Russes de la Fédération de Russie], les Biélorusses et les Petits-Russes [les Ukrainiens]. […] L'Ukraine est revenue à la Russie. Ce retour ne signifie pas que l'Ukraine perde son statut d'État. Simplement, elle sera transformée, réorganisée et rendue à son état originel en tant que partie intégrante du monde russe.

En d'autres termes, l'invasion de l'Ukraine a pour objectif premier de ramener l'Ukraine dans le giron de la Russie, en mettant un terme à ses rapports avec l'UE et les États-Unis accusés d'utiliser l'Ukraine comme base de manœuvres contre la Russie. Mais il faut insister sur le fait que cette logique impériale/impérialiste[1] de la Russie poutinienne est première : la dénonciation de l'Ouest et de l'OTAN doit être comprise dans cette perspective.

La résistance armée des Ukrainiens durant les quatre premières semaines qui ont suivi l'invasion a détruit l'illusion première d'une victoire rapide et la réalisation des plans de départ. Mais cela ne remet pas en cause l'actualité du projet initial : ramener coûte que coûte l'Ukraine dans le giron de la Russie (et à ce jour le prix à payer est déjà immense pour les Ukrainiens). Aujourd'hui, il est difficile de prévoir la suite des événements – une perspective plutôt sombre : la résistance héroïque des Ukrainiens à elle seule pourra difficilement mettre un terme à l'occupation russe.

Pour comprendre et définir les enjeux d'une solidarité active pleine et entière avec le peuple ukrainien, il est crucial de partir de cette position : la guerre en Ukraine est une guerre d'agression menée par une puissance impériale/impérialiste contre un État-nation, l'Ukraine qui défend sa liberté et son indépendance. Cette perception fondamentale tend à être partiellement occultée au profit d'une représentation en termes d'affrontement de deux camps : d'un côté, l'Occident (EU + UE sous le chapeau de l'OTAN) ; de l'autre, la Russie qui clame haut et fort qu'elle est agressée et menacée dans son intégrité. La prolongation de la guerre ne peut que nourrir et renforcer cette vision campiste de la situation, au détriment de la résistance ukrainienne et de sa lutte pour son indépendance et sa souveraineté.

La situation actuelle et les menaces dramatiques qui pèsent aujourd'hui sur le peuple ukrainien s'inscrit dans une longue histoire où le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'a été reconnu que durant une (trop) brève période, au lendemain de la révolution de 1917, qui a mis fin à l'empire tsariste «prison des peuples». Très vite, l'étau grand-russien va se réactiver, niant de fait les droits nationaux reconnus aux Républiques formant l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

LÉNINE CONTRE STALINE

Dans les différentes déclarations de Poutine, Lénine est violemment attaqué pour avoir remis en cause un État unitaire. Staline est présenté comme celui qui a défendu une position unitaire conforme aux intérêts historiques de la Russie. Si finalement Staline recule et adopte les thèses défendues par Lénine, en fait, comme l'écrit Moshe Lewin dans *Le dernier combat de Lénine* :

> Il [Staline] était persuadé que le cours des événements, les intérêts réels de l'État prendraient le dessus et que l'Union fonctionnerait de toute façon comme il l'avait prévu. Dans ces conditions, il ne voyait pas d'inconvénient à céder totalement devant Lénine sur le papier (p. 74).

1. En écrivant «impériale/impérialiste», nous voulons souligner que l'intervention en Ukraine relève à la fois du chauvinisme grand-russe et de l'impérialisme russe tel qu'il est mis en pratique aujourd'hui dans différentes parties du monde (Syrie, Afrique en particulier).

La période de reconnaissance des droits des nationalités[1] fut effectivement de courte durée dans les années 1920. Avec l'arrivée de Staline au pouvoir, l'autocratie et le nationalisme grand-russe ont repris le dessus. Ci-dessous, sans prétendre à une quelconque exhaustivité, nous revenons sur différents moments.

LES ANNÉES 1930 : RETOUR À L'AUTOCRATIE

Dans son texte «Ego et politique dans l'autocratie stalinienne» dans *Russie/URSS/Russie,* Moshe Lewin écrit :

> Staline a eu toujours tendance à faire sienne la gloire du passé impérial tsariste et à utiliser la tradition au bénéfice de son système. [...] Le fait pour Staline de souligner les affinités de son régime avec l'empire et de revendiquer des racines historiques communes, surtout concernant la construction de l'État par les plus cruels des tsars, a rendu possible une redéfinition radicale de son propre personnage, mais aussi de l'identité idéologique et politique du système[2].

Rappelant que Lénine avait traité Staline de *derži-morda* («brute grand-russe»), Moshe Lewin écrit que Staline «a fini par vouloir effectivement être une brute grand-russe[3]».

GRANDE GUERRE PATRIOTIQUE

Pendant la guerre, différentes minorités sont déportées entre 1941 et 1944 : les Allemands de la Volga, les Kalmouks, les Balkars, les Karatchaïs, les Ingouches, les Tatars de Crimée.

LES DERNIÈRES ANNÉES DE STALINE ET LE JDANOVISME

Dans *Le siècle soviétique,* Moshe Lewin évoque le jdanovisme (1946-1950), qui constitue un chapitre particulièrement sombre de l'histoire du stalinisme :

> Expression d'un ultranationalisme russe, le jdanovisme s'attaquait aussi aux manifestations de nationalismes dans les républiques non-russes (p. 170). [...] L'idéologie jdanovienne est celle de Staline. Elle marque le point cuminant de ses errances idéologiques. Désormais il est fasciné par le glorieux passé tsariste. [...] Mais le plus grave dans ce bric-à-brac idéologique, c'est le nationalisme russe extrême, aux relents protofascistes, du stalinisme sur le déclin. Staline voulait que cet esprit lui survive. Dans ce but, il avait personnellement révisé l'hymne soviétique imposant à un pays multinational la glorification de la «Grande et Sainte Russie» (Rus') (p. 173)[4].

URSS : LES ANNÉES 1950-1980[5]

La bureaucratie de l'État et du parti est morcelée, ensemble de factions, de cliques et de réseaux au sein des différentes instances du pouvoir, se regroupant dans des jeux d'alliance plus ou moins durables, sur la

1. Ainsi, Lénine a soutenu la création d'une République autonome des Tatars de Crimée. Pendant la guerre, les Tatars de Crimée – avec d'autres minorités nationales – ont été déportés en Asie centrale. Ce n'est qu'après la fin de l'URSS qu'ils ont pu revenir en Crimée. L'occupation russe de la Crimée en 2014 a signifié de nouvelles persécutions contre les Tatars. Beaucoup ont émigré soit en Ukraine soit en Turquie (où ils seraient 100 000).
2. Moshe Lewin *Russie/URSS/Russie,* M Éditeur/Page 2 Syllepse, 2017, p. 155-156.
3. Dans les années 1930, la répression à grande échelle a également frappé les intellectuels et écrivains ukrainiens. Voir l'article d'Isobel Koshiw, «On a l'impression que l'histoire se répète, déclare un poète de Kharkiv alors que les bombes russes tombent», *À l'encontre,* 30 mars 2022.
4. Moshe Lewin, *Le siècle soviétique,* Paris, Fayard, 200, p. 193 et 189-191.
5. Nous reprenons ici certains passages de l'introduction au recueil de textes de Moshe Lewin *Russie/URSS/Russie, op. cit.*

base d'intérêts communs et de positions idéologiques plus ou moins partagées. Ces différentes composantes de la bureaucratie ont en commun la célébration de l'URSS (en fait, la Russie) comme *deržava* («État fort»). Toute référence à la révolution d'Octobre est effacée, c'est la «Grande Guerre patriotique» (la Seconde Guerre mondiale) qui est la référence. On assiste à un renforcement de la politique d'assimilation des nationalités non russes. Brejnev se distingue par l'intensification de la russification sous le drapeau de la création d'un peuple soviétique unique. À partir de 1976, le slogan principal de la russification est la célébration de la «langue russe, langue de progrès, de socialisme et d'internationalisme[1]».

Le livre de Nikolaï Mitrokhin[2] *Russkaja partija: dviženie russkih nacionalistov v SSSR 1953-1985* («Le parti russe: le mouvement des nationalistes russes en URSS 1953-1985»), montre que le nationalisme grand-russe est présent dans toutes les instances dirigeantes du PCUS: Politburo, comité central du PCUS, mais aussi du Komsomol: anti-occidentalisme virulent, admiration pour Staline présenté comme le constructeur d'un État fort, célébration de la Grande Guerre patriotique, renforcement de l'éducation militaire et militarisation de la jeunesse, glorification de la Grande Russie. Toutes les composantes du discours poutinien d'aujourd'hui sont déjà présentes[3].

LA FIN DE L'URSS ET LES ANNÉES 1990:

UNE RUSSIE PAR DÉFAUT

Le 21 décembre 1991 marque la fin de l'URSS avec la création de Républiques indépendantes dont les dirigeants sont directement issus de la période précédente, à l'exception des pays baltes. Dans ce cadre est créée la République socialiste fédérative de Russie. La confusion de fait Russie/URSS durant toute la période soviétique en ce qui concerne les instances dirigeantes s'est traduite par l'absence d'institutions proprement russes. En particulier, il n'existe pas de Parti communiste de Russie, parti qui sera créé en urgence.

La Fédération de Russie désigne une Russie par défaut: une identité floue et en suspens correspondant à ce qui reste de l'URSS après l'indépendance des Républiques[4]. Sur le plan économique on assiste à un effondrement du système avec une politique de «réformes» menée tambour battant: désindustrialisation massive, privatisation sauvage de toutes les richesses du pays («le plus grand hold-up du siècle», selon Moshe Lewin), chute brutale du niveau de vie, crise démographique. La politique menée par Eltsine est celle du laisser-faire, menée par les libéraux réformateurs en association directe avec le FMI et la Banque mondiale.

Face à cela, on assiste à une explosion du nationalisme russe dont le nouveau parti communiste de la Fédération de Russie est un des principaux acteurs. Son premier secrétaire, Guenadi Ziouganov, se fait le porte-parole de ce nationalisme virulent: une de ses brochures est intitulée *Je suis russe par le cœur et par le sang,* une autre a pour titre *Deržava* («Grande puissance»). Et à différentes reprises, il a critiqué Lénine: «Il me semble que Lénine a été soumis à

1. Sur cette question et plus particulièrement la politique développée en Ukraine, voir le *Cahier Ukraine* publié par la revue *L'Alternative,* dirigée par François Maspero (n° 31, janvier 1985). Voir le PDF à télécharger sur www.syllepse.net/syllepse_images/ukraine-alternative.pdf.

2. N. Mitrokhin a publié récemment dans la revue en ligne *La Revue des idées* (22 mars 2022) un article très informé et décapant sur les républiques autoproclamées du Donbass.

3. Pour une présentation plus systématique du livre de N. Mitrokhin, voir l'introduction à *Russie/URS. Russie, op. cit.,* p. 19-22.

4. Sur cette question, voir Moshe Lewin, «Nationalisme de notre temps: le cas de la Russie», dans *Russie/URSS/Russie, op. cit.,* p. 205-238.

une forte pression et influence des forces qui haïssent la Russie» (on n'est pas loin de la thèse présentant la révolution d'Octobre 17 comme un complot judéo-bolchevique)[1].

LA RUSSIE DE POUTINE: RECONSTRUIRE LA GRANDE RUSSIE

Arrivé au pouvoir au moment de la seconde guerre de Tchétchénie, Poutine va très rapidement s'engager dans une série d'opérations visant à réduire le gap entre la Fédération de Russie née de l'écroulement de l'empire soviétique (régulièrement assimilé à une seconde catastrophe majeure frappant la Russie – la première étant la révolution de 1917) et la Grande Russie historique. Cela se traduit tant sur le plan intérieur: autoritarisme et État fort, patriotisme musclé, dénonciation de l'Occident «dégénéré» et ennemi juré de la Russie, que sur le plan extérieur par des interventions sur l'«étranger proche», c'est-à-dire les Républiques apparues au lendemain de la fin de l'URSS.

La Russie est intervenue lors des différentes «révolutions de couleur» assimilées à une tentative de sortir de sa sphère d'influence: «révolution des roses» en Géorgie en 2003, «révolution des tulipes» au Kirghizstan en 2005, «révolution orange» en Ukraine en 2004. Mais aussi, plus récemment lors du conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie ainsi qu'au Kazakhstan. Cette entreprise a pris la forme d'un rattachement à la Russie de territoires de la Géorgie comme l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud (en 2008). Mais c'est vis-à-vis de l'Ukraine que la stratégie de Poutine va prendre la forme la plus radicale et la plus brutale: à la différence des autres républiques, l'Ukraine est pour Poutine une partie intégrante de la Grande Russie – voir ci-dessus ses déclarations au moment de l'intervention armée en Ukraine[2].

Un premier pas a été franchi en 2014 au moment de Maïdan avec l'annexion de la Crimée et l'apparition des Républiques autoproclamées de Lougansk et de Donetsk. L'invasion de l'Ukraine lancée le 22 février est une nouvelle étape. Tout montre qu'il ne s'agit pas d'un coup de tête d'un Poutine aventuriste mais que cela s'inscrit dans un projet, largement théorisé, de reconstitution de la Grande Russie.

Si la résistance acharnée des Ukrainiens a freiné l'avancée des troupes russes, il est très difficile de prévoir la suite des événements. Mais rien n'incite à penser que Poutine a renoncé à son projet de démantèlement de l'Ukraine.

4 AVRIL 2022

1. Voir Denis Paillard, «Les nationalistes, les communistes et le phénomène patriotique», dans V. Garros (éd.) *Russie postsoviétique: la fatigue de l'histoire,* Bruxelles, Complexe, 1995.

2. Il faut rappeler qu'Alexandre Douguine, théoricien de l'Eurasie, est un conseiller influent de Poutine. Il entretient des relations étroites avec les différents mouvements d'extrême droite en Europe. Sur le site d'extrême droite geopolitika.ru on trouve différents articles de Douguine.

À PROPOS DU « MANIFESTE FÉMINISTE CONTRE LA GUERRE »

CATHERINE SAMARY[1]

Je n'ai pas signé le Manifeste féministe contre la guerre en Ukraine, tout en partageant (comme je l'ai dit à la camarade qui me l'a envoyé) de nombreux aspects de ce Manifeste, signé par des femmes que j'estime beaucoup. Je souhaite que mon texte soit interprété comme une contribution à des dialogues nécessaires.

Mon désaccord principal concerne l'«analyse concrète de la situation concrète» – ou la nature de cette guerre. Or de ce type d'analyse dépend toujours la formulation des positions internationalistes – et je pense également qu'une telle exigence d'analyse de situations spécifiées s'impose pour la détermination de réponses féministes. Or, à cet égard, les formulations du Manifeste tendent au contraire vers l'expression d'une posture générale pacifiste – sans doute associée à une analyse politique qui ne distingue pas guerre d'agression et résistance légitime. En tout état de cause je n'adhérerais pas à un féminisme qui défendrait l'idée que les femmes se devraient «par nature» de ne jamais prendre les armes.

Le point d'ancrage essentiel du débat concerne donc l'interprétation des causes de cette guerre présentée comme un conflit entre impérialismes. Si tel était le cas, je soutiendrais un pacifisme radical. Il rejoindrait celui que prônait Jaurès à la veille de la première guerre interimpérialiste mondiale face à laquelle se justifiait totalement le défaitisme révolutionnaire des zimmervaldiens. J'ajoute que, bien évidemment, contre l'actuelle guerre lancée par Poutine se justifie totalement en Russie un pacifisme, notamment féministe que le Manifeste évoque – mais sans distinguer l'ancrage de ce point de vue dans le pays agresseur par rapport à celui des femmes du pays agressé.

« LE MANIFESTE NE PEUT ÉTABLIR AUCUN LIEN AVEC LES FÉMINISTES UKRAINIENNES ENGAGÉES DANS UNE LUTTE DE RÉSISTANCE »

À cause donc de son analyse du conflit, le Manifeste ne peut établir aucun lien avec les féministes ukrainiennes engagées dans une lutte de résistance. J'espère bien et je crois que le rôle des mères, femmes, sœurs de soldats russes envoyés soi-disant dans des «opérations militaires» et qui vont mourir dans une sale guerre contre leurs frères ukrainiens sera fondamental dans la défaite de Poutine. Par contre, j'ai dit dans ma réponse négative aux initiatrices du Manifeste, que je respectais tout autant les femmes ukrainiennes qui fuyaient le pays et la guerre pour protéger leurs enfants que celles qui restaient pour s'inscrire dans la défense (non armée et armée) de leur pays.

Mais cela implique de reconnaître que la résistance armée y relève d'une «guerre juste», défensive, menée par un peuple dont Poutine a explicitement voulu remettre en cause l'existence autonome. À la veille de son «opération», il a évoqué clairement – loin des arguties sur l'OTAN – ce qui pour lui était la

1. Catherine Samary est spécialiste des Balkans et de l'autogestion. Elle est notamment l'autrice du *Marché contre l'autogestion, l'expérience yougoslave* (Paris, Publisud, 1991) et de *Yougoslavie, de la décomposition aux enjeux européens* (Paris, Le Cygne, 2008).

«création» artificielle d'un Lénine inscrivant dans la constitution de l'URSS une pleine reconnaissance de l'Ukraine et de la Biélorussie comme distinctes de la Russie et dotées du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Poutine s'est réclamé du passé tsariste et de Staline contre Lénine et de tels droits en lançant son «opération» – qu'il pensait facile.

La résistance qu'il rencontre est celle de tout un peuple ukrainien – hommes et femmes de toutes les régions – notamment russophones (comme l'est le président Zelensky). Le premier effet de cette guerre est en effet déjà et sera (contre tout pouvoir fantoche) la consolidation de la nation ukrainienne en construction, luttant pour sa dignité et son droit à l'autodétermination.

En tout état de cause, face à la guerre lancée par la Russie contre l'Ukraine, des appels «à la paix» et à des négociations diplomatiques – en refusant la résistance armée (et les moyens de la mener) signifient en pratique des appels à se soumettre à la fois à Poutine et aux grandes puissances. On peut débattre des différentes façons de remettre en cause un ordre injuste et de répondre à des violences, en dénonçant et rejetant les agressions.

Mais l'accent sur les choix exprimés par les populations agressées – en l'occurrence, le droit du peuple ukrainien à disposer de lui-même face à cette guerre et dans les relations internes et internationales où il s'inscrit me paraît essentiel. Un tel accent sur la société concrète est contradictoire avec des lectures «géostratégiques» des conflits qui réduisent les peuples à des pions instrumentalisés par les uns ou les autres.

«CONSTRUIRE UN INTERNATIONALISME PAR EN BAS»

Malheureusement, analyser la nature de l'agression concrète n'épuise pas le débat sur les analyses et les tâches pour les combats émancipateurs. Il est certain que tout conflit est exploité par les grandes puissances de ce monde. Biden espère écouler son gaz de schiste contre celui de la Russie. Et les industries d'armement contraintes à enregistrer les retombées de la défaite des États-Unis en Afghanistan sont ravies de l'autre effet immédiat de la guerre de Poutine (que celui-ci n'escomptait pas) — la consolidation, au moins immédiate, de l'OTAN et de l'UE et de leurs budgets militaires.

Mais le peuple ukrainien qui résiste utilise – outre ce qu'il produit lui-même – des armes fabriquées dans les usines de l'OTAN. Cela n'est pas suffisant pour supprimer l'autonomie de son engagement à lutter, donc de ses motivations. Cela ne change pas non plus (jusqu'alors) la nature de la guerre – que les forces de l'OTAN ne veulent pas transformer en guerre avec la Russie. Mais c'est pourquoi la critique et remise en cause de l'OTAN – qui est un enjeu mondial et actuel, notamment depuis 1991 – ne peut être comprise en Ukraine et face aux horreurs et menaces de la guerre poutinienne si elle s'exprime par des mots d'ordre refusant l'envoi d'armes défensives au peuple ukrainien – ou plaçant dos à dos Russie et OTAN dans l'analyse de cette *guerre-là.*

De même le slogan internationaliste – combattre son propre impérialisme – perd tout son sens et sa portée si les anti-impérialistes se montrent indifférents au sort infligé par… un autre impérialisme. Autre chose, qui ne justifie pas une minute *cette guerre,* est la remise en cause radicalement critique des institutions et relations économiques, politiques et militaires qui structurent le continent européen – à l'Est et à l'Ouest – et le reste du monde depuis 1989-1991. Mais cela se situe dans une autre temporalité d'analyse et de slogans.

La guerre produira en Ukraine et dans le monde des polarisations et notamment la croissance d'une composante ultramilitariste d'extrême droite fascisante dans la résistance ukrainienne : celle-ci a menacé de mort Zelensky lors de ses premières tentatives de dialogues dans le Donbas et avec Poutine. Le président-combattant ukrainien est en effet cerné par deux forces (très dissymétriques) d'extrême droite : celle, poutinienne grand-russe (avec sa puissance d'État et ses mercenaires) et l'autre, défendant une ukrainité « antirusse ». Il n'est lui-même ni un facho, ni le pion que méprisait Poutine – ni Hô Chi Minh. Et son profil apologétique de l'ordre libéral, dépendant des oligarques – et incapable de rapprocher le sort de son peuple et celui infligé aux Palestiniens, comme on l'a dramatiquement vu dans son discours en Israël – exige que le soutien internationaliste à la résistance ukrainienne se fasse en toute indépendance critique.

Nous devons tout faire pour que pèse dans la défaite de l'agresseur poutinien la consolidation par en bas d'une ukrainité bien plus large, inclusive et enracinée dans la société que celle des extrêmes droites racistes, avec en son sein une gauche qui lutte contre tous les néofascismes d'Ukraine et de Russie ; une gauche qui s'adresse aussi en temps de guerre à Zelensky pour que les travailleurs ne subissent pas, à la place des oligarques, les coûts de la dette ukrainienne et des dépenses de la guerre. C'est en soutien à cette gauche-là, fragile mais essentielle, en Ukraine et en lien avec le mouvement antiguerre en Russie que nous devons construire un internationalisme par en bas.

Il se heurte à un contexte marqué par des héritages historiques – des anciens empires au stalinisme en passant par la lutte contre le nazisme et les désastres de la globalisation capitaliste post 1989 – qu'il faudra mettre à plat à partir d'une grille radicalement émancipatrice, contre tous les rapports d'oppression. Le féminisme internationaliste a un rôle majeur à jouer dans cette démarche.

CONTRETEMPS, 30 MARS 2022
Les intertitres sont de la rédaction

POURQUOI LA GUERRE EN UKRAINE EST-ELLE UNE QUESTION FÉMINISTE ?

Frieda Afary interroge une féministe ukrainienne et une féministe russe. Pour écouter l'entretien, cliquer ici : *LEFTEAST*

UNE GUERRE GÊNANTE : QUE FAIRE LORSQUE LA RUSSIE ATTAQUE L'UKRAINE ET QUE TU ES DE GAUCHE ?

DENYS GORBACH

Le 24 février dernier l'armée russe a commencé son invasion de l'Ukraine. À la fin de la troisième semaine de l'invasion, on déplore des milliers de victimes civiles et nombreux sont les hôpitaux et les écoles détruits par les bombardements. Une véritable crise humanitaire se déroule dans les villes assiégées, alors que l'agresseur utilise des munitions interdites par des conventions internationales. Comment la gauche francophone a-t-elle réagi à ce drame ?

Les leaders des organisations de la gauche française n'ont opéré qu'un seul changement dans leur rhétorique par rapport à leurs déclarations d'avant le 24 février : depuis le début de la guerre, ils dénoncent les actions du gouvernement russe. Pendant toute l'année précédente, lorsque Poutine accumulait des troupes autour de la frontière ukrainienne, on n'avait rien entendu de tel. Au-delà de cette évolution marquante, peu de choses ont changé. Toute dénonciation de Poutine est inévitablement suivie par la phrase rituelle que «l'Occident» ou «l'OTAN» ou «l'impérialisme américain» ont joué un rôle aussi important voire plus que la Russie. Jean-Luc Mélenchon râle contre «l'annexion de l'Ukraine par l'OTAN» ; l'AIT distribue des autocollants invitant les soldats ukrainiens à déserter plutôt qu'à défendre leurs villes (il y a des fautes évidentes dans les textes de ces autocollants, visiblement écrits par un Russe, mais ce n'est pas grave, parce que de toute façon les stickers sont collés dans les villes françaises, loin de tout soldat ukrainien !) ; [un groupe au sein du] NPA met en garde contre les troupes américaines, qui ne sont pourtant pas sur place ; Nathalie Arthaud a décidé que c'était le bon moment pour s'exprimer une énième fois contre le malheur semé partout par les impérialistes occidentaux. Les militants qui sont d'habitude si résolus dans leur soutien de toutes les victimes de la guerre et du capitalisme sont soudainement devenus extrêmement nuancés et «réflexifs» – comme s'ils espéraient toujours tenter leur chance dans un concours pour le poste de directeur de Sciences Po Paris (malheureusement il n'est plus vacant). Pourquoi ce changement de ton ?

Cette réaction maladroite peut être expliquée par la gêne que cause le renversement des rôles traditionnellement réservés aux camps géopolitiques dans cette guerre. Il y a un moment, la gauche française, qui, tout comme l'américaine, n'éprouve généralement pas beaucoup d'intérêt pour la politique internationale, a développé un schème standardisé pour qualifier n'importe quelle guerre ou crise à l'étranger : il suffit de rendre responsable l'impérialisme américain (en France, tant à gauche qu'à droite, on utilise l'expression archaïque mais charmante «atlantisme»). Jusque-là, dans la plupart des cas, cette intuition portait ses fruits, coïncidant peu ou prou avec la réalité sur le terrain, structurée par la dominance politico-économique des forces «occidentales». Néanmoins, ce cliché est responsable de graves erreurs factuelles commises dans les analyses occidentales de la guerre en Syrie : Priyamvada Gopal, Leila al-Shami, Yassin

al-Haj Saleh, Jairus Banaji et d'autres nombreux auteurs ont beaucoup écrit sur le biais géopolitique qui a empêché la gauche occidentale d'identifier la contribution décisive du gouvernement russe dans la tragédie humanitaire syrienne. De la même façon, toute critique envers le gouvernement chinois est souvent rejetée et marquée comme une lecture favorable à ce fameux «atlantisme».

La lecture géopolitique prédominante dans les analyses est le triste héritage de la crise intellectuelle du mouvement socialiste mondial, qui l'a frappé après la chute de l'URSS. Désorientée, la gauche a d'abord milité contre le monde «unipolaire» et la «mondialisation». Les instincts hérités de la guerre froide – l'assimilation de Washington au capitalisme/impérialisme – ont été adaptés à la nouvelle situation et puis renforcés dans les années 2000, quand de nouveaux candidats à l'hégémonie internationale, y compris la Russie, ont fait leur apparition. La lutte contre le capitalisme a été remplacée par la lutte contre le «néolibéralisme» (en faveur d'autres formes capitalistes, plus bénéfiques) et contre l'«impérialisme» (exclusivement anglo-américain, à la rigueur israélien et français). Paradoxalement, ceux qui contestent ces vues réformistes et nationalistes à la faveur d'approches plus radicales anticapitalistes et internationalistes, sont souvent condamnés comme étant «libéraux et nationalistes».

Il semble que cette optique fait une distinction entre deux types de nationalisme. Cette distinction n'a pas de critères structurels clairs, s'appuyant plutôt sur des intuitions ou impressions des «anti-impérialistes» occidentaux. Dans leur vision du monde, il existe des nationalismes gentils, qui méritent un soutien inconditionnel : le nationalisme irlandais, palestinien, kurde, catalan, breton, basque, souvent russe, parfois français. Les Anglais et les Blancs américains eux aussi sont autorisés à être nationalistes et même racistes, pourvu que «les revendications légitimes de la classe ouvrière blanche» soient rationalisées comme une réponse naïve mais soutenable aux ravages du néolibéralisme. Ce genre d'excuse n'est pas autorisé aux nationalismes méchants, surtout concentrés géographiquement dans la région est-européenne, comme l'ukrainien. Les barbares orientaux ne méritent guère de compréhension ou d'analyse approfondie. C'est un terrain où les Occidentaux peuvent exercer leurs postures les plus fortes, après avoir fermé les yeux sur les dérives à caractère ultra-droitiste ailleurs. La raison de cette différence de traitement, c'est l'optique géopolitique : le caractère progressif ou réactionnaire de tout phénomène politique est analysé en rapport avec le mal ultime qu'est l'impérialisme américain. C'est pourquoi l'immense nombre de mouvements politiques dans les coins plus lointains du monde sont épargnés de l'attention de la gauche occidentale : comme elle ne peut pas relier ces conflits africains et asiatiques à son schème analytique, elle préfère ne pas en parler du tout.

La pauvreté de cette analyse devrait être évidente. La guerre en Ukraine, commencée très clairement par le gouvernement russe, ne peut visiblement pas être expliquée d'une manière convaincante par des références aux politiques sinistres de l'OTAN. Très brièvement, j'exposerai quelques points à propos des déficiences de la logique campiste. Premièrement, la Russie n'est pas l'URSS. Il ne s'agit plus d'un «État ouvrier», quoique «déformé». Aussi choquant soit-il pour certaines personnes s'imaginant aux côtés des chars soviétiques à Prague, les chars et fusées détruisant actuellement les villes ukrainiennes sont déployés par un régime anticommuniste virulent et enthousiaste des politiques néolibérales. Même dans le cadre de la logique *tankie* des années 1970 (soutien

à la «patrie du prolétariat mondial»), il est difficile de trouver une justification à cette invasion.

Deuxièmement, l'impérialisme, tout comme le néolibéralisme, n'est pas une chose. C'est plutôt une relation qui structure le capitalisme à l'échelle mondiale aujourd'hui. Il est donc inutile de l'associer aux politiques d'un pays particulier. Jusqu'au début de ce siècle, les États-Unis ont effectivement gardé une position hégémonique dans ces relations, surdéterminant les développements sur la scène internationale. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Toutes les choses sur cette planète ne sont pas inspirées par Washington. La manie des analystes occidentaux qui cherchent l'OTAN partout peut être comparée aux instincts des intellectuels nationalistes ukrainiens qui sont capables de trouver des traces russes dans chaque phénomène désagréable, y compris dans le mouvement des gilets jaunes. Le niveau argumentatif reste le même.

Troisièmement, il n'y a pas que l'OTAN et Poutine qui sont dotés d'agentivité. En prenant du recul par rapport à une stricte lecture géopolitique, on pourrait noter la présence de dizaines de millions d'autres agents, qui habitent, par exemple, en Ukraine. Ces gens ne sont pas tous des marionnettes du Kremlin, du Pentagone ou de Bruxelles. Ils ont leur propre volonté, leurs intérêts et leurs perspectives. Ignorer les soucis de la classe ouvrière ukrainienne tout en se concentrant sur l'état psychologique d'une poignée d'hommes forts en Kremlin ou du Pentagone est profondément problématique, non pas seulement du point de vue éthique, mais aussi heuristique. La sociologie, l'anthropologie, l'économie politique fournissent des outils beaucoup plus utiles pour une analyse critique que la géopolitique – à moins que votre but soit de produire des clichés politiquement corrects plutôt que de comprendre l'essence du problème.

Mais qu'en est-il de cette agentivité ukrainienne, ne sont-ils pas tous des nazis là-bas ? Je ne vais pas nier l'existence du problème de l'extrême droite, qui pèse lourdement sur la société ukrainienne. Il y a beaucoup de travaux sérieux consacrés aux nazis ukrainiens, certains d'entre eux sont d'ailleurs écrits par l'auteur de ce texte. Ceux qui sont vraiment inquiets par rapport aux nazis ukrainiens n'ont qu'à lire cette littérature, qui n'a jamais intéressé la gauche francophone. C'est la bonne occasion de s'informer, de formuler une position à ce sujet et de s'engager dans le combat international contre l'extrême droite aux côtés des camarades ukrainiens. Ici on n'indiquera que de très brefs éléments de cette histoire complexe : (1) l'Ukraine est un pays hétérogène sur le plan ethnolinguistique, ce qui ne la rend pas déficiente ou exotique (les groupes ethnolinguistiques belges sont plus éloignés l'un de l'autre qu'en Ukraine) ; (2) cette hétérogénéité est devenue un enjeu politisé seulement à partir des années 2000 et imposée par la logique de la concurrence parlementaire ; (3) l'extrême droite est un sous-produit de cette polarisation qui est sortie hors du contrôle des élites politiques vers 2013-2014 ; (4) elle existe des deux côtés du clivage politique (pro-russe et pro-ukrainien), bien que les nazis pro-russes parfois s'appellent eux-mêmes «patriotes antifascistes» ; (5) l'extrême droite «pro-ukrainienne» pose un énorme problème pour la société ukrainienne, et cela s'aggrave par l'invasion russe ; (6) jusque-là, malgré son influence au sein de la société civile libérale ukrainienne, l'extrême droite n'a pas réussi à gagner plus que 2-3 % aux élections au cours des dix dernières années ; (7) la «décommunisation» et l'approche centralisatrice qui ressemble à la française dans le domaine linguistique sont des tendances très inquiétantes en temps «normal», c'est-à-dire avant le 24 février ; (8) le régiment néonazi

Azov est un facteur non négligeable dans la politique interne, mais il est une goutte d'eau dans l'océan par rapport à l'intégralité de l'armée ukrainienne dans le contexte de la guerre actuelle. Autrement dit, ni la société ni l'État ni l'armée ukrainienne ne sont «nazis», bien que l'extrême droite ukrainienne soit bien réelle et dangereuse en principe. Cette dangerosité sera-t-elle atténuée si l'Occident arrête de soutenir l'Ukraine dans cette guerre? Au contraire, dans ce scénario on assistera à la création d'une entité politique vaincue par les Russes, amoindrie géographiquement et acharnée dans son nationalisme virulent. L'humiliation de la défaite et la colère envers les «traîtres libéraux occidentaux» seront l'ambiance idéale pour l'épanouissement d'Azov et de ses semblables.

Nous serions ravis si la gauche francophone commençait enfin, après toutes ces décennies, à s'intéresser au sujet de la politique ukrainienne et à nous aider dans notre long combat contre Azov et les autres groupuscules d'extrême droite, ainsi que contre les lois liberticides dans le domaine culturel. Il n'est jamais trop tard pour ce genre de solidarité, surtout vu que les camarades français ont sans doute beaucoup à nous apprendre, après leur «victoire» politique décisive sur toute tendance droitiste dans leur propre pays. Les Ukrainiens, qui ont voté à 73 % pour un Juif russophone au programme antinationaliste, sont preneurs de tout conseil de la part des compatriotes de Marine Le Pen et d'Éric Zemmour. Plus sérieusement, j'espère que les lecteurs de cet article se mettront d'accord sur le fait que la présence de tendances inquiétantes dans la politique interne ne peut aucunement justifier une invasion soi-disant «humanitaire». Si la protection de la population russophone de l'Ukraine consiste à massacrer cette même population par milliers avec des bombes à sous-munitions et des bombes thermobariques, je tremble à l'idée de la protection que peut fournir le régime d'Erdogan à la population musulmane française. Heureusement que la France est protégée contre ce type de menace par ses alliances militaires, ce qui n'est pas le cas de l'Ukraine.

En attendant que la gauche occidentale se prononce ouvertement contre le régime d'ultra-droite poutinien et renoue avec la tradition socialiste de soutien des luttes des petites nations contre les oppresseurs impérialistes, on assiste à une attitude qui ne fait qu'aggraver la situation. Les socialistes occidentaux qui condamnent en bloc tous les Ukrainiens en tant que «nazis» «atlantistes» ne sont pas des agents neutres. Leur position influence les attitudes au sein de la société ukrainienne, qui s'éloigne de plus en plus de la gauche dans la mesure où cette dernière est perçue comme «pro-poutinienne». En renforçant les stéréotypes implantés par la droite ukrainienne, la gauche occidentale aide à étouffer toute initiative progressiste et amplifie la voix des nationalistes. Cette prophétie autoréalisatrice va rétrospectivement justifier les positions prises aujourd'hui. Le narcissisme des socialistes dans les pays riches s'affirmera au prix du progrès social et politique dans un pays à la périphérie européenne.

Il y a une dizaine d'années, j'aurais dit que le désir de la gauche occidentale de valider ses opinions l'emportait de toute façon, en toutes circonstances, sur la volonté d'approfondir son analyse et de construire une solidarité vivante. Mais contrairement à cette vision pessimiste, les camarades dans le premier monde avaient été capables de sortir de leur zone de confort en soutenant la lutte des Kurdes syriens – malgré le caractère nationaliste et «militariste» de ce mouvement, encadré par un parti unique et allié au gouvernement états-unien. La solidarité

avec la lutte ukrainienne pourrait être le prochain pas dans la direction du mouvement anticapitaliste mondial, fondé sur l'égalité et l'entraide des travailleurs et travailleuses, éloigné de la logique honteuse des «zones d'intérêt exclusives» impériales.

On en est encore loin. Le chevauchement de la gauche occidentale entre deux optiques – celle de la pureté politique et celle du réalisme réformiste – met les ouvriers et les socialistes ukrainiens dans une double impasse. D'un côté, les Ukrainiens sont condamnés à cause de leur souhait de rejoindre l'OTAN (ce souhait est devenu majoritaire très récemment, uniquement à cause de la politique d'escalade russe) et de se doter de moyens de mener une résistance armée à l'invasion. Ils sont soumis aux exigences strictes de l'antimilitarisme, de l'antipatriotisme et de l'adhérence au programme socialiste de la transformation du monde. Si la nation entière n'est pas méga-hyper-internationaliste-communiste, elle ne semble pas digne du soutien précieux des socialistes habitant les riches pays. En même temps, ces derniers se permettent le luxe de raisonner dans le registre «réaliste», étant très modérés sur le plan socio-économique de leurs programmes et privilégiant l'optique de l'école réaliste dans les relations internationales. L'optique qui ne prend en compte que les intérêts des grandes puissances est utilisée par le mouvement qui se veut communiste et internationaliste.

D'où les réponses typiques à la guerre actuelle : c'est très triste, mais cela ne nous regarde pas tant que ça. Nous condamnons la guerre et c'est pourquoi nous n'allons rien faire pour l'arrêter, même pas une petite prise de position. Parce que de toute façon, c'est la faute à l'OTAN qui a «encerclé» le pauvre Vladimir Poutine et qui l'a provoqué. Poutine doit bien sûr être dénoncé, mais il faut penser à lui donner des «garanties de sécurité». Les Ukrainiens, eux, ne méritent pas de garanties de sécurité car ils ne fascinent pas l'imagination occidentale autant que la Russie, exotique et attirante. Idéalement, on serait tous très heureux dans un monde sans nations ni frontières, mais puisqu'il y a un impérialiste mécontent, il vaut mieux lui donner ce qu'il veut et continuer de critiquer son propre impérialisme, au calme. Il n'y a pas d'alternative, comme l'a dit un des classiques marxistes.

Quelle position me semble raisonnable ? Le tableau simpliste proposé par les récits libéraux ne conviendrait certainement pas. Je suis très loin de l'imaginaire où cette guerre serait une «lutte de civilisations», une confrontation entre l'Ukraine toute démocratique et la Russie génétiquement autoritaire et malveillante,

Face à la guerre, solidarité internationaliste !

Sanctions économiques, enjeux militaires, dette ukrainienne, accueil des réfugié·es, soutien aux pacifistes russes, mouvement syndical ukrainien et russe.

Un débat organisé par Attac, le 21 mars 2022, avec :

- Karine Clément, sociologue, spécialiste des mouvements sociaux russes, autrice de *Les ouvriers russes dans la tourmente du marché* (Syllepse, 2000) ;
- Pierre Coutaz, syndicaliste, secrétariat international de la CGT ;
- Bernard Dréano, membre de l'Assemblée européenne des citoyens ;

animé par Vincent Gay, membre du bureau d'Attac-France.

https://youtu.be/rgIeIsUc1DE

ou un délire personnel du dirigeant russe. Comme tout phénomène social, elle est complexe, et cette complexité ne peut pas être sacrifiée à un beau slogan. Ceux qui ont envie de mieux comprendre le contexte de cette guerre peuvent le faire en se référant à la littérature universitaire et militante qui existe à ce sujet. Il n'y a pas que l'UE, les USA et l'Israël/Palestine qui méritent des études approfondies. Nonobstant toute cette complexité, il me semble pertinent aujourd'hui de déclarer :

1) plein soutien à la résistance ukrainienne, armée et non-armée ;
2) dénonciation claire de l'agresseur russe, sans réservations rituelles à propos de l'OTAN ; et d'exiger ;
3) le retrait de toutes les troupes russes de l'entièreté du territoire ukrainien, comme condition nécessaire pour l'autodétermination démocratique éventuelle ;
4) l'annulation de la dette extérieure ukrainienne ; la confiscation de la propriété des oligarques russes (et éventuellement ukrainiens) pour compenser les dégâts causés par la guerre ;
5) l'accueil généreux, inconditionnel et égal de tous les gens fuyant l'Ukraine et les autres pays du monde pour trouver asile dans les pays riches ;
6) le lancement d'un programme de transition énergétique coordonné à l'échelle mondiale pour mettre fin à la dépendance des hydrocarbures et aux dérives politiques qui en découlent ;
7) le désarmement de toutes « grandes puissances » – le bannissement décisif des armes nucléaires ainsi que d'autres types d'armements considérés aujourd'hui barbares ;
8) la démocratisation de l'ONU, qui doit se doter de leviers efficaces pour mettre en œuvre ces revendications. Un niveau élémentaire de réflexion et de responsabilité politique exige, à mon avis, l'adhésion à ces points minimaux.

LA RUSSIE ET L'UKRAINE : IMPASSE OU TOURNANT ?

DAN LA BOTZ ET PATRICK SILBERSTEIN[1]

La résistance ukrainienne a remporté une formidable victoire en mettant en échec la tentative russe de prendre Kiyv, une victoire à la fois militaire et morale[2]. Mais même si cela force notre admiration, l'Ukraine est loin d'avoir gagné la guerre. La Russie, étant un pays bien plus grand et bien plus riche, dispose d'une armée plus importante et de beaucoup plus d'avions, de navires et de chars. En termes strictement militaires, sans un changement radical de la situation, il sera presque impossible pour l'Ukraine de repousser l'armée russe hors du pays – mais un changement est, bien sûr, toujours possible.

Les troupes russes ont battu en retraite de manière désordonnée et se dirigent vers l'est, où elles se

1. Dan La Botz, rédacteur à *New Politics* (New York) et Patrick Silberstein, éditeur aux éditions Syllepse (Paris) sont membres des Brigades éditoriales de solidarité et signataires de l'appel à soutenir les réfractaires à l'amée russe (voir p. 41).

2. Andrew E. Kramer et Neil MacFarquhar, « Russia in Broad Retreat From Kyiv, Seeking to Regroup From Battering », *New York Times,* 2 avril 2022, www.nytimes.com/2022/04/02/world/europe/ukraine-russia-kyiv.html.

vont se regrouper, se reposer, se reconstituer avec des renforts et être réapprovisionnées en armes et en équipements. Elles seront également rejointes par Wagner, la pseudo-armée privée russe[1], ainsi que par des troupes libyennes et syriennes et de nouvelles recrues russes[2].

La retraite russe des environs de Kiyv et d'autres régions a révélé non seulement les destructions massives dues aux bombardements aériens et d'artillerie, mais aussi les massacres de civils et les viols de femmes ukrainiennes qui ont ensuite été assassinées[3]. L'horreur et le dégoût suscités par ces atrocités ont conduit à des appels à l'ouverture d'enquêtes par les Nations unies, par l'Union européenne, ainsi que par plusieurs dirigeants politiques et organisations de défense des droits humains[4] ; des demandes de sanctions supplémentaires contre la Russie[5] et d'équipements militaires pour l'Ukraine ont été également formulées, ces crimes constituant un nouvel élément de la guerre

Malgré tous ces développements, la guerre de la Russie contre l'Ukraine reste dans une impasse, c'est ce que nous allons essayer d'éclairer dans cet article.

Selon les experts militaires et la presse, un peu plus d'un mois après le début de la guerre, celle-ci est désormais entrée dans une impasse. Et cela à l'encontre des attentes de beaucoup, comme le général Mark Milley, qui, début février, déclarait aux législateurs américains que si la Russie envahissait l'Ukraine, Kiyv tomberait en 72 heures[6]. L'Ukraine a réussi à contrecarrer les plans de la Russie.

Comment se fait-il que l'Ukraine ait pu arrêter le rouleau compresseur de l'impérialisme russe[7] ? Que peut-il sortir de cette impasse ? Bien que les mesures politiques et économiques prises par les États-Unis, l'Union européenne et d'autres pays, notamment les sanctions économiques contre la Russie, représentent un facteur important dans la guerre, nous nous concentrons ici sur les questions militaires. Nous espérons apporter des informations qui permettront à la gauche internationaliste de se faire sa propre opinion, afin de prendre les initiatives nécessaires – aide financière et matérielle, renforcement du soutien et construction d'un mouvement antiguerre – pour aider l'Ukraine à l'emporter.

Nous nous tournons maintenant vers Frederick W. Kagan, diplômé de Yale en études russes et d'Europe de l'Est ainsi qu'en histoire militaire, professeur à l'académie militaire de West Point, chercheur résident au conservateur American Enterprise Institute et intellectuel néoconservateur spécialisé dans les questions militaires. S'il lui arrive de donner des conseils politiques à la classe dirigeante – avec lesquels nous sommes évidemment en désaccord ! –, lui et ses collègues de l'Institut pour l'étude de la

1. Victoria Kim, « What is the Wagner Group », *New York Times,* 31 mars 2022.
2. « Russia's Wagner Group withdraws fighters in Libya to fight in Ukraine », *Memo Middle East Monitor,* 26 marcs 2022, www.middleeastmonitor.com/20220326-russias-wagner-group-withdraws-fighters-in-libya-to-fight-in-ukraine/.
3. « Ukraine : Apparent War Crimes in Russia-Controlled Areas », *Human Rights Watch,* 3 avril, www.hrw.org/news/2022/04/03/ukraine-apparent-war-crimes-russia-controlled-areas ; et Carlotta Gall, Andrew E. Kramer et Natalie Kitroeff, « Reports of atrocities emerge from Ukraine as Russia repositions its forces », *New York Times,* 4 avril 2022.
4. Stephanie Nebehay, « United Nations names experts to probe possible Ukraine war crimes », *Reuters,* 30 mars, 2022.
5. « Images of Russian Atrocities Push West Toward Tougher Sanctions », *New York Times,* 2 avril 2022.
6. Jacqui Heinrich et Adam Sabes, « Gen. Milley says Kyiv could fall within 72 hours if Russia decides to invade Ukraine », *FoxNews,* 5 février 2022.
7. Patrick Silberstein, « L'armée russe est un tigre de papier et le papier est maintenant en feu », *Liberté et démocratie pour les peuples d'Ukraine,* n°2.

guerre émettent des réflexions sur les affaires militaires qui sont utiles pour nous, à gauche. Dans un article publié il y a quelques semaines, Kagan a écrit : « La campagne initiale de la Russie visant à envahir et à conquérir l'Ukraine touche à sa fin sans avoir atteint ses objectifs – en d'autres termes, elle est en train d'être vaincue. » La guerre, écrivait-il, est entrée dans une « impasse » dont l'issue est incertaine[1]. Il poursuivait :

> L'échec de la campagne initiale de la Russie marque néanmoins un changement important qui a des implications pour l'élaboration et l'exécution des stratégies militaires, économiques et politiques occidentales. L'Occident doit continuer à fournir à l'Ukraine les armes dont elle a besoin pour se battre, mais celui-ci doit maintenant aussi accroître considérablement son aide pour contribuer à maintenir l'Ukraine en vie en tant que pays, même dans des conditions de blocage.

Kagan suggère que nous comparions la campagne initiale de Poutine contre l'Ukraine à l'invasion allemande de l'Union soviétique en juin 1941, qui avait également ouvert une longue période d'impasse.

> L'impasse étant une situation militaire dans laquelle aucun des deux camps ne peut modifier radicalement les lignes de front, quels que soient ses efforts. […] La Première Guerre mondiale incarne l'impasse. […] Elle a en effet donné lieu à des combats très durs avec pertes considérables de part et d'autre. Les lignes de front étaient devenues en général statiques (pas complètement), avec très peu de mouvement. S'il y avait toujours un certain mouvement des lignes […] cela ne changeait matériellement la situation[2].

L'impasse implique souvent des batailles lourdes et sanglantes, comme celles de la Somme, de Verdun et de Passchendaele, au cours desquelles des centaines de milliers d'hommes ont été tués sans que la ligne de front ne bouge beaucoup. Comment sortir d'une telle impasse ? Un camp peut perdre sa volonté combative, un autre peut acquérir un avantage technologique, ou un nouvel allié peut entrer en guerre, comme ce fut le cas avec l'entrée des États-Unis dans la Première Guerre mondiale, ou encore un camp peut tout simplement s'effondrer comme ce fut le cas pour la Russie en 1917. Beaucoup de choses peuvent se produire. « C'est peut-être celui d'une telle impasse qui est le scénario auquel nous assistons en Ukraine », écrit Kagan.

> Nous pensons que la campagne russe a atteint son point culminant et que des conditions d'impasse se font jour […]. Les Russes n'ont pas la capacité d'apporter une grande puissance de combat efficace en peu de temps. Les types de mobilisations dans lesquelles ils s'engagent ne généreront une nouvelle puissance de combat que dans plusieurs mois au plus tôt. À moins que quelque chose de remarquable ne vienne briser l'impasse actuelle, celle-ci risque de durer des mois. D'où notre évaluation et nos prévisions. Et bien sûr, nous pouvons nous tromper. Que pourrait-il se passer pour que ce soit le cas[3] ?

Kagan suggère que l'évolution des circonstances pourrait conduire à une victoire russe ou même à une victoire ukrainienne, bien que cela semble moins probable.

1. Frederick W. Kagan, « What Stalemate Means in Ukraine and Why It Matters », 22 mars 2022, Institute of War Press, www.understandingwar.org/backgrounder/what-stalemate-means-ukraine-and-why-it-matters.

2. Frederick W. Kagan, « What Stalemate Means in Ukrain… », art. cité.

3. *Ibid.*

COMMENT L'UKRAINE RÉSISTE-T-ELLE ?

Passons à l'Ukraine et à la manière dont elle résiste à l'invasion russe. Tout d'abord, elle a mobilisé son armée. « L'Ukraine possède l'une des plus grandes armées d'Europe, avec 170 000 soldats en service actif, 100 000 réservistes et des forces de défense territoriale comprenant au moins 100 000 réservistes[1]. » Depuis le début de l'attaque russe, de nombreux citoyens se sont portés volontaires pour rejoindre ces unités de défense territoriale. Le gouvernement ukrainien a commencé à enrôler les hommes âgés de 18 à 60 ans pour participer à l'effort de guerre, leur interdisant de quitter le pays. En outre, le gouvernement a fait appel à des volontaires internationaux pour qu'ils rejoignent la lutte, ce qui n'est pas sans poser de problèmes sur le plan militaire et politique[2]. Par ailleurs, quelque 500 000 Ukrainiens, dont 70 à 80 % d'hommes, sont rentrés en Ukraine[3] pour combattre l'invasion russe.

« Sur le champ de bataille, les militaires ukrainiens mènent une défense extrêmement efficace et mobile, utilisant leur connaissance de leur propre territoire pour contrecarrer les forces russes sur de multiples fronts », a déclaré le général Mark A. Milley, président des chefs d'état-major interarmées des États-Unis. Le général Milley a déclaré que certaines des tactiques employées par les troupes ukrainiennes comprenaient l'utilisation de systèmes d'armes mobiles pour s'attaquer aux Russes partout où ils le pouvaient. Les forces ukrainiennes, a-t-il déclaré, « se battent avec une compétence et un courage extraordinaires contre les forces russes[4] », en utilisant des « tactiques de guérilla » et « se sont avérées capables de tenir à distance des forces russes beaucoup plus importantes et mieux armées pendant des semaines[5] ».

Un journaliste écrit :

> Les forces ukrainiennes ont fait s'embourber les unités russes dans les villes et les petits villages ; le combat rue à rue favorise les défenseurs qui peuvent utiliser leur connaissance supérieure de la géographie de la ville pour se cacher et tendre des embuscades. Ils ont attaqué des unités russes isolées et exposées se déplaçant sur des routes ouvertes, qui sont des cibles faciles. Ils ont effectué des raids répétés sur des lignes d'approvisionnement mal protégées dans le but de priver les Russes de fournitures nécessaires comme le carburant[6].

Des responsables militaires occidentaux ont observé de leur côté que « frapper, tendre des embuscades aux forces russes derrière les lignes de contact avec des unités se déplaçant rapidement, souvent de nuit, s'est avéré être l'une des tactiques de terrain les plus efficaces. S'y ajoutent les ratés logistiques que les Russes n'ont toujours pas réussi à surmonter. […] Cette tactique démoralise également les troupes russes[7] ».

1. Eric Schmitt, Helene Cooper et Julian E. Barnes, « How Ukraine's Military Has Resisted Russia So Far », *New York Times,* 3 mars 2022, www.nytimes.com/2022/03/03/us/politics/russia-ukraine-military.html.
2. Anthony Hitchens, « Among Ukraine's Foreign Fighters », *New York Review of Books,* 26 mars 2022, www.nybooks.com/daily/2022/03/26/among-ukraines-foreign-fighters/.
3. Oscar Kramar, «*В Україну після початку вторгнення повернулися вже пів мільйона людей, більшість — чоловіки*», https://hromadske.ua/posts/v-ukrayinu-pislya-pochatku-vtorgnennya-povernulisya-vzhe-piv-miljona-lyudej-bilshist-choloviki, *Hromadske,* 22 mars 2022.
4. Eric Schmitt, Helene Cooper et Julian E. Barnes, « How Ukraine's Military Has Resisted Russia So Far », art. cité.
5. « Clever Tactics By Ukrainian Forces Stymie Russian Military Despite Power Imbalance », *MSNBC,* 16 mars 2022, https://youtu.be/9saWmdjpNmE.
6. Zack Beauchamp, « Is Russia Losing ? », *Vox,* 18 mars 2022, www.vox.com/2022/3/18/22977801/russia-ukraine-war-losing-map-kyiv-kharkiv-odessa-week-three.
7. Jamie Dettmer, « Ukraine Tactics Disrupt Russian Invasion, Western Officials Say », *Voice of America,* 25 mars 2022, www.

L'armée ukrainienne revendique également la formation d'une unité de déserteurs russes combattant dans ses rangs, la Légion de la liberté de la Russie, avec la participation de combattants biélorusses. Une déclaration d'un officier russe a été diffusée :

> Je lance un appel aux militaires des forces armées de la Fédération de Russie, qui se trouvent actuellement sur le territoire de l'Ukraine. […] Je ne dirai qu'une chose : les officiers russes se tournent vers vous. Le 24 février, nous […] sommes entrés sur le territoire de l'Ukraine indépendante, en suivant les ordres criminels du dictateur Poutine. Je me suis rendu compte que nous n'étions manifestement pas venus ici avec de bonnes intentions et que personne ne nous attendait avec des fleurs comme si nous étions des libérateurs, mais qu'au contraire, on nous maudissait et on nous traitait de fascistes. Camarades militaires, en suivant l'ordre du dictateur Poutine, nous avons fait une terrible erreur. La plupart d'entre vous le savent. Le 27 février […] ma compagnie et moi, nous sommes passés du côté de l'Ukraine afin de réellement protéger le peuple des nazis. […] Rejoignez nos rangs, faites partie de la Légion de la liberté de Russie. Ce n'est qu'ensemble que nous pourrons sauver la Russie de l'humiliation et de la dévastation. Ce n'est qu'ensemble que nous sauverons notre peuple.

Nous ne sommes évidemment pas en mesure de vérifier l'existence de cette légion, bien qu'il y ait des interviews vidéo et des textes sur les médias sociaux, mais si c'est vrai, pour nous, internationalistes, c'est une leçon magistrale de politique révolutionnaire[1].

Les Russes ont remporté des succès considérables dans la prise de territoires, déclare Michael Kofman, directeur des études russes du *think-tank* sur la sécurité CNA. Mais, ajoute-t-il, ces avancées ne sont pas nécessairement le seul résultat de la suprématie russe sur le champ de bataille. L'Ukraine, explique-t-il, a pris la décision tactique de troquer «l'espace contre le temps» : se retirer stratégiquement plutôt que de se battre pour chaque pouce de territoire ukrainien, en combattant les Russes sur leur territoire et au moment de leur choix.

Au fur et à mesure que les combats se poursuivaient, la nature du choix ukrainien est devenue plus claire. Au lieu de s'engager dans des batailles rangées à grande échelle avec les Russes sur un terrain ouvert, où les avantages numériques de la Russie s'avéreraient décisifs, ils ont plutôt décidé de s'engager dans une série d'affrontements à plus petite échelle[2].

Selon Kofman, cela n'a pas été sans coûts. Les Ukrainiens ont également subi des pertes importantes. Les avantages numériques et technologiques de la Russie demeurent et pourraient encore s'avérer décisifs, permettant aux Russes d'assiéger les grandes villes ukrainiennes et de les affamer jusqu'à la soumission[3]. Pourtant, la stratégie ukrainienne a été efficace et les services de renseignement britanniques signalaient, dès le 18 mars, que l'offensive russe avait

voanews.com/a/ukraine-tactics-disrupt-russian-invasion-western-officials-say-/6501513.html.

1. Voir www.reddit.com/r/ukraine/comments/tqg4cz/commander_of_legion_freedom_of_russia_to_putin/ et sur YouTube, www.youtube.com/watch?v=UgRBGLq1D5Y ; et Natasha Kumar, «The Legion "Freedom of Russia" was created in the Armed Forces of Ukraine : prisoners who decided to fight the Putin regime are fighting in it», *The Times Hub,* 30 mars 2022, https://thetimeshub.in/the-legion-freedom-of-russia-was-created-in-the-armed-forces-of-ukraine-prisoners-who-decided-to-fight-the-putin-regime-are-fighting-in-it.

2. Zack Beauchamp, «Is Russia Losing?», *Vox,* 18 mars 2022, www.vox.com/2022/3/18/22977801/russia-ukraine-war-losing-map-kyiv-kharkiv-odessa-week-three.

3. *Ibid.*

«largement cessé sur tous les fronts[1]». Selon Mason Clark, spécialiste de l'armée russe, «il était peu probable que les efforts de la Russie pour remplacer ses pertes lui permettent de reprendre avec succès des opérations majeures autour de Kiyv dans un avenir proche[2]».

QUEL EST LE PROBLÈME DE L'ARMÉE RUSSE ?

En quelques jours, il est apparu clairement que la Russie avait à la fois surestimé ses propres avantages et sous-estimé son adversaire. Zack Beauchamp, journaliste à *Vox,* écrivait :

> Une fois que la stratégie de Poutine a échoué dans les premiers jours de combat, les généraux russes ont dû en élaborer une nouvelle à la volée. Ce qu'ils ont trouvé – des bombardements massifs d'artillerie et des tentatives d'encercler et d'assiéger les principales villes ukrainiennes – est plus efficace (et brutal). Mais les échecs initiaux de la Russie ont donné à l'Ukraine un temps crucial pour se retrancher et recevoir des approvisionnements extérieurs des forces de l'OTAN, ce qui a renforcé ses défenses[3].

L'armée russe, qui s'est révélée incapable de s'adapter à une nouvelle situation, était médiocre en matière de logistique, incapable de déplacer ses troupes et d'assurer leur ravitaillement, mauvaise dans la coordination des forces aériennes et terrestres et dans ses communications[4]. Certains de ses problèmes, comme l'approvisionnement en carburant, peuvent avoir été le résultat de la corruption politique qui sévit en Russie. Des problèmes tels que l'approvisionnement en carburant existaient bien avant la guerre[5].

De ce fait, les pertes russes ont été assez importantes. Les Forces armées ukrainiennes, qui peuvent évidemment exagérer ces pertes, ont signalé il y a une semaine que 16 400 soldats russes avaient été mis hors de combat depuis le 24 février. Elles affirment également que la Russie a perdu 575 chars, 1 640 véhicules blindés, 1 131 voitures, 293 pièces d'artillerie, 91 lance-roquettes multiples, 51 missiles sol-air, au moins 117 avions à réaction, 127 hélicoptères, 7 bateaux, 73 camions-citernes et 56 drones[6]. Des sources ukrainiennes et occidentales rapportent le nombre extraordinaire de sept généraux russes tués[7].

Zack Beauchamp observe qu'un récent rapport du renseignement américain affirme que la Russie «avait perdu plus de 10 % de sa force d'invasion initiale en raison d'une combinaison de facteurs tels que les décès sur le champ de bataille, les blessures, la capture, la maladie et la désertion» : «Une fois en dessous de 75 %, leur efficacité globale est susceptible de s'effondrer, écrit Phillips O'Brien, professeur d'études stratégiques à l'Université de St. Andrews. Si les Russes n'envoient pas très rapidement des troupes fraîches bien formées (et il ne s'agira pas de mercenaires ou de personnes impressionnées dans les rues de Crimée), toute leur stratégie semble inutile[8].»

1. «Putin has made some gross misjudgments – NRK Urix – Foreign news and documentaries», *World Today News,* 18 mars 2022, www.world-today-news.com/putin-has-made-some-gross-misjudgments-nrk-urix-foreign-news-and-documentaries/.
2. Note de la rédaction : depuis la rédaction de cet article, les récents développements de la défaite russe à Kiyv ont confirmé cette appréciation. Mason Clark, «Russian Offensive Campaign Assessment», Institute for the Study of War, 27 mars 2022.
3. Zack Beauchamp, «Is Russia Losing?», art. cité.
4. *Ibid.*
5. *Ibid.*
6. *Kyiv Independent,* 27 mars 2022.
7. «Russian generals are getting killed at an extraordinary rate», *Washington Post,* 26 mars 2022.
8. Zack Beauchamp, «Is Russia Losing?», *Vox,* art. cité.

La Russie, avec sa supériorité aérienne écrasante, devrait gagner la guerre aérienne, mais selon Beauchamp, ce n'est pas le cas jusqu'à présent[1].

Il n'est pas surprenant que, dans ces circonstances, le moral de l'armée russe soit bas, d'autant que, selon les analystes militaires, il l'était déjà avant le début de la guerre. L'armée russe est très divisée, entre les soldats sous contrat et les conscrits et entre les différents groupes ethniques. Il y a également une corruption généralisée et une brutalité à l'encontre des conscrits. Ce sont ces éléments qui expliquent en partie les échecs de l'armée[2].

Comme nous l'avons vu précédemment, il est possible de sortir de l'impasse si l'une des parties trouve un nouvel allié. L'Ukraine a reçu des fournitures des démocraties capitalistes libérales de l'OTAN, tandis que la Russie, un régime capitaliste autoritaire que de nombreux observateurs de gauche caractérisent comme tendant vers le fascisme, s'est tournée vers l'aimable gouvernement chinois, mais «la Chine a déclaré publiquement qu'elle ne fournira pas d'aide financière ou militaire à la Russie et a promis une aide humanitaire supplémentaire à l'Ukraine, tout en attribuant aux États-Unis la responsabilité de la guerre en Ukraine[3]».

La Russie tente également d'augmenter les effectifs engagés dans le conflit. Selon la Direction du renseignement militaire ukrainien, le Kremlin «déploie des réserves des districts militaires du centre et de l'est.» Selon la même source, les conscrits issus de ces régions «sont équipés de matériel militaire datant des années 1970». La même source indique également que les forces russes ont «un besoin urgent de réparer les équipements militaires endommagés» et que «le manque de composants étrangers ralentit la production dans les principales industries militaires russes[4]».

Un autre article de l'ISW note que «les forces russes ne seront probablement pas en mesure de résoudre leurs problèmes de commandement et de contrôle à court terme»: «Un haut responsable de la défense américaine a déclaré, le 21 mars, que les forces russes utilisent de plus en plus des communications non sécurisées en raison du manque de capacité des réseaux sécurisés[5].» Les radios ou les téléphones militaires ne fonctionnant pas, les soldats russes utilisent donc parfois leurs propres téléphones ou des téléphones pris aux Ukrainiens.

Pendant ce temps, la Russie ne semble toujours pas avoir résolu ses problèmes de commandement et de contrôle. CNN cite plusieurs sources affirmant qu'il n'est pas établi avec certitude si «la Russie a nommé un commandant général pour l'invasion de l'Ukraine» et que «les unités russes des différents districts militaires semblent se disputer les ressources et ne pas coordonner leurs opérations[6]».

La Russie a perdu des milliers de soldats, mais elle ne peut pas compter sur ses réserves ou ses conscrits. Un autre néoconservateur de l'ISW, Mason Clark, écrit:

> Les efforts de conscription russes, dont les services de renseignement ukrainiens s'attendent à ce qu'ils commencent le 1er avril, ne sont pas susceptibles de fournir aux forces russes autour de l'Ukraine une puissance de combat suffisante pour relancer des opérations offensives majeures à court terme. La

1. *Ibid*.
2. *Ibid*.
3. Institute for the Study of War (ISW), 21 mars 2022.
4. *Ibid*.
5. Frederick W. Kagan, George Barros, and Kateryna Stepanenko, ISW, 22 mars 2022.
6. «U.S. Unable to Identify Russian Field Commander in Ukraine», www.youtube.com/watch?app=desktop&v=NXm_3CktFtQ?.

> réserve russe de remplaçants bien entraînés reste faible et les nouveaux conscrits auront besoin de plusieurs mois pour atteindre ne serait-ce qu'un niveau minimal de préparation. […] L'armée russe est probablement sur le point d'épuiser ses réserves disponibles d'unités capables de se déployer en Ukraine[1].

En l'absence de nouvelles sources importantes de combattants, la Russie pourrait être contrainte d'abandonner sa campagne offensive.

Ses troupes étant dans l'impasse en Ukraine et incapables de prendre la plupart des villes qu'elles ont encerclées, Poutine a décidé de les bombarder. À la date du 28 mars, ses avions ont bombardé quelque 67 villes, apparemment pour punir l'Ukraine d'avoir contrecarré ses plans et montré l'incompétence de ses généraux, la stupidité de leurs stratégies, leur manque de moyens logistiques et de communication, et la mauvaise qualité de leur équipement. L'armée de l'air de Poutine a bombardé intentionnellement non seulement des cibles militaires, mais aussi de nombreuses zones résidentielles, détruisant des écoles et des hôpitaux, des maisons et des immeubles d'habitation, forçant dix millions à 25 % de la population à quitter leur domicile, et plus de 3,5 millions ont quitté le pays[2]. Des milliers de civils ont été tués. La Russie a été accusée de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité pour ses attaques contre des cibles civiles et l'utilisation de bombes à fragmentation. Elle fait actuellement l'objet d'une enquête de la Cour pénale internationale[3], bien que Poutine et la Fédération de Russie (comme les États-Unis) ne reconnaissent pas sa juridiction.

Ainsi, bien que la guerre soit dans une impasse, la destruction des villes et le meurtre de civils par les Russes se poursuivent. Nous devons également noter que l'armée russe et le Service fédéral de sécurité russe (FSB) ont kidnappé des civils ukrainiens, et en auraient déporté certains en Russie. Parmi les personnes enlevées figurent des artistes[4], des journalistes[5] et des personnalités politiques[6], ainsi que des enfants[7]. Tout cela avec le bombardement des villes, le meurtre et l'enlèvement de civils constitue ce qu'on a appelé la «guerre totale», une tentative de gagner la guerre en terrorisant et en démoralisant complètement la population ukrainienne. Et ce sont, bien sûr, des crimes contre l'humanité.

Pourtant, il n'est pas certain que même des tactiques inhumaines puissent changer l'équilibre de la guerre.

1. Mason Clark and George Barros, «Russian Offensive Campaign Assessment», Institute for the Study of War, 28 mars, 2022.
2. Keith Collins, Danielle Ivory, Jon Huang, Cierra S. Queen, Lauryn Higgins, Jess Ruderman, Kristin White and Bonnie G. Wong, «Russia's Attacks on Civilian Targets Have Obliterated Everyday Life in Ukraine», *The New York Time,* 23 mars 2022, www.nytimes.com/interactive/2022/03/23/world/europe/ukraine-civilian-attacks.html.
3. Aubrey Allegretti, «ICC launches war crimes investigation over Russian invasion of Ukraine», *Guardian,* 3 mars 2022, www.theguardian.com/world/2022/mar/03/icc-launches-war-crimes-investigation-russia-invasion-ukraine.
4. CGT-Spectacle, «We Demand the Immediate Release of Ukrainian Political Prisoners Abducted by the Russian Army», *New Politics,* 24 mars 2022, https://newpol.org/ukraine-demand-the-immediate-release-of-political-prisoners-abducted-by-the-russian-army/.
5. Rachel Treisman, «Russian forces are reportedly holding Ukrainian journalists hostage», *NPR*, 25 mars 2022, www.npr.org/2022/03/25/1088808627/ukrainian-journalists-missing-detained.
6. Matt Murphy et Robert Greenall, «Ukraine War: Civilians abducted as Russia tries to assert control», *BBC News,* 26 mars 2022, www.bbc.com/news/world-europe-60858363.
7. Rebecca Cohen, «US Embassy accuses Russia of kidnapping children amid reports it's deporting thousands of Ukrainians by force», *Business Insider,* 22 mars 2022, www.businessinsider.com/us-embassy-accuses-russia-of-kidnapping-ukrainian-children-2022-3. Il y a aussi des rapports selon lesquels les Russes ont enlevé les enfants d'Ukrainiens qui prenaient la parole dans des réunions.

Où en est l'impasse à ce stade ? La Russie, qui a détruit 80 % de Marioupol, n'a toujours pas pris le contrôle de la ville, bien que ce ne soit semble-t-il qu'une question de jours. Frustrée dans sa guerre terrestre, la Russie a étendu ses attaques aériennes, d'artillerie et de missiles. Bien qu'elle affirme avoir tourné ses forces vers l'est, vers le Donbass, elle continuera probablement à bombarder Kiyv. La résistance ukrainienne a également obligé la Russie à bloquer des troupes et des chars pour défendre ses arrières[1].

La victoire ukrainienne de Kiyv est celle de l'héroïsme de la résistance organisée en une combinaison très intelligente de la version du 21e siècle de l'« art de la guerre » : armement ultramoderne (ce qu'on a appelé la « techno-guérilla »), résistance nationale et participation des « gens ordinaires » à la guerre. L'impasse dans laquelle se trouve l'armée russe a conduit à une victoire à Kiyv. Les forces russes sont obligées de se retirer à l'est et au sud du pays. C'est une victoire politique autant que militaire, même si, évidemment, la guerre n'est pas terminée et que la Russie de Poutine peut encore être victorieuse.

Comme on peut le constater, les forces russes tentent de se regrouper pour occuper l'est du pays. Néanmoins, selon certaines sources, les forces russes retirées du nord-est de l'Ukraine pour être « redéployées dans l'est de l'Ukraine sont fortement endommagées[2] ». Et si l'on en croit l'état-major ukrainien, les soldats russes ne semblent pas très motivés et désobéissent parfois aux ordres. Ainsi, selon cette même source, « deux groupes tactiques de bataillons » qui avaient très récemment été transférés de l'Ossétie du Sud au Donbass, « ont refusé de combattre » et les soldats de la 31e brigade aéroportée russe auraient refusé l'ordre de reprendre le combat, « citant des pertes excessives ».

Chaque jour de résistance est un jour de victoire, chaque jour est un grain de sable dans la machine de guerre de Poutine. Chaque jour qui passe, le régime fasciste de Poutine sera confronté à une résistance interne croissante. Au fur et à mesure que le temps passera, nous verrons le mouvement ouvrier se lever contre la guerre de Poutine, faire grève et bloquer les navires russes, comme l'ont déjà fait les dockers britanniques et suédois. Le peuple ukrainien en armes et le peuple russe sous la botte ont besoin de nous, internationalistes, pour construire un puissant mouvement de résistance dans tous les pays contre la guerre de la Russie contre l'Ukraine, un mouvement qui, dans son propre rôle indépendant, contribue à la défaite de l'impérialisme russe, à la fin de la guerre et à la défense d'une Ukraine libre et démocratique.

Pour finir sur une conclusion provisoire, citons Gilbert Achcar :

> Soutenir la position de l'Ukraine dans les négociations sur son propre territoire national exige un soutien à sa résistance et à son droit d'acquérir les armes nécessaires à sa défense auprès de toute source qui possède de telles armes et est disposée à les fournir. Refuser à l'Ukraine le droit d'acquérir de telles armes revient à l'appeler à capituler. Face à un envahisseur massivement armé et des plus brutaux, il s'agit en fait d'un défaitisme de mauvais aloi, qui revient pratiquement à soutenir l'envahisseur[3].

SOURCE : *NEW POLITICS,* 5 AVRIL 2022

1. ISW, 23 mars 2022, www.understandingwar.org/backgrounder/ukraine-conflict-updates.
2. Mason Clark, George Barros et Karolina Hird, « Russian Offensive Campaign Assessment », *Institute for the Study of War,* 2 avril 2022.
3. Gilbert Achcar. « Coherence and Incoherence about the War in Ukraine », *New Politics,* 4 avril 2022, en français dans ce volume, p 6.

LIBERTÉ DE LA PRESSE

LES MÉDIAS RUSSES N'ONT PLUS LE DROIT DE PUBLIER LES INTERVIEWS DE ZELENSKY

Roskomnadzor, le service fédéral russe de supervision des communications, des technologies de l'information et des médias, chargé de surveiller, contrôler et censurer les médias russes, exige que tous les médias russes s'abstiennent désormais de publier des interviews du président ukrainien, Volodymyr Zelenskyy.

Le 27 mars, quatre journalistes russes ont interviewé Zelensky pour la première fois depuis le début de la guerre. La conversation a duré près de deux heures. Parmi eux, selon Roskomnadzor, certains représentaient «des médias étrangers agissant en tant qu'agents étrangers» (des journalistes russes basés hors de Russie).

Une enquête a été lancée contre les journalistes impliqués pour «déterminer leur responsabilité», a averti Roskomnadzor.

Sans doute par peur des représailles, les médias nationaux ont respecté les ordres des autorités. Les journalistes travaillant hors de Russie – trois parmi les quatre médias présents lors de l'entretien – ont néanmoins eu moins de scrupules. Ils n'ont pas tardé à divulguer les propos du président ukrainien, qui se dit prêt à discuter «en profondeur» de la neutralité de l'Ukraine, mais qui n'a pas mâché ses mots à l'heure de décrire les actes des forces armées russes.

SOURCES: *UKRAINIAN PRAVDA* ET *LE VIF,* 29 MARS

SOUTIEN AUX JOURNALISTES EN UKRAINE ET EN RUSSIE QUI CONTINUENT À INFORMER

SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES

La guerre fait rage depuis déjà plus de trois semaines en Ukraine. Elle a provoqué des milliers de morts parmi les civils et au moins cinq morts parmi les journalistes. La précarité et la censure frappent les médias, en Ukraine avec des médias et des journalistes aux capacités d'action réduites, et en Russie avec une liberté d'expression interdite par le pouvoir. Le SNJ met en œuvre ses moyens aux côtés de la Fédération internationale des journalistes (FIJ) et de son organisation régionale, la Fédération européenne des journalistes (FEJ), pour venir en aide aux confrères et consœurs ukrainiens et russes en danger.

Parmi nos propositions, en accord avec les autres organisations syndicales et associations de la profession en France:

- la réinstallation à l'étranger de journalistes;
- l'hébergement temporaire de journalistes;
- l'ouverture d'un centre de coordination de l'aide à la presse en Pologne, à la frontière ukrainienne.

Réuni en comité national les 18 et 19 mars à Paris, le SNJ appelle les médias français à ouvrir leurs colonnes ou leur temps d'antenne à des confrères/consœurs ukrainiens et russes qui auraient trouvé refuge hors de la zone d'opération militaire spéciale.

Le SNJ apporte son soutien aux journalistes en Ukraine et en Russie qui continuent à informer.

Motion votée à l'unanimité
Paris, le 19 mars 2022

BÔITE ALERTES

LANGUEUR

Je suis l'Empire à la fin de la décadence,
Qui regarde passer les grands Barbares blancs
En composant des acrostiches indolents
D'un style d'or où la langueur du soleil danse.

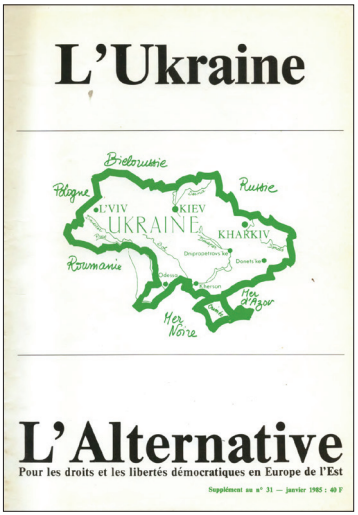
L'âme seulette a mal au cœur d'un ennui dense.
Là-bas on dit qu'il est de longs combats sanglants.
Ô n'y pouvoir, étant si faible aux vœux si lents,
Ô n'y vouloir fleurir un peu cette existence !

Ô n'y vouloir, ô n'y pouvoir mourir un peu !
Ah ! tout est bu ! Bathylle, as-tu fini de rire ?
Ah ! tout est bu, tout est mangé ! Plus rien à dire !

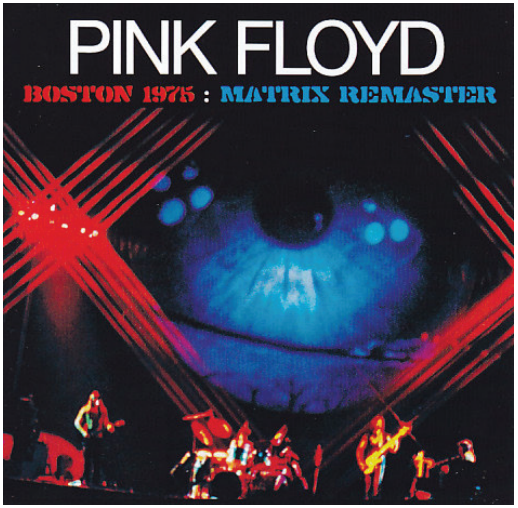
Seul, un poème un peu niais qu'on jette au feu,
Seul, un esclave un peu coureur qui vous néglige,
Seul, un ennui d'on ne sait quoi qui vous afflige !

PAUL VERLAINE
Recueil : *Jadis et naguère*

Tatiana Frolova, *Ukraine et Russie,* 2014.
«Œuvre réalisée 2014 à l'occasion d'une opération spéciale de nos troupes (rappelez-vous "Nous ne sommes pas là"? mais il s'est avéré que "Nous sommes là") pour saisir pacifiquement le territoire ukrainien de Crimée.»
The Crow Letter, https://crownproject



«La bibliothèque de nos mémoires»
www.syllepse.net/syllepse_images/ukraine-alternative.pdf



«Hey Hey Rise Up»
Le chanteur ukrainien Andriy Khlyvniuk et les Pink Floyd

SAINT-JAVELIN
BRILLEZ POUR NOUS

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et de Biélorussie glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne.

Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne) et M Éditeur (Montréal), les revues *New*

Politics (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières,* le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud,* ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : « Crosse en l'air ».

Nous nous souvenons du Z inscrit sur les murs d'Athènes. Z pour «zi», «il est vivant». Z pour protester contre les menées du fascisme.

Z est devenu désormais l'emblème du militarisme poutinien, le symbole des complices de l'agresseur.

Lettres et mots perdent de leur sens!...

L'Ukraine résiste. Ses soldats combattent, ses citoyen·nes combattent. Avec tous les moyens à leur disposition.

Les pacifistes russes et biélorusses hostiles à la guerre d'agression résistent et combattent. Avec tous les moyens à leur disposition.

Avec ce troisième volume de *Liberté et démocratie pour les peuples d'Ukraine*, titré «Solidarité avec l'Ukraine résistante», les Brigades éditoriales de solidarité continue ses activités pour redonner du sens aux lettres et aux mots.

La paix, certes oui. Mais d'abord le retrait des troupes de l'envahisseur et le respect de l'intégralité territoriale de l'Ukraine et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Par tous les moyens nécessaires.

Qui écrivait que les barricades n'ont que deux côtés?

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

АНТИФАШИСТСКОЕ
Z
СОПРОТИВЛЕНИЕ